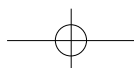
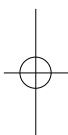
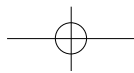


Le tiers-monde
n'est pas dans l'impasse !





Pierre Judet

Le tiers-monde n'est pas dans l'impasse !

Éditions Charles Léopold Mayer
38, rue Saint-Sabin 75011 Paris (France)

Les Éditions Charles Léopold Mayer, fondées en 1995, ont pour objectif d'aider à l'échange et à la diffusion des idées et des expériences de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) et de ses partenaires. On trouvera en fin d'ouvrage un descriptif sommaire de cette Fondation, ainsi que les conditions d'acquisition de quelques centaines d'ouvrages et de dossiers édités et coproduits.

*Économiste, **Pierre Judet** est spécialiste des questions de développement industriel, ancien directeur de l'IREPD (Institut de recherche économique sur la production et le développement), devenu LEPII (Laboratoire d'économie de la production et de l'intégration internationale) et professeur émérite de l'université Pierre Mendès-France de Grenoble. Pierre Judet a vécu pendant plusieurs années au Maghreb, en Afrique subsaharienne et en Asie, et mené de nombreuses missions dans les pays du tiers-monde pour le compte d'organismes nationaux et internationaux.*

Contact :
pierre.judet@wanadoo.fr

© Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer, 2005
Dépôt légal, 2^e trimestre 2005
Essai n° DD 144 * ISBN: 2-84377-106-4
Graphisme et mise en page : Madeleine Racimor
Maquette de couverture : Vincent Collin

Du même auteur

L'Afrique de l'indépendance politique à l'indépendance économique, Éditions François Maspero, Paris, 1975 (collectif).

Transfert de technologie et développement, Librairies techniques, Paris, 1977 (avec Ph. Kahn, A. Kiss, J. Touscoz).

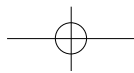
« Le redéploiement industriel Nord-Sud », *Économie et humanisme*, numéro spécial, nov.-déc. 1980 (direction d'ouvrage).

Les Nouveaux pays industriels, Économie et humanisme/Éditions ouvrières, Paris, 2^e édition, 1986.

« La République de Corée, concurrent ou nouveau partenaire ? », *Cahier IREP*, numéro 11, Grenoble, 1987.

« État et marché en Asie du Sud-Est et orientale », *Cahier IREP*, numéro 13, Grenoble, 1988.

Émergence asiatique : un modèle planétaire ? Étude de cas sur plusieurs pays d'Asie et d'Afrique, avec la collaboration de Frédéric Prat, Éditions Charles Léopold Mayer, Document de travail n° 99, 1977.



Sommaire

Du même auteur	7
Prologue	11
1. Le développement : une histoire	19
Du néolithique au Moyen Âge	20
Du Moyen Âge aux temps modernes	21
Déjà la Chine	22
Les développements industriels étouffés du XIX ^e siècle	24
2. Le développement : quels modèles ?	31
Un secteur moteur ?	31
L'agriculture à la base du développement	34
Grandes et petites industries	37
Effets d'entraînement et remontée des filières	41
L'illusion de la rente	42
Le tremplin du savoir	46
3. Développement et mondialisation	51
L'économie-monde : un phénomène ancien	51
Accélération des échanges commerciaux	52
Intensification des mouvements de capitaux	54
Aide publique : une efficacité parfois contestée	56
Endettement : les leçons de l'histoire	59
Transfert et diffusion mondiale des techniques	62
Mondialisation : le double jeu des dominants	65
4. Le pire n'est pas toujours sûr	69
Le pessimisme des « experts »	69
Ni famine généralisée... ..	72
... Ni pénurie d'énergie ni pénurie de matières premières... ..	74
... Ni explosion démographique incontrôlable	75
Le tiers-monde n'est pas dans l'impasse	77

Vers un développement durable	78
5. Droits, démocratie et développement	87
Libertés formelles et droits réels	87
Démocratie et développement	89
6. Le développement: un nécessaire ajustement	99
La réforme du système des Nations unies	100
États nationaux et mondialisation	103
Nouveaux acteurs: société civile et ONG	107
Ajustement mutuel et délocalisation	108
Conclusion: un défi à relever	113

Prologue

*Les voies du développement qui ont le mieux réussi
ne sont pas celles que nous avions espérées.*

Alain Lipietz

Le temps n'est pas loin où l'on quêtait pour les « pauvres petits Chinois » ou les « pauvres petits Coréens ». Aujourd'hui, les automobiles coréennes concurrencent les nôtres et les produits des usines chinoises envahissent les rayons des grandes surfaces. Tandis que des millions de gens croupissent dans la misère, les informaticiens indiens commencent à occuper des emplois qualifiés, hier encore réservés à des Américains ou des Européens. En ce début de siècle, telle est la réalité contradictoire, déroutante. Elle appelle, au-delà de slogans trop simples, éclairages renouvelés et mises en perspective. Les pages qui suivent se proposent d'y contribuer.

Développement et sous-développement sont des préoccupations relativement récentes. Elles apparaissent à la fin du dernier conflit mondial lorsque l'urgence s'impose de reconstruire sur les ruines de l'Europe dévastée : c'est l'objectif du plan Marshall financé par les Américains.

La poussée des indépendances à travers le monde après 1945 accélère ensuite le cours de l'histoire : les Philippines en 1946,

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

l'Inde et la Birmanie en 1947, l'Indonésie en 1951. En Afrique, la proclamation de l'indépendance égyptienne, en 1946, précède celles du Ghana et du Nigeria en 1951. Entre-temps, la révolte de Madagascar avait été réprimée dans le sang en 1947, après que l'Algérie eut connu les massacres de Sétif de 1945.

Ces événements suscitent peu de réactions dans les opinions européennes, même s'ils n'échappent pas aux observateurs avertis: pour le Sénégalais Abdel Kader Ly, « une ceinture de feu flambe tout au long des Tropiques »; d'après le sociologue Georges Balandier, « l'insurrection des peuples pauvres et dominés a pris une violence et une extension extraordinaires », alors que le démographe Alfred Sauvy évoque quant à lui, à propos de ces peuples, « leur poussée lente et irréversible, humble et féroce vers la vie ».

Au fur et à mesure que de nouveaux pays accèdent à l'indépendance, ils sont accueillis au sein des Nations unies créées en 1945. Certains vont y jouer un rôle important: l'Inde avec Jawarharlâl Nehru; la Côte de l'Or devenue Ghana, avec Kwame N'Krumah. Cette nouvelle tribune permet l'expression des aspirations et des besoins des populations les moins favorisées d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine: nourriture, soins, accès au savoir, meilleur épanouissement humain.

Dès leurs premières sessions, les Nations unies traitent explicitement des questions du « développement des pays neufs » ou de « l'assistance technique en vue du développement économique » afin de faire face aux problèmes posés par des sociétés cumulant de très nombreux handicaps: natalité non maîtrisée et forte mortalité infantile, situation sanitaire précaire, sous-alimentation et carences alimentaires, analphabétisme, condition inférieure de la femme, prédominance d'un secteur agricole très faiblement productif, absence d'industrie, quasi-inexistence des classes moyennes...

Les Nations unies ont ainsi popularisé les notions de « pays sous-développés », « pays en voie de développement » ou encore « pays du tiers-monde », marquées d'une image de retard et de

PROLOGUE

pauvreté généralisée. Lorsque, à partir des années 1960, après la montée en puissance du Japon, s'est affirmé le rattrapage à rythme rapide de la Corée, de Taïwan, des petits « Dragons », des « Tigres », on a crié au miracle comme si, dans le Sud, la stagnation était la règle et le développement l'exception.

Et pourtant, ces émergences – si surprenantes semblent-elles – s'inscrivent dans une évolution dont Fernand Braudel a retracé l'histoire au long des siècles, sous la forme d'économies-monde successivement dominantes dans l'univers occidental depuis Bruges au XIV^e siècle, Gênes et Venise au XV^e siècle, Anvers au XVI^e siècle, Amsterdam et la Hollande au XVII^e siècle, Londres et la Grande-Bretagne au XVIII^e siècle¹. Le flambeau passe ensuite aux États-Unis puis gagne les marges plus lointaines : Japon et Europe orientale. Corée, Chine, Inde, Brésil font partie de ces nouveaux venus qui viennent frapper aujourd'hui à notre porte.

En 1988, un des membres du Club de Rome, Eduard Pestel, évoquait la progression rapide sur la planète de l'espace industrialisé, regroupant 2 % de la population mondiale en 1850 (Grande Bretagne), puis 15 % en 1900 (Grande-Bretagne, Europe occidentale, États-Unis) et plus de 60 % dans les années 1980 si l'on ajoute aux centres industrialisés européen, américain et japonais, la Chine, l'Inde, le Brésil et les autres « nouveaux pays industriels ».

Dans cette perspective d'une poursuite de l'aventure humaine, l'analyse du développement prend un sens. Il n'est pas question de l'idéaliser comme le déroulement sans heurt d'un long fleuve tranquille, mais de repérer les étapes et les progressions d'un processus parfois chaotique et cruel où rien n'est jamais acquis, où les retours en arrière ne sont pas exclus, mais qui ne cesse d'avancer depuis plusieurs siècles.

1. Lire François-Xavier Vershave, *La maison-monde, Libres leçons de Braudel*, Éditions Charles Léopold Mayer, Paris, 2005, 256 pages.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

Un grand nombre d'observateurs se rejoignent dans la certitude qu'il y a relation étroite entre création de la richesse matérielle et sortie de la stagnation, entre croissance et développement. Les déclarations abruptes de Léon Trotski, un des théoriciens du développement socialiste, sont très claires à ce sujet: «On ne peut trouver un chemin sûr qu'en tenant fermement en mains les instruments de l'économie mondiale [...]. Dorénavant notre industrie ne devra pas faire un pas en avant sans un compteur de vitesse international [...]. Nous n'avons pas le choix de l'allure, car nous vivons et nous nous développons sous la pression de l'économie mondiale [capitaliste] [...]»².

Certes, le débat doit s'élargir sur la diversité des facteurs de développement et souligner, par exemple, la relation forte entre aspiration à l'indépendance et développement: «[...] Un phénomène extraordinaire était la signification qu'avait l'indépendance pour l'immense majorité du peuple tunisien, qui avait déclenché une véritable explosion des besoins. L'indépendance, bien sûr, signifiait d'une manière générale, la dignité, l'apparat de l'indépendance, etc. ; pour les simples gens, l'indépendance signifiait aussi l'emploi; elle signifiait les enfants à l'école, les livres scolaires, une maison, l'hôpital, le dispensaire, le médecin, l'eau, l'eau potable, l'électricité, une route valable pour aller à son travail; enfin, chacun voyait l'indépendance selon les besoins les plus intenses qu'il ressentait avant cette indépendance³.»

De la croissance au développement, on retrouve la même oscillation chez de nombreux auteurs. Déjà, Karl Marx faisait une manière d'éloge de «la bourgeoisie industrialiste qui, par suite du perfectionnement rapide des instruments de production, a précipité dans la civilisation jusqu'aux nations les plus

2. Léon Trotski, «Vers le capitalisme ou vers le socialisme?» in *La question paysanne en URSS 1924-1929*, Éditions François Maspero, 1973.

3. Marc Nerfin, *Entretien avec Ahmed Ben Salah*, Éditions François Maspero, Cahiers libres, 1974. Ahmed Ben Salah a été ministre de la Santé, puis ministre du Plan dans les années 1950 et 1960.

PROLOGUE

barbares »⁴. En même temps, Marx lutte pour la réintégration du plus grand nombre dans une société fraternelle, libérée de tout aliénation...

Selon l'économiste François Perroux: « Il existe une économie du développement; elle est distincte de l'économie de la croissance. Le produit global, en montant absolu ou par tête d'habitant, a été souvent accru dans le passé et peut l'être encore, sans que les populations et leur économie soient mises en condition de développement⁵ [...]. Toutefois, le développement n'est pas compatible avec la croissance zéro sauf distortions et pertes. La redistribution des ressources sans croissance du produit entraînerait des pertes cumulatives dont la conséquence serait l'abaissement du taux de croissance réalisé⁶ [...] »

Certains prétendent aujourd'hui que le développement est un « mot toxique » (Serge Latouche) et que la croissance économique aggrave la pauvreté mondiale (Mahjid Rahnema). Ils vont jusqu'à proposer un « objectif décroissance ». Mais leur projet, sans doute honorable, les enferme dans une radicalité sans issue. Sans doute la croissance ne suffit-elle pas à faire le développement, mais la réalité nous rappelle qu'il n'y a pas de développement sans croissance.

L'image du sous-développement qui prévaut souvent aujourd'hui est caractérisée par la pauvreté et ses séquelles: maladie, analphabétisme, condition inférieure de la femme, croissance démographique forte. L'image misérabiliste d'un tiers-monde sous-développé est utilisée pour stimuler la pitié et la générosité des donateurs: des enfants qui ont faim, réduits à des travaux serviles, des populations qui fuient la sécheresse et la guerre, des victimes du sida, dont la pauvreté est aggravée par les crises, le poids de la dette... La pauvreté correspond malheureusement à une réalité massive: plusieurs pays africains se désintègrent du

4. Karl Marx, *Le Manifeste communiste*, La Pléiade, I, p. 165.

5. François Perroux, *L'Économie du XX^e siècle*, PUF, 1964, p. 155-156.

6. François Perroux, *Pour une philosophie du nouveau développement*, Aubier-Presses de l'Unesco, 1981, p. 55.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE !

fait des guerres ou de la déliquescence des États. Cela est particulièrement vrai au sud du Sahara (Liberia, Sierra Leone, République centrafricaine, Congo, Angola, Nigeria, Somalie, Madagascar), mais l'Algérie ou le Venezuela connaissent une semblable situation de stagnation longue, voire de recul. L'Argentine offre un des exemples les plus impressionnants : dans ce pays, l'un des plus riches du monde au début du XX^e siècle, presque la moitié de la population est actuellement réduite à la misère. Mais ce tableau doit être fortement nuancé pour traduire la réalité d'évolutions qui sont souvent positives.

En termes de démographie, en 30 ans (1970-2000), le taux de fécondité a sensiblement ou fortement diminué dans 85 pays. Il est resté très élevé et a même augmenté dans 15 pays, presque tous situés en Afrique subsaharienne.

De même, en 30 ans, l'espérance de vie à la naissance a sensiblement ou très fortement augmenté dans 96 pays, alors qu'elle a stagné ou baissé dans 16 pays dont 9 en Afrique subsaharienne. Par ailleurs, l'indice de développement humain retenu par le Pnud dans son Rapport mondial sur le développement humain, tient compte à la fois du revenu, de la santé et de l'espérance de vie, mais aussi du niveau d'éducation, du degré d'égalité entre hommes et femmes, du respect de l'environnement et de la démocratie. Entre 1975 et 1999, une part substantielle de la population mondiale est passée du groupe des « pays à faible développement humain », à celui « des pays à développement humain moyen », tandis que d'autres sortaient de cette catégorie pour intégrer celle de « développement humain élevé »⁷. Dans le même temps, les progrès de certains pays comme les « Dragons » et les « Tigres » asiatiques, ont parfois pris des allures de « miracles », aussi importants qu'imprévus⁸. Plus impressionnantes encore sont la montée en puissance de l'immense Chine ainsi que les avancées régulières de l'Inde, les deux géants qui

7. Rapport mondial sur le développement humain 2001, Pnud 2002.

8. Les quatre « Dragons » : Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hong Kong (aujourd'hui retourné à la Chine) ; les « Tigres » : Thaïlande, Malaisie.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE !

totalisent à eux seuls 40 % des habitants de la planète. À échelle plus réduite, les succès économiques de petits ou très petits pays tels que Chypre, Malte, la Tunisie, l'île Maurice ou le Botswana sont remarquables.

Le paradigme du développement, marqué par la réussite du plan Marshall et par la recherche de la croissance, a eu le mérite de contribuer à asseoir la conviction que le sous-développement était surmontable. Cette conviction est solidement fondée depuis que, grâce aux avancées de la Révolution industrielle, le « verrou démographique » a sauté. Pour la première fois, en effet, dans l'histoire, l'expansion démographique ne débouche plus sur une crise majeure suivie d'une longue stagnation, mais la barrière des rendements décroissants a été surmontée et des régions à haute densité humaine deviennent des espaces de prospérité.

La révolution de l'intelligence qui s'étend peut avoir les mêmes effets bénéfiques, qu'il s'agisse de l'impact de la recherche sur l'alimentation ou sur la santé ou de la généralisation de l'ins-truction sur la baisse de la démographie à travers la promotion des femmes et la baisse de la fécondité. C'est dans ces perspec-tives délibérément et raisonnablement optimistes que sont abordés dans cet ouvrage quelques aspects majeurs du dévelop-pement.

Le premier chapitre revient plus longuement sur la longue évolution de l'aventure humaine que constitue l'histoire du développement. Le chapitre suivant concerne les modèles de développement. Il apparaît bien que les voies du développement qui ont le mieux réussi ne sont pas celles sur lesquelles on avait compté, mais, qu'elles soient orthodoxes ou non, ces voies existent et elles ne s'accommodent guère de rigidité dogmatique. Le troisième chapitre traite de la question de la mondialisation: qu'elle soit récente ou plus ancienne, elle représente le décor dans lequel prend forme le développement. Son impact n'est pas forcément négatif. Il est même parfois positif. L'aide, la dette, la circulation des techniques, les jeux de puissance sont à situer sur cette scène mouvante. Le quatrième chapitre tente de montrer

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

que le pessimisme sur notre temps n'est pas toujours réaliste. Qu'il s'agisse, en effet, de l'alimentation et de la santé, de l'évolution démographique de la planète, du climat et du développement durable, le pire n'est pas toujours sûr. Les relations entre démocratie et développement font l'objet d'un cinquième chapitre. C'est une relation complexe, parfois incertaine qui fait apparaître le rôle que jouent et que doivent jouer les femmes dans l'évolution des sociétés modernes vers un plus grand épanouissement. Le sixième chapitre, enfin, traite de la nouvelle donne sur la planète qui rend urgente la mise en œuvre de nouveaux ajustements dans l'organisation du système mondial, dans l'articulation des États avec leurs sociétés civiles et les organisations qu'elles se donnent, dans l'harmonisation, enfin, des relations agricoles industrielles, commerciales, financières entre ce qu'on appelle jusqu'à maintenant le Nord et le Sud. Cela suppose que l'on accorde une attention particulière à la compréhension du phénomène de la délocalisation.

En ce début de siècle, la poussée est irréversible: voici que les descendants des « petits Chinois misérables », objets de notre pitié, sont courtisés à New York, à Paris et à Berlin pour acheter les avions, les TGV et les produits les plus élaborés de l'Occident. Il est temps de s'en apercevoir: ceux que nous appelons encore parfois « sous-développés » se sont mis en mouvement et leur développement est désormais étroitement lié au nôtre.

1. Le développement : une histoire

Sur le vieux port de Marseille, une inscription proclame : « Ici en l'an 600 avant Jésus-Christ débarqua Protis qui fonda Marseille d'où rayonna en Occident la civilisation. »

Les Européens avaient la conviction qu'ils étaient au centre du monde. Mais à l'Orient extrême comme en Amérique du Sud, la certitude était la même : la Chine, pour les Chinois, était « l'Empire du milieu (du monde) », tandis que Cuzco, capitale des Incas était « le nombril du monde ». Civilisés et sauvages, empire du milieu et barbares, centre et périphérie, développés et sous-développés, les dichotomies simplistes craquent. Le Japon n'est plus la seule exception à rejoindre les rangs des sociétés émergentes : des Asiatiques, des Latino-américains et des Méditerranéens suivent. Un nouveau paysage se dessine, une nouvelle vision moins étreinte s'impose : celle d'une histoire plus compréhensive et plus longue, plus optimiste également – bien que chaotique – de l'évolution et du développement des sociétés humaines. S'intéresser au développement conduit à s'intéresser à ses origines lointaines.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE !

Du néolithique au Moyen Âge

Dix mille ans avant Jésus-Christ, l'entrée dans l'âge de la pierre polie est souvent qualifiée de révolution néolithique. Cette période est, en effet, caractérisée par une succession, dans la durée, d'innovations majeures. La production d'outils plus perfectionnés, en pierre polie d'abord, en bronze ensuite, puis en fer, s'accompagne à la suite de longues observations et expériences de l'invention de l'agriculture, de la domestication d'animaux, de l'apparition des premières techniques de transformation et de conservation des textiles, des peaux, des grains.

La diffusion d'une agriculture sédentaire et de l'élevage permet la constitution de surplus et, donc, une satisfaction plus soutenue des besoins de la population. Un certain accroissement démographique devient alors possible, même si cette croissance demeure pendant longtemps très lente et aléatoire. Certains ont estimé que la population du monde doublait tous les 1 000 ans : de 8 millions au X^e millénaire avant Jésus-Christ à 250 millions en l'an I de notre ère. La révolution néolithique a donné le premier départ à la croissance et au développement des sociétés humaines.

Il semble que le Croissant fertile, centré sur la Mésopotamie (le pays des deux fleuves, Tigre et Euphrate), ait constitué le foyer de ces évolutions majeures. Vers 3500 avant Jésus-Christ, Sumer en Mésopotamie a fourni les premiers témoignages de sociétés agraires et organisées qui se sont succédé (Akkad, Ur, Ninive), jusqu'à Babylone. En 3200, la première dynastie égyptienne met en œuvre ses réalisations agricoles, hydrauliques et architecturales au long de la vallée du Nil. Un peu plus tard, tandis que se diffusent les techniques de la métallurgie du bronze puis du fer, les Phéniciens, à partir des villes de la côte libanaise, imposent leur domination maritime sur la Méditerranée. Bons artisans et commerçants, leur pratique de l'échange est facilitée par l'apparition de la première écriture alphabétique.

LE DÉVELOPPEMENT : UNE HISTOIRE

Au milieu du premier millénaire avant J.-C., les Grecs inventent la monnaie, succèdent aux Phéniciens dans la maîtrise de la mer avant de céder la place, sur terre et sur mer, à l'Empire romain. Celui-ci s'impose non seulement par sa puissance militaire, mais aussi grâce à sa capacité d'organiser, de construire des routes et des infrastructures urbaines, de promouvoir la vie des citoyens, au point de susciter la convoitise des populations des confins. En trois ou quatre siècles, la population de l'Empire aurait doublé de 50 à 100 millions de personnes. Certains pensent qu'au 1^{er} siècle avant J.-C., les trois quarts de la population mondiale étaient concentrés dans une zone allant du bassin méditerranéen à l'Inde et à la Chine.

Du Moyen Âge aux temps modernes

Quand l'Empire romain s'écroule sous la poussée des « barbares », une période obscure s'étend sur l'Europe occidentale. Mérovingiens, Carolingiens, premiers Capétiens se succèdent au long d'un premier Moyen Âge rugueux, largement illettré. C'est justement le temps où l'islam prend son essor à partir du VII^e siècle pour s'épanouir entre le VIII^e et le XIII^e, à l'apogée des califes de Damas, puis de Bagdad. C'est l'époque des conquêtes jusqu'en Espagne, de l'architecture et de la culture, du développement des techniques : du papier, des textiles, de l'acier, de la navigation. Le sac de Bagdad par les Mongols marque la fin de la prospérité et l'entrée dans une longue période de déclin du monde islamique.

L'Europe reprend alors le flambeau du XI^e au XIII^e siècle. Elle construit (les cathédrales), s'organise (le royaume de France), invente ou adapte les techniques (importées) : les moulins, le gouvernail d'étambot, le travail du fer et des textiles, elle s'ouvre aux aventures maritimes...

Après les intermèdes dévastateurs de la grande peste et de la guerre de Cent ans, l'Europe s'ouvre à la Renaissance et aux

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

Temps modernes. La raison, l'observation plus systématique, la science vont devenir les bases de la révolution industrielle qui s'ébauche dès le XVII^e et surtout au XVIII^e siècle. Après les dominations commerciales de Bruges, Venise, Gênes, Anvers, c'est la Hollande qui cristallise le premier épanouissement complexe d'une société, non seulement commerciale, mais également culturelle et déjà industrielle. On connaît la suite: la Grande Bretagne prend le relais d'une révolution industrielle qui gagne peu à peu la France, l'Europe occidentale et orientale, les États-Unis. Le mouvement rayonne à partir du centre moteur européen jusqu'à ce que le verrou saute et que, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, le Japon relève le défi.

Déjà la Chine

On le sait aujourd'hui, les « pauvres petits Chinois » sur lesquels l'Occident s'est apitoyé sont les héritiers d'une société qui manifesta, avant de décliner, une capacité millénaire d'organisation et de progrès.

Dès 3500 avant Jésus-Christ, on y construisit les premières cités. On y pratiqua une agronomie savante, appuyée par de grands travaux d'irrigation, par un outillage de bronze puis de fer. Dès le premier millénaire avant Jésus-Christ, on y multiplia les moulins à eau et on y pratiqua l'attelage des animaux grâce à la bricole de poitrail; on y utilisa un outillage varié. On comptait par exemple, avant notre ère, sous la dynastie des Han, 50 fonderies de fer employant 100 à 1 000 ouvriers chacune.

Un peu plus tard, sous la dynastie des Tang et des Song, avant et après l'an 1000, s'épanouirent des civilisations raffinées, fondées sur des agricultures prospères caractérisées par l'essor de la riziculture et l'amélioration de l'alimentation d'une population en croissance, passant de 50 à 100 millions d'habitants. En 1078, selon les recensements, la Chine produisait 110 000 tonnes de fonte dans l'année, davantage que les 68 000 tonnes annuelles

LE DÉVELOPPEMENT : UNE HISTOIRE

que produira l'Angleterre à la fin du XVIII^e siècle. La Chine disposait au temps des Song de 50 000 kilomètres de voies navigables, de voiles perfectionnées et du gouvernail d'étambot (IV^e siècle), d'une cartographie très élaborée et de la boussole (XII^e siècle). On se rappellera également que les Chinois avaient découvert l'imprimerie dès le VIII^e siècle, c'est-à-dire huit siècles avant Gutenberg.

Au début de la dynastie des Ming (XIV^e siècle) qui firent planter 50 millions d'arbres destinés à la construction navale, la Chine était devenue une grande puissance maritime lançant successivement jusqu'en 1433 de nombreuses expéditions au long cours vers le golfe Persique et la côte orientale de l'Afrique, en utilisant chaque fois des dizaines de navires de très grande taille.

À la fin du XVI^e siècle, la Chine employait 50 000 ouvriers dans ses fabriques de papier. Au siècle suivant, les fabriques de cotonnades dans la région de Shanghai employaient 200 000 ouvriers. Les Ming, qui avaient organisé et arrêté leurs expéditions maritimes, avaient encore perfectionné l'agriculture : à l'époque de Louis XIV, 130 millions de Chinois étaient mieux nourris que les sujets français du roi Soleil.

À cette époque, les Européens s'intéressaient beaucoup à la Chine. Leibniz, en Allemagne, en témoigne qui écrivait : « Il n'y a rien de si grand à faire de notre temps, tant pour les Chinois que pour nous, puisque nous pouvons leur donner quasi tout d'un coup et par une manière d'infusion nos connaissances et, à notre tour, nous pourrions apprendre d'eux, eux aussi, tout d'un coup, un monde de nouvelles notices que sans cela nous n'aurions point obtenues en je ne sais combien de siècles »⁹.

À la fin du XVIII^e siècle, un des derniers empereurs de la dynastie Ming regrettait : « Sa Majesté mon grand-père connaissait à fond les sciences occidentales, malheureusement, je ne les

9. Cité par Étienne dans *Europe chinoise*, NRF Gallimard, p. 378. Leibniz vivait à l'Époque des missionnaires jésuites en Chine : Matteo Ricci et ses compagnons à la cour de Chine.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

ai pas étudiées dans ma jeunesse. Maintenant, trop âgé pour les apprendre, j'éprouve un regret chaque fois que j'y pense.» S'amorçait, en effet, le déclin qui allait se prolonger jusqu'au XX^e siècle.

Les développements industriels étouffés du XIX^e siècle

Un peu partout à travers le monde, au Moyen-Orient, en Amérique latine, en Asie, dans les premières décennies du XIX^e siècle des « poussées » d'industrialisation sont apparues. La plupart d'entre elles ont avorté alors que le processus a fait son chemin en Europe occidentale¹⁰.

Au Moyen-Orient, en Méditerranée

Entre 1800 et 1850, le phénomène touche la Perse, la Turquie, l'Égypte, la Tunisie, le Maroc jusqu'à l'Algérie d'Abdel Kader.

En Perse, le Premier ministre Amir Kabir, qui avait voyagé en Europe occidentale, a gouverné entre 1848 et 1851. Afin de résister aux menaces russe et anglaise, il a entrepris la modernisation de l'armée, appelant les premières réalisations industrielles (fonderies, arsenal) s'accompagnant d'une politique de modernisation culturelle: création d'une Maison des sciences pour la formation de 100 à 150 jeunes gens par an; d'une imprimerie, d'un journal, d'un centre de traduction d'ouvrages étrangers. Le Premier ministre, contré par l'opposition de l'oligarchie traditionnelle, sera assassiné.

La Turquie a connu au début du XIX^e siècle une histoire semblable, rapidement avortée, de même que le Maroc. En Algérie, Abdel Kader, qui résistait à la colonisation française, s'était doté

¹⁰ Cf. sur ces problèmes la thèse de J. Batou, *Cent ans de résistance au sous-développement*, Droz, Genève, 1990.

LE DÉVELOPPEMENT : UNE HISTOIRE

des premières installations destinées à entretenir et produire un armement léger, mais il fut vaincu...

En Tunisie, à partir de 1830, un Premier ministre réformateur (assassiné lui aussi), puis un bey, Ahmed Bey, à la fin des années 1830, entreprirent la modernisation de l'armée, appelant des installations industrielles: draperie, tanneries, fonderies, poudrières, briqueteries, chantier naval ainsi qu'un hôtel des monnaies, une imprimerie officielle. La création d'une école polytechnique fut probablement l'initiative la plus féconde dans la mesure où en sortit une pépinière de fonctionnaires qu'on retrouva plus tard (1875) autour du réformateur Khereddine. Ce dernier fonda un collège moderne où devaient être formés tous les principaux acteurs (Bourguiba) de l'indépendance tunisienne.

L'Égypte de Mohammed Ali a vu se développer l'entreprise la plus massive, la plus cohérente et la plus longue de la région. Dès 1805, Mohammed Ali, vice-roi d'Égypte, défiant le sultan d'Istanbul, s'est lancé dans une entreprise globale de modernisation dont l'armée constituait une pièce maîtresse. Il s'est attaqué simultanément à la modernisation de l'agriculture – développement irrigation, assolements, nouvelles cultures –, à la construction d'infrastructures modernes et à la formation. Il a créé écoles primaires, écoles professionnelles, école polytechnique et écoles supérieures, cellule de traduction d'ouvrages étrangers et imprimerie.

Avec l'appui de techniciens étrangers – il a bénéficié de la coopération des saint-simoniens français –, il a construit un secteur industriel de grande envergure: plusieurs dizaines d'entreprises textiles, avec 15 à 20 000 ouvriers pour la seule industrie cotonnière; des entreprises industrielles dans l'agroalimentaire (sucreries), les matériaux de construction, la chimie, le papier, la sidérurgie, la métallurgie. Avec plus de 3 000 ouvriers dans la construction navale, l'Égypte s'est dotée d'une flotte qui l'a hissée au septième rang des puissances maritimes mondiales devant l'Autriche-Hongrie et l'Espagne. L'industrie des

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

machines a permis de se lancer dans l'imitation des modèles importés. À la fin des années 1830, le secteur industriel égyptien employait entre 50 000 et 70 000 personnes, ce qui impressionnait les contemporains. Un témoin anglais rapportait en 1837: « J'ai vu des enfants de tribus manier le tour et le laminoir, des arabes du Medjed aimer des boussoles, des nègres du Kordofan forger le fer et jeter la fonte en moules[...] ». Cela permettait à Mohammed Ali lui-même d'affirmer: « Tout pays agricole peut être aussi industriel, manufacturier et commerçant. »

Mais l'Angleterre, qui venait d'obliger la Turquie à signer le traité de commerce anglo-turc de 1838, ne pouvait supporter que l'Égypte fasse échec à son hégémonie en Méditerranée. Elle imposa donc, grâce à une coalition militaire anglo-austro-turque, le démantèlement de la puissance militaire et industrielle égyptienne à partir de 1838/1840. Et l'Égypte ne put résister.

En Amérique latine

Les pays latino-américains sont indépendants depuis le début du XIX^e siècle. Au cours du siècle les tentatives d'industrialisation ont été nombreuses, sans succès décisif.

En Argentine (et en Uruguay), l'élevage et l'exportation ont mobilisé les intérêts et les profits, malgré la volonté de développement industriel affichée par les révolutionnaires du temps de l'indépendance. Au Chili et au Pérou, c'est l'exportation qui a fait la loi (cuivre dans le premier, guano [engrais] dans le second), mais les profits dégagés n'ont malheureusement pas été utilisés pour construire une base industrielle suffisante. La Colombie, quant à elle, a connu un bourgeolement industriel, malheureusement sans suite, à partir de 1830: la guerre civile, la timidité de l'État et l'absence de réforme agraire n'ont pas permis d'édifier la base sociale indispensable à la construction d'une industrie. Le Brésil a connu des commencements industriels languissants: le manque de détermination et de continuité de l'action gouvernementale dans ce domaine où les capitaux

LE DÉVELOPPEMENT : UNE HISTOIRE

ont fait défaut s'explique par l'hégémonie sociopolitique de l'oligarchie foncière. Le Mexique, enfin, est devenu au cours des premières décennies du XIX^e siècle le pays le plus industrialisé d'Amérique latine, essentiellement dans le secteur cotonnier. Reste qu'une progression plus rapide et plus générale aurait demandé une véritable réforme agraire ainsi qu'un apport de capitaux moins irrégulier et moins limité.

Le Paraguay est un autre exemple étonnant. Ce petit pays enclavé¹¹, de 500 000 habitants, sous le gouvernement autoritaire et éclairé de Francia puis des Lopez père et fils, parvint à construire une société moderne et une économie dynamique grâce à :

- une réforme agraire de petites propriétés pratiquant une agriculture productive avec des rendements croissants ;
- une instruction largement répandue (45 % d'enfants scolarisés en 1860) ;
- une infrastructure moderne : ports fluviaux, télégraphe, chemin de fer ;
- la promotion d'une industrie moderne : biens de consommation, chantier naval, fabrication de machines et de pièces ;
- la modernisation de l'armée.

Grâce à ces réalisations, la satisfaction des besoins de base était assurée au début des années 1860 : larges disponibilités en céréales, produits de l'élevage, coton, diffusion de l'hygiène (vaccination générale contre la variole), sans que les productions destinées à l'exportation soient négligées.

Malheureusement, le dynamisme du Paraguay a suscité la jalousie (et la haine) de ses voisins, Brésil, Argentine, Uruguay qui se sont coalisés (appuyés par l'Angleterre) pour « abattre le régime de Lopez ». La guerre qui a duré de 1864 à 1870 a été terrible, se traduisant par un véritable génocide. La population du Paraguay est passée de plus de 700 000 habitants en 1865 à moins de 300 000 en 1972. Il a fallu attendre 1910 pour que la

11. Entre Brésil, Bolivie, Argentine, Uruguay, sans ouverture directe sur la mer.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

population revienne à peu près à son niveau d'avant-guerre, plus de 600 000 habitants. Tout le monde a oublié ensuite l'histoire du Paraguay devenu plus tard un pays de dictatures et de coups d'État.

En Asie

Au XIX^e siècle, les tentatives de modernisation et d'industrialisation n'ont pas manqué. En Inde, ces poussées ont été corse-
tées par la puissance coloniale. Il a fallu attendre l'indépendance de 1947 pour les libérer. En Corée, les velléités de modernisation d'une dynastie et d'un régime sclérosés n'ont pu résister à la pression de la colonisation japonaise. En Chine, les mêmes poussées modernisatrices se manifestèrent. Malheureusement, cette société devenue exsangue sous les coups de boutoir des puissances occidentales se révéla bien incapable de mener ces réformes jusqu'à leur terme.

En Thaïlande, c'est dans la deuxième moitié du XIX^e siècle que les rois réformateurs Mongkut puis Chulagonkorn s'engagèrent dans la voie de la modernisation du royaume. Ils firent appel à des experts étrangers et entreprirent la rénovation de l'administration, la construction d'infrastructures (chemin de fer) et l'édification des premières installations industrielles. La Thaïlande, jamais colonisée, s'engagea alors à son rythme sur la voie d'une transformation qui allait s'étendre sur une très longue période.

C'est au Japon que les volontés modernisatrices en éveil profitèrent de l'occasion fournie par la menace d'une escadre américaine¹² pour s'affirmer, s'organiser et passer aux réalisations à l'ère du Meiji en 1868. « Ce peuple étrange dont la curiosité est naturellement en alerte tous azimuts », selon le commandant Perry, cherchait en effet, malgré son isolement apparent, à s'appropriier toutes sortes d'informations techniques et militaires en traduisant depuis longtemps déjà un grand nombre d'ouvrages occidentaux. Une fois renversée la structure politique paralysante (le Shogunat), ce peuple manifesta de manière

12. L'escadre du commandant Perry en 1853.

LE DÉVELOPPEMENT : UNE HISTOIRE

éclatante sa capacité à s'adapter tout en restant soi-même, ce que l'on nomma par la suite « un mimétisme adapté ».

En passant du Japon à l'Afrique, on notera avec curiosité qu'un groupe de nationalistes malgaches, au début du XX^e siècle, avait décidé de s'inspirer de l'expérience japonaise pour construire à son tour une société moderne. Leur projet tourna court car ils furent lourdement et définitivement condamnés par les tribunaux coloniaux français.

Madagascar et le modèle japonais

Dès 1889, le docteur Rajoaha évoque à Madagascar la voie nipponne de développement. En 1913, le pasteur Ravelojoana multiplie les articles sur la stratégie japonaise pour sortir du sous-développement. Il est convaincu que les solutions nippones sont transposables de l'océan Pacifique à la grande île de l'océan Indien.

«Savoir, écrit-il, qu'il y a un peuple non européen vivant dans une petite île asiatique lointaine et isolée; savoir que ce peuple, épris de progrès, a réussi en s'appuyant sur le savoir et les connaissances des Européens, une véritable révolution, voilà qui est vraiment original, et c'est ce qui m'a bouleversé.»

Ravelojoana propose une voie nouvelle et inédite; un modèle pour les peuples de culture non occidentale qui concilie modernité et tradition, fidélité à soi et ouverture culturelle. Le Japon présente l'exemple d'un peuple asiatique qui a su se moderniser sans perdre son âme, se développer sans renier son identité culturelle [...]. Le Japon, c'est l'avenir du continent et de Madagascar. Il faut se mettre sur les traces du Japon et accomplir une révolution Meiji. Il interpelle: «Si les Japonais le font, les Malgaches n'en sont-ils pas capables?»

L'analyse du pasteur malgache était prophétique. À la suite de ses articles retentissants, l'élite de Madagascar s'enflamme pour le modèle nippon. Mais accusé de complot nationaliste, le pasteur Ravelojoana est arrêté en décembre 1915 par les autorités

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE !

coloniales ainsi que trois cents jeunes Malgaches. À la suite d'un procès retentissant, Ravelojoana fut condamné à la prison à perpétuité, à cause de la vision d'avenir qu'il avait essayé de faire partager.

Bolya, *L'Afrique en kimono*, Éditions Nouvelles du Sud, 1991

Ce bref tour d'horizon du XIX^e siècle permet d'identifier un certain nombre de processus nationaux vers l'industrialisation et le développement. Certains se prolongeront lentement, d'autres le plus souvent, avorteront ou trébucheront pour diverses raisons, tantôt extérieures (contraintes coloniales, traités de commerce léonins ou véritables entreprises guerrières), tantôt intérieures (absence de réforme agraire et de base socioculturelle favorable ou absence de volonté politique).

Les émergences qui étonnent aujourd'hui et que l'on qualifie parfois de « miracles » sont toujours, au contraire, le produit d'une cohérence nationale forte et d'une volonté politique affirmée, capables de saisir les occasions et de relever les défis. Il n'existe en tout cas aucun développement qui ne s'enracine dans une histoire longue.

2. Le développement : quels modèles ?

Un secteur moteur ?

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, on se met en quête d'un modèle de développement. Le succès du plan Marshall résultait d'une injection massive de capitaux dans des économies européennes dévastées. On s'interroge donc alors sur l'importance des sommes à réunir pour satisfaire aux conditions d'un démarrage dans les pays sous-développés. Faute d'une épargne intérieure suffisante, on s'efforce de chiffrer le montant des apports extérieurs de capitaux nécessaires, c'est-à-dire d'une aide internationale, soit multilatérale, soit bilatérale. De nombreux auteurs s'y emploient. Mais on oublie que, dans le cas des pays sous-développés, la machine économique n'est pas seulement à relancer, mais à construire et à adapter à un contexte nouveau ; une masse de dollars, si importante soit-elle, ne peut suffire pour mener à bien une telle entreprise, ce que l'économiste Ragnar Nurkse rappelle dès 1952 en affirmant que « le capital se fabrique sur place »¹³. On se demande également quel secteur d'activité privilégier pour initier un effet d'engrenage positif.

13. *Les Problèmes de la formation de capital dans les pays sous-développés*, Éditions Cujas, Paris, 1959.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE !

Faut-il chercher l'impulsion du côté de l'agriculture, comme le préconisaient, dès le XVIII^e siècle, Quesnay et les physiocrates ? Selon ces auteurs, seuls les agriculteurs créent la richesse et le surplus économiques, un surplus qui est dépensé (à l'époque) par la classe des nobles, propriétaires fonciers, sous forme de consommations somptuaires ou en entretenant la classe des artisans. On perçoit encore l'écho des théories de Quesnay lorsque, dans les années 1950 et 1960, certains experts prétendent assigner une « vocation agricole » à la Tunisie ou à la République de Corée. Un tel raisonnement mène à une impasse, le seul secteur agricole étant dans l'impossibilité de procurer des emplois à de jeunes générations toujours plus nombreuses.

On a donc souvent donné la priorité à l'industrie, en retrouvant les accents de ferveur de Saint-Simon, pour qui, à la charnière des XVIII^e et XIX^e siècles, l'industrie est un « nouveau christianisme » qui permettra de remodeler la planète et de transformer de fond en comble la société. Les disciples de Saint Simon se sont répandus à travers l'Europe et le monde pour construire les chemins de fer, percer les isthmes (canal de Suez par Ferdinand de Lesseps), industrialiser (l'Égypte de Mohamed Ali) ou créer la banque moderne. Ils sont à l'origine de la mystique industrialiste qui traverse le XIX^e siècle et le XX^e siècle, de Marx à Trotski, qui écrit : « Pour notre honte, on entend même des ingénieurs se plaindre de ce que la spécialisation de la production tue l'esprit, rend dans les usines le travail monotone et ennuyeux [...]. Cette façon de voir est foncièrement réactionnaire, car la tâche de transformer l'économie entière en un mécanisme unique fonctionnant automatiquement est la plus exaltante qu'on puisse imaginer »¹⁴. La Charte nationale algérienne fait montre d'une semblable conviction : « C'est au fur et à mesure de sa progression que la Révolution industrielle crée les facteurs de son propre renforcement et qu'elle engendre et forge les caractères aptes à assurer son avance. Ni la formation

14. Léon Trotski, « Vers le capitalisme ou vers le socialisme », *op. cit.*

LE DÉVELOPPEMENT : QUELS MODÈLES ?

nécessaire des compétences indispensables à la gestion des grandes entreprises ni l'initiative créatrice ni la capacité d'entreprendre ne sauraient se manifester si les occasions ne leur en sont pas données par la marche même de la Révolution industrielle »¹⁵.

Jusqu'à une époque récente, l'industrialisation est conçue, célébrée et mise en œuvre comme une entreprise militante, voire même militaire, relevant davantage d'un impératif dogmatique que d'une approche réaliste: « Sans l'hégémonie de l'industrie, il est impossible de venir à bout du caractère arriéré, barbare et misérable du village [...]. La solution est en marche chaque fois que les colonnes de tracteurs, ces troupes combattantes de la révolution technique, s'avancent dans les contrées les plus reculées et barbares¹⁶[...] » Après l'URSS, le rêve industrialiste hante Cuba, la Chine de Mao, l'Inde des premiers plans quinquennaux, jusqu'à l'Algérie de Boumediene. Aujourd'hui encore, on peut mesurer les gaspillages engendrés par de telles entreprises.

Plus généralement, on constate l'épuisement des modèles et des recettes simplistes, du « tout agriculture » au « tout industrie », du refus de « tout apport extérieur », comme le proclamait Mao en Chine, à l'ouverture tous azimuts, selon le canon néolibéral du libre jeu des forces du marché, stratégie dont la faillite a été rapide dans le Chili et l'Argentine des *Chicago Boys*. Aucune histoire à succès, en Asie, en Afrique comme en Amérique latine, ne s'est inspirée de l'un de ces modèles.

15. Charte nationale de la République algérienne démocratique et populaire, Éditions du FLN, Alger, 1976.

16. N. Boukharine, « Au début d'une nouvelle année Économique », in *La question paysanne en URSS*, Éditions François Maspero, Paris, 1973.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE !

L'agriculture à la base du développement

Dans les pays développés, une très faible part de la population active reste engagée dans l'agriculture (0,34% en Belgique, 4,74% en Italie, 3,50% en France). On a dès lors tendance à oublier, dans ces pays, l'importance de l'étape agricole dans une dynamique de développement. Dès le début du XIX^e siècle, Mohamed Ali en Égypte, les dirigeants du Paraguay en Amérique latine avaient, eux, compris qu'il était impossible de s'engager dans une entreprise cohérente de développement sans promouvoir au préalable une agriculture productive. Il est significatif que l'échec de nombreuses autres tentatives (Brésil, Argentine) soit dû à l'opposition et au blocage des oligarchies foncières.

Depuis l'ouverture du Japon, voici 150 ans, le secteur agricole est une constante du développement de ce pays. Dans un premier temps, les Japonais de l'ère du Meiji (1868) pensent qu'une agriculture moderne est nécessairement, comme aux États-Unis ou en Allemagne, une agriculture de grandes exploitations très mécanisées. Heureusement, ils constatent rapidement à quel point ce modèle est éloigné de la réalité japonaise, faite d'une multitude de petites exploitations. Ils identifient alors leurs agriculteurs les plus performants, parmi lesquels ils choisissent les premiers maîtres de leur nouvel enseignement agricole, ainsi que leurs premiers promoteurs des meilleures variétés de semences, des meilleures pratiques culturales, des outillages les plus performants. Ils cheminent sagement vers une mécanisation très progressive. Ainsi l'agriculture japonaise, qui n'est d'ailleurs pas « arriérée » (en 1868, on y produit en moyenne de 2,3 à 3,5 tonnes de céréales à l'hectare, contre moins de 1,5 tonnes en France), avance rapidement, plus vite que les agricultures française, allemande et russe, entre 1870 et 1920.

L'agriculture joue un rôle capital dans le développement rapide du pays, car elle est en mesure de nourrir une population urbaine croissante, sans jamais constituer un frein à

LE DÉVELOPPEMENT : QUELS MODÈLES ?

l'industrialisation. Elle fournit à l'économie japonaise, alors qu'elle est elle-même peu consommatrice, les capitaux nécessaires à la phase de lancement de l'industrie. Elle participe à l'accumulation du capital, la taxe foncière représentant un pourcentage très élevé de la ressource fiscale globale: 73,9 % en 1870, 51,7 % en 1890, 24,6 % en 1900, 6,2 % en 1920¹⁷, le relais étant pris à partir des années 1880 par les autres secteurs. Enfin, l'agriculture fournit les moyens de l'échange pour l'achat à l'étranger des équipements indispensables, la soie et le thé représentant 85 % des exportations totales en 1876-1880, et encore 50 % des exportations totales en 1926-1930¹⁸.

Comme au Japon, les agricultures coréenne, taïwanaise et chinoise assurent l'alimentation de la population et apportent une contribution importante à la première accumulation du capital. À l'île Maurice, l'essor industriel des années 1980 est précédé par l'intensification du complexe sucrier qui dégage d'importants capitaux. Ainsi, 50 % des capitaux utilisés dans la zone franche industrielle sont issus de l'activité sucrière des groupes mauriciens. De même, le développement industriel tunisien, en particulier dans la grande ville du Sud, Sfax, a pris racine dans un bourgeolement d'activités agricoles et commerciales: de nombreuses plaques de camionnettes y portent la mention « agriculteur, commerçant, industriel ».

17. K. Ohkawa, "Phases of Agricultural Development and Economic Growth", in *Agriculture and Economic Growth Japan's Experience*, ed. by K. Ohkawa, B. E. Johnson, H. Kanedo, Princeton University Press, 1970.

18. *Idem*.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

Téboulba : la transformation d'un village tunisien

Téboulba fut longtemps un gros village de la Tunisie sahé-lienne rassemblant pêcheurs, agriculteurs et artisans.

L'essor de la pêche y a été spectaculaire: un port a été construit où sont enregistrés plus de 500 pêcheurs équipés de barques et de chalutiers. Le port dispose également de fabriques de glace, d'entrepôts frigorifiques et de chantiers naval où l'on construit des chalutiers en bois de 25 ou 30 mètres pourvus de radars, sonars, etc.

De nouvelles activités intéressent également l'industrie manufacturière: fabrication de pièces automobiles et, plus récemment, industries de confection. Le secteur textile emploie à lui seul plus de 2 000 femmes, dont certaines viennent depuis le Centre et le Nord-Ouest du pays.

Téboulba est devenu une véritable ville de plus de 20 000 habitants, avec trottoirs et mobilier urbain, où il n'y a pas de chômage.

Pierre Judet, « Secteur non structuré et développement industriel »,
Caisse centrale de coopération économique, ronéotypé, juillet 1989

Les agricultures efficaces sont des agricultures de paysans moyens, petits ou très petits, en particulier en Asie. Le choix de la grande taille conduit à l'échec économique en URSS, en Chine, en Algérie. Il marginalise la grande masse des Indiens du Mexique et des millions de paysans sans terre au Brésil, quand des exploitations peu productives couvrent plusieurs milliers, voire plusieurs centaines de milliers d'hectares.

Les agricultures qui réussissent en Asie passent graduellement, sur plusieurs dizaines d'années, à la motorisation: motoculteurs d'abord, tracteurs ensuite. Elles prennent le contre-pied des agricultures coloniales maghrébines où l'on a motorisé à outrance et marginalisé les agricultures « indigènes » dès le début du XX^e siècle. En revanche, on mise, en Asie, sur la maîtrise de l'eau (rizières), sur l'amélioration des façons culturales et des

LE DÉVELOPPEMENT : QUELS MODÈLES ?

variétés végétales: on met en œuvre la révolution verte en doublant, voire triplant les rendements obtenus. Ces résultats extrêmement positifs compensent aisément les conséquences négatives (atteintes à l'environnement, concentration de la propriété), souvent exagérément soulignées par les commentateurs occidentaux.

Les agricultures intensives de petite taille expliquent le caractère relativement égalitaire de la répartition des revenus en Asie orientale, qui tranche sur l'inégalité de cette répartition en Amérique latine, ainsi qu'aux Philippines, où il n'y a pas eu de réforme agraire. La répartition égalitaire du revenu se traduit par la création d'une demande de produits industriels de consommation populaire et de petits équipements. C'est un phénomène particulièrement sensible lorsque 70 à 80% de la population sont encore attachés au secteur agricole. La réforme agraire et l'intensification agricole constituent des bases solides pour assurer l'essor de l'industrie dans une perspective dynamique du développement.

Grandes et petites industries

La grande industrie, celle que l'on appelle l'industrie lourde – sidérurgie, pétrochimie, grosse mécanique – séduit pour ses capacités d'entraînement et de développement élargi. La Ruhr allemande et son ensemble charbon-acier-mécanique en offre l'exemple le plus prestigieux.

En Inde, en Algérie, au Venezuela, on mise donc sur le charbon, le fer, les hydrocarbures, la bauxite. Le bilan en est parfois affligeant: la grande sidérurgie d'Ajaokuta au Nigeria ne fonctionne toujours pas au bout de vingt ans, et la moitié des usines commandées par Madagascar en 1977 rouille, aujourd'hui encore, dans des caisses...

L'expérience répétée de trop nombreuses « cathédrales » dans le désert montre que l'on a transposé le résultat d'une longue

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE !

histoire (la Ruhr allemande) sans s'interroger sur la manière dont cet ensemble industriel s'est constitué au fil des décennies, en allant du simple au complexe, en évoluant d'une constellation de petites unités vers la concentration progressive en grandes et très grandes unités. On a confondu le résultat avec l'origine, le point d'arrivée avec le point de départ.

Technologies avancées et fabricants de nouilles : changement et continuité à Singapour

Les petites industries: fabrication de pantoufles, d'enseignes en matière plastique, de plaques d'immatriculation, etc., sont étonnamment vivantes dans cette ville de Singapour pourtant vouée au « high-tech ». Cela reflète une réalité faite à la fois de changement et de continuité. Les choses sont d'ailleurs tellement imbriquées qu'il est difficile de tracer une ligne de démarcation nette entre moderne et traditionnel. Plusieurs milliers de Singapouriens gagnent leur vie dans une variété de micro-entreprises industrielles. Ces gens sont tailleurs, fabricants de chaussures; ils sont forgerons étameurs, peintres d'enseignes, fabricants de jeux de mah-jong, de drapeaux, de bâtons d'encens, de dragons; ils sont aussi rebobineurs, imprimeurs, producteurs de pièces mécaniques ou électroniques. Ils sont fabricants de meubles, de cercueils. Ils sont spécialistes de produits « pirates », depuis les montres jusqu'aux logiciels. Les technologies traditionnelles ont été importées par les immigrants chinois. Les technologies les plus modernes l'ont été plus récemment en fonction des besoins nouveaux. La majorité des micro-entreprises sont chinoises et portent la marque d'une stricte hiérarchie familiale où plusieurs générations se côtoient. Il est fréquent de trouver des parents fabricants de bâtonnets d'encens, alors que leurs enfants se lancent dans la fabrication d'ordinateurs. Les Singapouriens sont des gens pratiques; ils souhaitent d'abord pour leurs enfants un avenir brillant. Certains prétendent que tout cela est survivance du passé. Ce n'est pas tellement sûr !

D'après Far Eastern Economic Review du 20 juin 1985

LE DÉVELOPPEMENT : QUELS MODÈLES ?

Il est vrai que les sidérurgies de Corée du Sud et de Taïwan, aujourd'hui parmi les plus dynamiques du monde, sont caractérisées par leur très grande taille. Entre 1973 et 1981, la société coréenne Posco construit une unité dont la capacité de production annuelle dépasse 8 millions de tonnes, tandis que celle de l'unité taïwanaise de Kaoshiung dépasse 5 millions de tonnes. Toutefois, ces unités sidérurgiques ne sont pas les premières construites dans ces pays. Au début des années 1970, Taïwan compte environ 200 petites usines : mini-sidérurgies, ateliers de laminage ou de relaminage... En 1970, la Corée compte également 55 unités sidérurgiques, dont la capacité de production varie de 20 000 à 50 000 tonnes par an. Ces petites usines permettent à la Corée de réduire ses importations de produits sidérurgiques ; elles portent l'activité sidérurgique à un niveau tel qu'il devient nécessaire de construire une unité de grande taille. Il n'est pas anodin de noter que le premier noyau de travailleurs embauchés par Posco et par China Steel de Taïwan est recruté parmi le personnel ayant acquis une expérience dans des petites entreprises déjà anciennes.

Car de la Corée au Portugal, de Taïwan à l'Italie et à la Tunisie, ce sont les petites entreprises qui font les grandes plutôt que le contraire. Ainsi les Bresciani, petites entreprises sidérurgiques de Brescia en Italie, grandissent en près de vingt ans, alors que la grande unité sidérurgique française de Fos-sur-Mer, contrairement aux attentes, « ne fait pas de petits ».

La réalité foisonne d'histoires de « passage », non seulement de petites à grandes entreprises, mais aussi d'activités informelles à des entreprises de « plein exercice ». Au Japon par exemple, l'activité de la petite ville de Tsubame évolue de l'artisanat de la clouterie et de la dinanderie au XVIII^e siècle, à la coutellerie puis à la production de machines. À Oyonnax dans le Jura français, l'artisanat du bois et de la corne précède la production d'objets en bakélite et en celluloïd, puis en matière plastique. Oyonnax est aujourd'hui un des centres européens de la plasturgie.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

**De l'informel au formel
Le textile à Ksar-Hellal (Tunisie)**

La région de Ksar-Hellal, près de Sousse était un haut lieu du tissage artisanal tunisien. Plusieurs milliers de métiers à bras y produisaient des tissus de coton puis de rayonne pour la confection de voiles féminins. Après l'indépendance de la Tunisie, on installa dans la région les premières usines textiles d'État de tissage, afin de pallier la disparition d'une activité artisanale condamnée à brève échéance. Or, à la fin des années 1980, si le nombre des métiers à bras a effectivement sévèrement chuté, ils ont cédé la place à des centaines de machines à coudre et à tricoter, à des dizaines d'ateliers de confection, à de nombreuses petites et moyennes entreprises de tissage, mais aussi à des métiers à bras pour le tissage des tapis de laine, dont la technique s'est diffusée depuis la région de Kairouan. L'évolution n'a donc pas correspondu à ce qui était prévu, c'est-à-dire à la disparition de l'artisanat textile, compensée par la création d'une industrie textile moderne, concentrée en trois ou quatre unités. Le dynamisme non prévu du textile s'est affirmé à travers un foisonnement multiforme, à la fois vers de nouvelles formes d'artisanat manuel : tapis, tricotage et broderie à domicile et vers la petite et moyenne entreprise de confection et de tissage.

Dans l'histoire de Ksar-Hellal, jusqu'au début du XX^e siècle, les activités textiles n'ont jamais cessé de bouger et de se transformer.

Pierre Judet, « Secteur non structuré et développement industriel », *op. cit.*

Dans la vieille ville de Sfax en Tunisie, les artisans traditionnels de la chaussure se sont également modernisés et multipliés au point de concurrencer efficacement les productions du secteur industriel. Au début des années 1960, les Sfaxiens ont, en Tunisie, une réputation de commerçants et d'artisans aux horizons limités. Or, en quelques années, Sfax se transforme. Les dynamismes industriels foisonnent là où on ne les attend pas,

LE DÉVELOPPEMENT : QUELS MODÈLES ?

c'est-à-dire du côté d'acteurs de secteurs réputés sans avenir : ils mettent ainsi en lumière la possibilité du « passage » à la modernité industrielle.

De l'Amérique latine à l'Asie et à l'Afrique, les histoires à succès abondent. Les potentiels existent. Ils demandent, pour devenir réalité, au moins dans un premier temps, davantage d'attention sympathique et de volonté politique que de capitaux¹⁹.

Effets d'entraînement et remontée des filières

Lorsqu'on évoque le rôle de l'agriculture et de l'industrie dans le développement d'un pays, l'expérience conduit à reconsidérer des effets d'entraînement mal ou insuffisamment appréciés.

On évoque souvent, au cours des années 1960 et 1970, les « industries industrialisantes », nouvel habillage de la priorité accordée, dans le système soviétique, à l'industrie lourde. L'effet attendu en est un essor industriel généralisé et même une modernisation de l'agriculture *via* la mécanisation et la généralisation des traitements chimiques. La pratique algérienne des années 1970 est inspirée de ce credo, comme les tentatives plus anciennes de modernisation mécanisée d'agriculture coloniales. Dans la réalité, les entraînements ne se produisent pas ou s'exercent en sens inverse : de l'agriculture vers l'industrie ou bien des industries légères vers des industries lourdes et plus complexes. Ainsi constate-t-on non pas une descente, mais une remontée des filières, soit entre secteurs, soit à l'intérieur d'un même secteur. Belle illustration que la remontée, en Asie de l'Est, de la confection de vêtements vers l'établissement de filature/tissage, puis vers la production de fibres synthétiques, la fabrication de

19. Selon l'historien Fernand Braudel, « le capitalisme n'a pu grandir, prendre forme et force qu'à la mesure de l'économie sous-jacente », in *La dynamique du capitalisme*, Arthaud, Paris, 1985.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

machines textiles et même l'ingénierie de conception de ces nouveaux ensembles.

Mais le succès n'est pas toujours au rendez-vous. On bute parfois, en raison de la taille d'un pays, de son marché, de ses ressources, sur une impasse... La situation n'est pas fermée pour autant, si une veille active est organisée sur d'autres opportunités et qu'il existe un vivier de compétences sans cesse renouvelées et élargies, en mesure d'y répondre. Ainsi l'agriculture taïwanaise, traditionnellement grande productrice et exportatrice de riz et de sucre, est devenue, en trente ans, productrice et exportatrice successivement d'ananas, d'asperges, de champignons et d'escargots. Ailleurs, les industriels mauriciens ont su perpétuer leur réussite dans l'industrie de la maille, qui plafonnait, en s'implantant, avec l'appui actif des services officiels de l'administration, dans les services offshore, les centres d'appels, les activités logistiques...

L'illusion de la rente

L'augmentation du prix des matières premières – et notamment du pétrole – au cours des années 1970, fait naître la croyance selon laquelle la valorisation des matières premières est au cœur de la construction d'un nouvel ordre économique international. Le président algérien Boumediene s'en fait le chantre à la tribune des Nations unies en avril 1974. L'euphorie gagne lorsque s'envolent les cours du café (Madagascar), du phosphate (Maroc), de l'uranium (Niger) et bien sûr du pétrole. Là où la manne pétrolière fait son apparition (Gabon, Angola, Congo, Venezuela, Nigeria, Algérie), les agricultures s'affaissent au profit de l'importation massive de biens de consommation alimentaires²⁰. Des investissements industriels et immobiliers

20. Le déficit alimentaire de l'Algérie s'élève à 60%; au Congo-Brazzaville, 70 à 80% de l'alimentation sont importés alors qu'on ne cultive que moins de 1% des terres.

LE DÉVELOPPEMENT : QUELS MODÈLES ?

coûteux sont préférés à des réalisations plus modestes, mais plus productives en revenus, en épargne et en emplois. La Guinée équatoriale, peuplée de moins de 500 000 habitants, est le dernier venu au club des pays pétroliers et rentiers, avec une production de 15 millions de tonnes de pétrole par an. Ce pays semble être entré à son tour dans un cycle de réalisations somptueuses et de gaspillages²¹.

Les conséquences de l'abondance pétrolière sont parfois paradoxales. Au Venezuela, chaque augmentation du prix du pétrole (1973-1974 et 1979-1980) se traduit par l'effondrement de la construction de logements sociaux, la hausse des revenus pétroliers ayant provoqué l'élévation vertigineuse du prix des terrains. En Algérie, où l'on prétend « acheter le développement » (l'expression est du président Boumediene), le système productif est littéralement cassé, en particulier dans le secteur du bâtiment. Le ciment et le mètre carré construit y coûtent beaucoup plus cher que dans la Tunisie voisine et l'on fait appel à des sociétés européennes et chinoises, ainsi qu'à leurs personnels, alors que de nombreux Algériens émigrés ont participé activement en France à la construction de logements. Du Congo au Nigeria, du Venezuela à l'Algérie, dès que le prix du pétrole baisse en 1986, les économies se mettent à fluctuer de manière chaotique, sans réussir à tracer les voies de leur avenir...

21. Il semble qu'on commence à découvrir les méfaits de la rente à en juger par l'affirmation d'un chroniqueur français d'une station de radio évoquant « toutes ces richesses naturelles dont la République du Congo est malheureusement dotée » (le 25 février 2002).

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

Les pays riches meurent aussi

Les événements qui ont assombri la situation en Argentine comportent des leçons pour le monde entier. La première est que le développement n'est pas à sens unique. S'il existe des pays en voie de développement, il existe aussi des pays en voie de sous-développement.

L'Argentine était, dès le début du ^{XX}e siècle l'un des pays à hauts revenus dans le monde. Tout s'est détraqué avec l'expérience populiste de Péron. Depuis cette époque, l'Argentine peine à retrouver un dynamisme équilibré durable.

La deuxième leçon de la crise argentine est que la possession d'importantes richesses naturelles ne garantit nullement un développement durable. Ce pays possède des terres parmi les plus productives du monde et détient des ressources minérales significatives. Mais toute l'histoire de l'économie mondiale nous montre que l'argent trouvé (les ressources naturelles) n'est jamais aussi productif que l'argent gagné (grâce à la créativité des entreprises). Tout simplement parce que les richesses entretiennent une mentalité de rentier.

Enfin, troisième leçon tirée de l'expérience argentine: la monnaie, c'est sérieux! et, si on la gère mal, la vie de tout un peuple en est durablement affectée. Le lien fixe entre peso et dollar pouvait être bienfaisant. Mais à condition d'en tirer toutes les conséquences: politique budgétaire saine (les Argentins n'ont pas compris que l'on ne pouvait à la fois exiger toujours plus d'argent de l'État et ne pas payer ses impôts), et comportement civique. Or, la classe politique est corrompue et la bourgeoisie argentine se hâte de placer son argent à l'étranger pour ne pas payer d'impôts [...].

Jean Boissonnat, in *Jeune Afrique*, 12-25 août 2002

L'illusion de la rente est un phénomène ancien. Au ^{XVI}e siècle déjà, la rente née de l'or et de l'argent du Nouveau Monde frappe d'engourdissement l'Espagne. Tandis que l'empire espagnol, assis sur son or, glisse vers la décadence, la Hollande, à

LE DÉVELOPPEMENT : QUELS MODÈLES ?

l'étroit dans ses polders, construit sa richesse sur sa maîtrise des échanges internationaux et son opiniâtreté au travail, avant de céder la place à une Angleterre industrielle.

Aujourd'hui encore, les ports français, Bordeaux et Marseille en particulier, ont du mal à rebondir après la disparition des activités liées aux rentes coloniales : armements maritimes²², chantiers navals, industries de la minoterie, de l'huilerie, de la savonnerie, etc. Marseille, aujourd'hui au 50^e rang mondial des ports pour le trafic des conteneurs, commence seulement à reprendre un nouvel élan.

Dans une logique de rente, en effet, la sauvegarde des situations acquises va de pair avec la méfiance pour toute innovation. Une logique de développement s'attache au contraire à relever les défis grâce à une dynamique de travail soutenu, d'acharnement même, pour acquérir de nouvelles compétences et construire de nouveaux avantages.

Effets d'entraînement et rentes de situation sont des processus aléatoires et réversibles, alors que s'imposent, à la base de tout développement, éducation, formation et compétences.

Arabie Saoudite : l'après pétrole a déjà commencé

Le premier gisement de pétrole a été découvert en Arabie Saoudite en 1937. La manne pétrolière est à l'origine d'un développement prodigieux. Le pays a dépensé beaucoup pour construire ses infrastructures high-tech, développer son agriculture, aménager ses villes... Grâce à une politique agricole alimentaire pour certains produits tels que œufs, lait, viande de poulet, viande rouge et poissons. Le pays produit également 650 000 tonnes de dattes ainsi que des primeurs. Le résultat le plus spectaculaire a été enregistré dans la culture du blé, dont la production a dépassé 4 millions de tonnes en 1992. Cette produc-

22. Toutes les lignes desservies par les paquebots basés à Marseille, desservant le Maghreb, l'Afrique occidentale, Madagascar, l'Indochine, le Proche-Orient étaient subventionnées par le gouvernement pour assurer le « service postal ».

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

tion, réduite volontairement depuis cette date pour des raisons d'économie d'eau, tourne actuellement autour de 3 millions de tonnes, nécessaires à la consommation locale.

Mais à cause de la baisse du prix du pétrole, le revenu par habitant a fortement baissé en l'espace de vingt ans. L'ère de l'euphorie pétrolière est révolue. L'Arabie Saoudite, dont les deux tiers des ressources proviennent des hydrocarbures, s'applique à diversifier son économie en développant d'autres activités, telles que l'agriculture, les industries agroalimentaires, l'industrie pétrochimique et les services, ce qui implique la formation d'une main-d'œuvre nationale à haute qualification technique...

D'après *Jeune Afrique*, 12-25 août 2002

Le tremplin du savoir

Au départ de toutes les tentatives d'industrialisation du XIX^e siècle, en Égypte, au Paraguay, on note une volonté de diffusion de l'enseignement: enseignement primaire, professionnel, technique (écoles polytechniques), création d'imprimeries et de centres de traduction. Au-delà des tentatives avortées, c'est parfois la seule trace profitable qui en demeure à long terme.

La généralisation de l'éducation et de l'alphabétisation commence par l'enseignement de base pour tous. C'est souvent dès ce niveau que le bât blesse. Une des raisons de la stagnation, voire du recul, de trop nombreuses économies africaines est le faible niveau de scolarisation qui caractérise beaucoup de pays situés au sud du Sahara. On ne recense pas plus de 20 à 35% d'enfants scolarisés au Niger ou au Mali, moins de 65% au Sénégal. L'héritage de la colonisation est, sur ce plan, très négatif, en particulier au Niger, au Mali ou au Burkina Faso. Le premier lycée au Niger n'est inauguré que peu de temps avant l'indépendance, en 1960. En République démocratique du Congo, ex-Congo belge, moins de vingt Congolais accèdent à l'université avant l'indépendance de 1960.

LE DÉVELOPPEMENT : QUELS MODÈLES ?

Comme le souligne le président de la Banque mondiale: « Les gens pauvres savent bien que ce qui les maintient dans la pauvreté, c'est l'absence de compétitivité et l'absence de savoir²³. » À l'exact opposé, la priorité donnée à une scolarisation de base généralisée, puis à des formations supérieures, est une raison majeure de l'essor rapide des économies de l'Asie orientale.

Les investissements du Japon, de la Corée ou de Taïwan en matière de scolarisation et de formation sont l'une des clés pour expliquer que ces pays, pratiquement dépourvus de minerai de fer et de charbon, possèdent les sidérurgies les plus dynamiques du monde quand la Colombie, dotée d'énormes gisements de charbon, importe la moitié de ses besoins en acier. Le rapprochement du prix du minerai de fer avec le prix de l'acier est significatif: 0,15 US \$ par livre d'acier²⁴ contre 0,015 US \$ par livre de minerai de fer. Or, le prix du minerai n'est fixé ni au Brésil ni en Inde, grands pays producteurs, mais au Japon et en Allemagne, grands importateurs, qui bénéficient de l'ascendant que confère la qualification.

Le Japon, la Corée et Taïwan, pays non pétroliers, devançant également, dans la construction d'une industrie pétrochimique, la Malaisie, la Thaïlande et l'Indonésie, pourtant producteurs de gaz et de pétrole.

À l'inverse, les régions du Nord de la France et de la Wallonie, marquées par l'exploitation du fer et du charbon, deviennent des zones dépressionnaires où le faible niveau de formation rend malaisés les reconversions et les rebondissements. Lorsque l'exploitation de matières premières prend fin, il reste des réservoirs vides, des friches minières, mais des sociétés humaines également en friche, où l'exploitation des ressources naturelles est allée de pair avec la négligence d'autres ressources plus précieuses: l'éducation, l'apprentissage, l'habileté, l'attention aux marchés. La fin des mines de cuivre en Zambie va ainsi

23. Interview de J. Wolfensohn dans la *Far Eastern Economic Review* du 22 juin 2002.

24. Une livre est égale à 453 grammes.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

laisser le pays entièrement dévasté en proie à la pauvreté et au sida...

De la steppe et du désert à l'industrie

Les parents de H. étaient nomades dans les steppes du Sud algérien. Après l'indépendance, ils se sont sédentarisés et ils doivent supporter désormais un toit sur leur tête. Leurs enfants ont été scolarisés et plusieurs d'entre eux, selon les critères de la modernité, ont réussi. L'aîné a suivi l'école primaire, le collège, le lycée puis l'université où il a obtenu un diplôme de DEA en économie. Il est entré dans une société nationale où il a pris la direction d'une usine textile mais où l'équipe européenne, chargée de la mise en route et de la formation du personnel s'est avérée incapable de remplir sa mission, certains formateurs ne parlant ni l'arabe, ni le français. Il a donc dû organiser lui-même la mise en route de l'usine ainsi que la formation d'un personnel souvent analphabète. Il a pallié l'analphabétisme en jalonnant les circuits de production de signes et de dessins. Il a ainsi réussi à faire fonctionner son usine. Il a tenu un certain temps puis a renoncé. Il a pris la direction d'une autre usine de la même société ; après quoi, sur la base de son expérience, il a créé sa propre entreprise familiale qui a été un succès. Un de ses frères, qui a franchi lui aussi toutes les étapes d'un cursus scolaire et universitaire, est devenu ingénieur.

En Algérie, ce sont les Mozabites, établis depuis des siècles dans les oasis du Mzale, autour de Ghardaia, qui tiennent le petit commerce. Ils ont élargi leurs réseaux, qui se sont étendus. Ils favorisent également l'orientation des jeunes Mozabites vers la technique et des formations d'ingénieur. Ghardaia, leur capitale, au milieu du désert, est devenue un centre industriel où on initie les jeunes au fonctionnement de l'ordinateur.

Pierre Judet, « Secteur non structuré et développement industriel », *op.cit.*

Ce processus renvoie à la pensée de grands auteurs qui se sont interrogés sur les ressorts du développement. Pour Friedrich List,

LE DÉVELOPPEMENT : QUELS MODÈLES ?

au milieu du XIX^e siècle: « C'est la stimulation et la promotion de l'activité intellectuelle, de l'esprit de découverte et de savoir, de la qualification et de la compétence qui sont à la source d'une énergie et d'une force que ne peuvent remplacer les ressources naturelles²⁵. » Pour François Perroux: « Ce qui compte, c'est de réaliser une complémentarité dynamique entre les choses mais, plus encore, entre les talents et les capacités²⁶. »

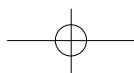
Le savoir et les compétences font partie d'un ensemble de facteurs immatériels, des « encadrements », dont la présence conditionne l'épanouissement d'une société dans ses équilibres fondamentaux: santé, sécurité, solidarité, liberté, culture, organisation... Un rapport de l'Organisation mondiale de la santé soulignait récemment: « Investir dans la santé est un levier majeur pour le développement économique. Une augmentation des investissements dans ce domaine permet non seulement de sauver des vies, mais également des gains annuels substantiels [...] [en termes de productivité et de performances globales de l'économie, NdA]. »

François Perroux rappelle fort à propos que beaucoup d'argent a été dépensé pour découvrir et mobiliser les ressources qui servent nos intérêts d'Occidentaux, comme les ressources naturelles, « alors que nous avons négligé les ressources humaines, en Afrique par exemple, où il existe pourtant une armée de réserve d'entrepreneurs, d'administrateurs, de politiques et d'inventeurs d'équilibres humains²⁷. » Lorsqu'on se préoccupe d'abord d'accumulation du capital, sans doute met-on « la charrue avant les bœufs ».

25. Friedrich List, *Système national d'économie politique*, Paris, Capelle, libraire éditeur, 1857.

26. François Perroux, *L'Économie du XX^e siècle*, op. cit.

27. *Ibidem*.



3. Développement et mondialisation

L'économie-monde : un phénomène ancien

Dès l'Antiquité, les navigateurs phéniciens et marseillais vont chercher l'étain jusqu'en Écosse et en Islande. Au cours des siècles, les armées ne sont pas les seules à parcourir des distances impressionnantes. Elles sont suivies ou précédées sur terre, sur les fleuves et sur les mers, par les marchands et leurs charge-ments. Plusieurs villes polarisent successivement les échanges : Bruges, Venise, Anvers, Gènes, puis Amsterdam et Londres. Dès la plus haute antiquité, les routes de la soie sont fréquentées entre la Chine et la Méditerranée ; routes terrestres et maritimes entre l'Inde et la côte égyptienne de la mer Rouge. L'échange marchand international est combattu par Colbert, ministre de Louis XIV, comme source de déficit de la balance des paiements. Seize siècles auparavant, l'empereur romain Tibère dénonçait déjà « les dames romaines, qui, pour de beaux atours, transfèrent notre monnaie aux étrangers ».

Ainsi peut-on affirmer avec Charles Michalet, « La mondialisation est un phénomène ancien indissociable du capitalisme

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE !

lui-même. Ses modalités d'existence se sont transformées au cours de l'histoire depuis qu'une économie-monde existe²⁸. » Ce phénomène connaît des pauses, des reculs et des accélérations. Au XIX^e siècle, le volume du commerce mondial est ainsi multiplié par 5,5 entre 1800 et 1850, puis par 8 entre 1850 et 1913. L'accélération est encore plus forte à partir de 1950, après 35 ans de crises et de guerre.

Accélération des échanges commerciaux

Les échanges commerciaux internationaux (importations et exportations) équivalent à un peu moins de 300 milliards de dollars américains en 1967. En 2001, ils atteignent 12 500 milliards de dollars, soit 40 fois plus. Leur progression est presque deux fois plus rapide que celle de la production de richesses. Cette accélération est plus ou moins forte suivant les continents, dont la part respective dans le commerce mondial évolue entre 1953 et 2000 de :

- 24,2 à 17,1 % pour l'Amérique du Nord ;
- 43,0 à 43,9 % pour l'Europe ;
- 13,1 à 26,7 % pour l'Asie ;
- 10,5 à 5,8 % pour l'Amérique latine ;
- 6,5 à 2,3 % pour l'Afrique.

Parmi les 191 pays membres de l'Organisation des Nations unies, la participation des uns et des autres aux échanges mondiaux est très inégale. Les 49 pays africains et latino-américains relevant de la catégorie des « moins avancés » ne sont pas du tout intégrés dans ces échanges. Parallèlement, leur richesse stagne ou baisse. En revanche, dans les 24 pays les mieux intégrés, le taux de croissance du PIB croît en moyenne de 5 % par an au cours des années 1990. La nature de leurs échanges se modifie au profit des produits manufacturés et au détriment

28. Cf. Charles Albert Michalet, *Qu'est-ce que la mondialisation ?*, Éditions La Découverte, Paris, 2002.

DÉVELOPPEMENT ET MONDIALISATION

des matières premières et des produits agricoles. Il est toutefois difficile d'établir une corrélation étroite entre ouverture à l'exportation²⁹ et dynamique de croissance d'une économie. En 10 ans, de 1990 à 2000, le niveau d'ouverture à l'exportation est resté inégal :

– Pour 20 pays d'Amérique latine, le taux d'ouverture progresse dans 5 cas ; il demeure stable ou baisse dans 15 cas : en Argentine, par exemple, qui, contre toute attente, n'est pas un pays très ouvert au marché mondial.

– Pour 12 pays d'Afrique subsaharienne, le taux d'ouverture progresse dans 7 cas, mais dans de très faibles proportions. Il passe ainsi de 8 à 9 % au Burundi. Il demeure stable ou baisse dans 5 cas, mais à partir d'un niveau déjà très bas.

– Pour 16 pays dynamiques d'Europe et d'Asie, le taux d'ouverture progresse dans 11 cas (très fortement en Irlande). Il baisse dans 5 cas, notamment à Chypre, au Portugal et au Japon.

Il arrive qu'une forte croissance s'accompagne d'une faible ouverture. C'est le cas aux États-Unis, en Inde, au Japon ou au Brésil, où l'exportation représente de 7 à 12 % de la richesse nationale alors qu'elle représente 88 % en Irlande et à Malte et plus de 200 % à Singapour, pourtant de petits pays.

L'ouverture peut également accuser de très fortes variations dans le temps : en Corée, où l'on passe de 25 % en 1930 à 2 % en 1962, puis à 42 % en 1990 ; au Japon, de 3,7 % en 1879 à 23,8 % en 1939 et 10 % en 1999 ; au Brésil, de 25 % en 1907 à 7 % en 1970 et 11 % en 1999.

Depuis la fin de la dernière guerre, la croissance des échanges extérieurs a été plus rapide que celle de la production de richesses, ce dont tous les pays n'ont pas bénéficié également. Car c'est de la cohérence interne de chaque économie et de chaque société que dépend le caractère profitable de l'insertion

29. Mesurée en rapportant le volume des exportations à la richesse globale d'une économie nationale (PIB).

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

dans l'échange mondial. Historiquement, les empires coloniaux britanniques, français ont interdit toute exportation manufacturière à partir de leurs colonies. Dans le Pérou, le Chili, l'Argentine du XIX^e siècle, les classes sociales dominantes ont préféré l'exportation profitable de matières premières à une industrialisation cohérente. En revanche, le Japon a joué pendant près de 50 ans sur l'exportation de produits agricoles ou peu élaborés (thé, soieries) afin de payer l'équipement de base importé de son industrialisation. La Corée, Taïwan ont suivi son exemple en construisant à travers l'échange extérieur organisé de nouveaux avantages comparatifs. Car ce ne sont finalement pas les échanges qui déterminent le rythme de la croissance, mais bien plutôt la croissance, fondée sur des cohérences internes, qui explique le niveau et l'évolution des échanges internationaux.

Intensification des mouvements de capitaux

Les « capitaux » recouvrent des réalités variées: investissements internationaux directs, investissements de portefeuille, crédits bancaires, aide publique bilatérale ou multilatérale, transferts quotidiens de trésorerie de banques ou d'entreprises à la recherche d'un différentiel de taux d'intérêt ou de taux de change³⁰.

Entre 1980 et 2000, les investissements internationaux directs passent de 40 à 1300 milliards de dollars par an. Ils ont donc été multipliés par plus de 30 en vingt ans. Mais cette croissance exponentielle masque une évolution autrement plus défavorable pour les seuls pays en voie de développement. En 2000, 240 milliards d'US dollars sont dirigés vers les pays en voie de développement, soit 19% du total, un montant en baisse par rapport au montant atteint en 1991. La répartition de cette

30. Le montant quotidien de ces mouvements de trésorerie s'élève à lui seul à des centaines de milliards de dollars.

DÉVELOPPEMENT ET MONDIALISATION

somme est très inégale. Les pays en développement les plus avancés d'Asie et d'Amérique latine sont les destinataires privilégiés, en particulier la Chine qui reçoit à elle seule 64 milliards de dollars, alors que 9 pays voisins du Sud-Est asiatique ne reçoivent que 460 millions de dollars et que l'Afrique entière perçoit 9,1 milliards de dollars. La part des 49 pays les moins avancés, pour la plupart africains, se limite à 300 millions de dollars.

Les investissements directs français à l'étranger s'élèvent de leur côté à 26 milliards de dollars en 2000, dont plus de 15 milliards destinés à l'Europe et à l'Amérique du Nord. Des montants dérisoires pour l'Afrique, une fois défalquées les sommes consacrées à la recherche et à l'exploitation pétrolière. Dans cette répartition, la plupart des pays en voie de développement se retrouvent marginalisés, d'autant plus que les mesures fiscales prises par les pays les plus riches pour attirer les investissements, sous forme de détaxation et d'avantages multiples, correspondent à un véritable dumping fiscal qui priverait les pays en développement de quelque 70 milliards de dollars. Les différents apports privés de capitaux (investissements de portefeuille, crédits bancaires, crédits commerciaux aux pays en voie de développement) connaissent un fort accroissement au cours de la première moitié des années 1990: de 86 milliards de dollars en 1990 à 273 en 1996, mais ils retombent à 117 milliards de dollars en 2000 à la suite de la crise financière asiatique.

On avait proclamé que l'essor des financements privés allait permettre, moyennant totale ouverture et libéralisation, de se passer du « carcan » de l'aide publique. La crise asiatique de juillet-août 1997 provoque le retrait brutal des capitaux privés et déclenche la panique dans les pays débiteurs qui ont renoncé à tout contrôle national.

Aujourd'hui, la force de l'évidence oblige à une vision moins idéologique des bienfaits de la mondialisation. Les pays qui en tirent profit sont ceux qui ont manifesté leur capacité à s'adapter et à moduler leur propre ouverture. La suppression de tout frein à la circulation des capitaux n'assure ni le financement

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

des investissements ni une meilleure résistance aux crises financières. La preuve en est que les pays qui se tirent sans dommage de la crise financière sont ceux qui ont prudemment gardé la maîtrise des flux de capitaux : Malaisie, Taïwan, Chili, Chine. En Afrique, la politique du « tout marché » s'est traduite par l'effondrement du poids du continent dans les échanges commerciaux et son abandon par les capitaux internationaux. Dans ce contexte, on revient à une appréciation plus réaliste de l'intérêt des apports financiers publics.

Aide publique : une efficacité parfois contestée

L'aide publique, qu'elle soit bilatérale (de pays à pays) ou multilatérale (octroyée par des organismes collectifs tels que la Banque mondiale ou l'Union européenne), a une portée et une efficacité relatives. Son montant annuel progresse, puis plafonne à 60 milliards de dollars en 1994, avant de baisser jusqu'à 51,4 milliards de dollars en 2001, puis de remonter à 58,3 milliards en 2002 et à 69 milliards en 2003. Il pourrait atteindre 80 milliards en 2005. Les deux tiers de l'aide globale sont de nature bilatérale. Du côté des bénéficiaires, la part des 49 pays les moins avancés est de seulement 20 % du total. Cette aide publique ne représente qu'une faible part du PIB des pays industrialisés : seulement 0,1 % du PIB des États-Unis, la plus faible proportion parmi les pays de l'OCDE. Les pays riches se sont pourtant engagés à plusieurs reprises à consacrer 0,7 % de leur PIB à l'aide aux pays en voie de développement. Seuls quatre pays nordiques (Suède, Norvège, Danemark, Islande) atteignent ou dépassent cet objectif. La France a régressé récemment de 0,38 à 0,32 %³¹.

31. L'aide publique française, qui s'élevait à 6 milliards de dollars en 1996, est tombée à 4,6 milliards en 2001, puis a augmenté ensuite, en tenant compte des annulations de dette en faveur des pays les plus pauvres.

DÉVELOPPEMENT ET MONDIALISATION

À l'occasion du sommet du Millenium en 2000, puis de la conférence de Monterrey de mai 2002, les pays riches ont pris l'engagement d'augmenter l'aide de manière substantielle, en particulier en faveur de l'Afrique. De fait en 2001, une légère remontée de l'aide s'est esquissée au Royaume-Uni, en France, en Espagne, en Italie, en Belgique et aux États-Unis; la baisse s'est poursuivie au Japon, au Canada, en Australie et en Allemagne, alors que la remontée s'est poursuivie en France jusqu'à 0,41 % en 2003.

On peut s'interroger sur l'efficacité de l'aide publique. Elle est certes manifeste dans le cas de Taïwan, par exemple, qui se passe d'aide depuis 1965 et a récemment rejoint les rangs des pays industrialisés. L'aide joue également un rôle dans la promotion de pays africains tels la Tunisie et l'île Maurice, ou encore dans la réussite de la révolution verte en Asie du Sud et du Sud-Est. Mais ailleurs cette efficacité est plus problématique. La Banque mondiale constate ainsi qu'elle a fourni deux milliards de dollars en 30 ans à la Zambie et que, sur la même période, le revenu par tête a diminué de 40 % dans ce pays. Tous pays confondus, la Banque mondiale a attribué 1000 milliards de dollars de prêts en quarante ans. Elle a récemment procédé à une évaluation du taux d'échec de ses prêts – c'est-à-dire des sommes n'ayant pas financé de réalisation significative: ce taux aurait néanmoins baissé, passant de 59 à 53 % (de 75 à 68 % en Afrique) entre 1990-1993 et 1998-1999.

Certains économistes vont jusqu'à soutenir que l'aide a des effets nocifs. Leur argument principal est que de grands intérêts se cachent derrière l'aide étrangère «qui est une excellente méthode pour transférer de l'argent au profit des classes riches dans les pays pauvres, au détriment des pauvres des pays riches»³². Mais l'expérience récente montre, à l'évidence, que ni le commerce entièrement libre ni les capitaux privés ne sont en mesure d'assurer un soutien durable aux sociétés qui souffrent d'une insuffisance d'épargne. L'apport en capitaux et en appui

32. Lord Bauer, "A voice for the poor", *The Economist*, 4 mai 2002.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

technique des organisations non gouvernementales (ONG) est précieux, mais il ne peut constituer, en l'état actuel des choses, qu'un complément: environ 5 milliards de dollars par an, c'est-à-dire à peine 10% du total de l'aide publique.

**Aide au développement et coopération :
éléments de chronologie**

- 1944 Création du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale (Bretton Woods).
- 1945 Création des Nations unies, de l'Unesco (Paris), de la FAO (Rome) et de l'OMS (Genève).
- 1949 Point IV de Truman : création d'un Centre (Fonds) d'assistance technique américain.
- 1952 Apparition de la dénomination de « tiers-monde » (A. Sauvy).
- 1955 Conférence de Bandoeng réunissant : Soekarno, Nehru, Chou En Lai, Nasser et Ho Chi Minh.
- 1964 Création de la Cnuccd (Genève) dirigée par R. Prebisch.
- 1967 Création de l'Onudi (Vienne) pour le développement industriel.
- 1974 Session spéciale de l'AG des Nations unies en avril : pour un « Nouvel ordre économique international » (NOEI).
- 1975 Conférence de l'Onudi à Lima. Objectif de 25 % de la production industrielle mondiale dans les pays en voie de développement avant 2000.
- 1982 Crise de la dette (Mexique) et lancement des plans structurels d'ajustement (PAS).
- 1989 Irruption des États sur la scène humanitaire : « droit d'ingérence ».
- 2001 Premier Forum social mondial de Porto Alegre.
- 2002 Conférence de Monterrey : pour la relance de l'aide et sommet de Johannesburg sur le développement durable.

DÉVELOPPEMENT ET MONDIALISATION

L'histoire a produit quelques *success stories* de l'aide. Le développement des États-Unis, comme celui de l'Australie et du Canada, a massivement bénéficié, dans le passé, de l'épargne excédentaire du Royaume-Uni et de la France. Plus récemment, la Grèce, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne ont pu combler, en vingt ans, un retard historique, grâce à l'apport massif de capitaux publics européens. L'Europe des 15 se propose aujourd'hui de consacrer quelque 40 milliards d'euros en 4 ans aux 12 États candidats à l'entrée dans l'Union. L'impératif d'une aide massive, à condition qu'elle soit efficace, s'impose aujourd'hui dès lors que l'on envisage sérieusement l'essor des pays en voie de développement.

Effectivement, les déclarations se multiplient dans les pays avancés en faveur d'un accroissement de l'aide, en particulier en direction de l'Afrique subsaharienne. On évoque à nouveau une taxe levée au niveau international sur le kérosène consommé par le transport aérien ou sur certains transferts financiers. Encore faut-il que des accords interviennent et se traduisent par des mesures concrètes.

Endettement : les leçons de l'histoire

Qu'il s'agisse de prêts privés (prêts bancaires ou crédits commerciaux) ou de prêts publics à taux privilégié émanant d'un État ou d'un organisme multilatéral, l'emprunt est un instrument de développement. Mais il peut devenir un fardeau insupportable. L'endettement submerge parfois des débiteurs pris à la gorge : c'est le cas lorsque les taux d'intérêt ou les taux de change augmentent brusquement. La hausse du dollar de 1982 a été une des causes de la crise de la dette au Mexique et au Brésil. Appelé à la rescousse en Amérique latine et ailleurs, le Fonds monétaire international a mis en place dans de nombreux pays endettés, conjointement avec la Banque mondiale, des plans d'ajustement structurel (PAS) conditionnant un soutien financier à des

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

mesures de grande austérité budgétaire. Quinze années plus tard, la crise financière a éclaté en Asie du Sud-Est et orientale. De nouveau, le FMI est intervenu avec une efficacité de plus en plus contestée. En 2004, la situation d'endettement de nombreux pays africains et latino-américains était dramatique : l'Argentine en Amérique latine, la Zambie en Afrique australe offrent la triste illustration de pays littéralement étranglés par la dette et de populations entières réduites à la misère extrême.

Les causes de cet endettement sont à la fois externes et internes. D'une part, les banques occidentales essaient de faire fructifier la masse de capitaux engendrés par l'augmentation conjointe du prix du pétrole, des phosphates, du café et de l'uranium. Cette offre abondante et insistante perdure au cours des années 1990. Aucune condition n'est demandée aux emprunteurs. Ces derniers se mettent souvent alors en position de victimes des prêteurs, devenus ainsi de véritables « pousse au crime ».

Une mauvaise gestion des États emprunteurs et de leurs systèmes financiers est très fréquemment à l'origine d'un endettement irréflecti, qui permet l'évasion³³ de capitaux au profit de couches privilégiées de la population. De l'Algérie au Nigeria, à Madagascar ou à l'Argentine, on s'endette sans compter, en tablant sur l'envolée fugace du prix des matières premières et en s'imaginant que l'on peut « acheter le développement ». Les capitaux empruntés sont souvent consacrés à des investissements improductifs, sous forme d'usines mal conçues ou inachevées au bout de vingt ans. Et arrive le moment où la dette ne peut être remboursée...

Quelle que soit la gravité de la situation de nombreux pays endettés, il faut se rappeler qu'historiquement, en règle générale,

33. Au Venezuela, en Argentine, notamment, où le montant des capitaux privés accumulés sur des comptes étrangers dépasserait le montant de la dette publique nationale (selon la Banque mondiale).

34. Un remboursement tardif tout à fait symbolique intervient actuellement, après quatre-vingts ans, au profit des descendants des porteurs d'emprunts russes.

DÉVELOPPEMENT ET MONDIALISATION

les dettes importantes n'ont jamais été remboursées: il en va ainsi des emprunts russes de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle³⁴, des dettes contractées par l'Amérique latine au cours des années 1920 et 1930 ou encore des dettes contractées par l'Allemagne après la Première Guerre mondiale.

Les mouvements en faveur de la réduction ou de l'annulation de la dette des pays les plus pauvres s'inscrivent dans une tradition de renégociation et d'annulation de la dette, chaque fois qu'elle devient un fardeau intolérable. Et ce d'autant plus que cette opération doit être mise en perspective: les prêts en question représentent moins de 10% du total des crédits accordés par les banques intéressées, qui ont par ailleurs déjà récupéré sous forme de dépôts – du fait des fuites de capitaux – ce qu'elles ont prêté.

Reste que la croissance et le développement ont été fréquemment liés à un processus d'endettement. Ainsi lorsque, au XVIII^e siècle, Londres succède à Amsterdam à la tête du monde capitaliste occidental, la Hollande devient le créancier de la Grande-Bretagne. On constate le même phénomène lorsque au cours du XIX^e siècle, les pays d'Europe centrale s'endettent auprès de la Grande-Bretagne et de la France et lorsque la Russie fait de même auprès de la France et de la Grande-Bretagne... Plusieurs pays (Corée du Sud, Tunisie, Maurice) à la croissance vigoureuse ont su investir, puis gérer et rembourser leur dette... Plus généralement, le crédit et l'emprunt à moyen, court et très court terme constituent des éléments indispensables à toute croissance et à tout développement économique. Les interventions du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale se traduisent trop souvent par la restructuration – parfois la fermeture – des banques des pays en développement, avec pour conséquence l'assèchement du crédit aux entreprises, particulièrement de petite taille. On risque ainsi d'achever le patient en voulant le soigner.

Dans ce contexte, des initiatives se sont multipliées sous forme d'organisations populaires de crédit: «tontines» afri-

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

caines, microcrédits du type de la Grameen Bank du Dr Yunus au Bangladesh. Il s'agit de crédits à court et très court terme accordés la plupart du temps aux femmes prenant l'initiative de micro-réalisations. Ce sont des jalons intéressants pour la construction de systèmes de crédit renouvelés. Une tâche urgente pour fonder toute entreprise de développement dont le crédit constitue un levier essentiel.

Transfert et diffusion mondiale des techniques

La dynamique de la mondialisation « repose non seulement sur la mobilité des biens, des services et des capitaux, mais également des unités de production »³⁵. Longtemps, la diffusion des techniques a été une entreprise difficile, souvent même interdite. En 1769, un émissaire du ministre de l'Industrie du roi Louis XV, nommé Jars, est mandaté pour enquêter sur les progrès techniques réalisés par la sidérurgie britannique. Il doit mener son enquête dans la clandestinité la plus totale, à la manière d'une opération d'espionnage. La loi anglaise interdit en effet jusqu'en 1825 aux artisans et compagnons anglais de quitter le territoire britannique pour faire bénéficier de leur savoir-faire des usines étrangères. L'interdiction pour l'Angleterre d'exporter machines et équipements se prolonge jusqu'en 1842. Ces interdictions sont assorties de peines sévères. Un siècle plus tard, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, un organisme proche de l'OTAN, le Cocom (comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations), contrôle l'interdiction en pesant sur les exportations de technologies sensibles vers l'URSS et les pays de l'Est. En réalité, malgré les interdictions, la diffusion des techniques ne cesse jamais, même si elle s'organise dans l'opacité. Les techniques les plus jalouse-

35. Cf. Charles Albert Michalet, *Qu'est-ce que la mondialisation?*, Éditions La Découverte, Paris, 2002.

DÉVELOPPEMENT ET MONDIALISATION

ment protégées, comme les techniques nucléaires, sont transférées, par exemple vers la Corée du Nord, l'Irak, l'Iran.

Au cours des années 1970, une revendication se fait jour dans les pays en développement, pour des transferts de technologies en leur faveur depuis le Nord vers le Sud. Cette requête se traduit, dans le cadre de la Cnuccd³⁶, par de longues négociations autour d'un « code de conduite » sur le transfert de technologies, puis par la conférence de l'Onudi³⁷ à Lima en 1975, fixant des objectifs d'industrialisation rapide du Sud avant l'an 2000. La négociation sur les codes de conduite échoue: les pays industrialisés votent contre les conclusions de la conférence de Lima.

Toutefois, la mondialisation aiguise la concurrence internationale et permet parfois au Sud de jouer. Ainsi lorsque la Corée du Sud souhaite acquérir la technique de fabrication d'un acier très spécial, elle s'adresse au premier producteur mondial, qui refuse de vendre; elle tente ensuite sa chance avec le deuxième producteur qui accepte de vendre son procédé.

Les techniques se diffusent plus aisément lorsque les acquéreurs témoignent d'une volonté farouche et organisée de s'assurer la maîtrise de nouvelles techniques. Ce sont ceux qui savent faire et refaire, démonter et remonter qui réussissent; des pratiques où excellent les Japonais, avant les Coréens, les Chinois et d'autres. En Occident, on traite avec une hauteur condescendante les « imitateurs japonais », qui deviennent ensuite des champions de l'innovation. Beaucoup d'autres suivent le même chemin et franchissent les mêmes étapes en Asie, en Amérique latine, au Maghreb. L'avancée est d'autant plus rapide qu'elle est soutenue par un enseignement généralisé, par des formations professionnelles spécialisées, et, finalement, par un premier effort de recherche³⁸. C'est le cas en particulier de la

36. Cnuccd: Commission des Nations unies pour le commerce et le développement.

37. Onudi: Organisation des Nations unies pour le développement industriel.

38. La Corée, au début des années 1990, a greffé sur la deuxième entreprise sidérurgique mondiale Posco, un grand institut de recherche technique, Postech, auquel un objectif ambitieux a été fixé: deux prix Nobel avant 2010.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

Chine, où l'efficacité du transfert des technologies est une révélation qui fait peur

Les objectifs fixés par la conférence de Lima ont finalement été atteints, parfois même dépassés, plus rapidement que prévu. La sidérurgie chinoise produit aujourd'hui davantage que la sidérurgie américaine, la sidérurgie coréenne autant que la sidérurgie allemande. Certains pays du Sud ont des activités industrielles de plus en plus élaborées: vêtements et chaussures, mais également bateaux, avions, pièces et ensembles de l'industrie électronique. L'exemple de la zone franche taïwanaise de Hsin-Chu est significatif. Celle-ci est destinée à l'origine à attirer des activités de confection à bas salaires. Elle est aujourd'hui une zone spécialisée abritant des entreprises de haute technologie en électronique et mécanique fine. Les salaires y sont aussi élevés qu'en Europe.

Le mouvement est le même partout où l'élévation des compétences techniques s'accompagne de la montée des salaires. On remarque d'ailleurs que les zones franches ne réussissent que là où elles constituent un élément d'une politique nationale volontariste d'industrialisation et de développement: à Taïwan, en Corée, à Maurice, en Tunisie, mais nulle part en Afrique subsaharienne, malgré le très bas niveau des salaires. La diffusion mondiale des techniques est également un avantage dont s'emparent les grandes entreprises (multinationales) des pays riches, qui élargissent ainsi leur espace de déploiement et de profit. Le problème se pose avec acuité de l'organisation du transfert de techniques vitales, dans les domaines de la santé, comme pour le traitement et la prévention du sida, du paludisme... C'est une dimension essentielle d'une mondialisation acceptable pour tous.

Mondialisation : le double jeu des dominants

Le mouvement de mondialisation est fondé sur la liberté des échanges et le libre jeu des forces du marché. C'est la politique que se propose de mettre en œuvre l'Organisation mondiale du commerce. Mais ceux qui se proclament champions de l'ouverture tous azimuts jouent souvent un double jeu.

Dans le domaine des échanges commerciaux, la Grande-Bretagne devient totalement acquise au libre-échange, une fois seulement assurée sa suprématie en Europe et dans le monde. Les États-Unis³⁹ construisent une économie moderne à l'abri de hautes barrières tarifaires. C'est un Américain, Hamilton, qui formule à la fin du XVIII^e siècle la théorie de la nécessaire protection des « industries naissantes ». De son côté, en Allemagne, dans les premières décennies du XIX^e siècle, List consacre son énergie à battre le rappel des États allemands, les encourageant à ne pas céder, « pour un plat de lentilles » (en l'occurrence, l'ouverture du marché anglais au bois, coton et soieries allemandes), leur seule chance de construire une industrie nationale en la protégeant. L'histoire montre que les premières expériences réussies de développement prennent naissance dans des économies fortement protégées.

L'interdiction faite au Japon, par les « traités iniques » conclus avec l'Occident dans les années 1850, d'instaurer des droits de douane supérieurs à 5 % l'a obligé à une laborieuse reconquête de son marché intérieur. Il s'appuiera sur un entrelacs de filets protecteurs, sous forme de barrières non tarifaires (parfois non écrites) et de réseaux commerciaux difficilement pénétrables mais aussi sur la résistance complice de la société japonaise tout entière. La Corée s'inscrit dans la même ligne. Elle combine une ouverture systématique à l'exportation avec la défense acharnée de son marché intérieur. La Corée, qui a vendu à

39. Cf. les déclarations d'Ulysse Grant, président des États-Unis entre 1868 et 1876: « Quand l'Amérique aura extrait de la protection tout ce qu'elle peut en tirer, elle aussi se mettra à libérer son commerce. »

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

l'étranger plusieurs millions d'automobiles, réussit, à coup de taxes et de normes nationales, à interdire, pratiquement jusqu'à la fin des années 1990, toute importation de voitures américaines, japonaises ou européennes...

Aujourd'hui, les pays industriels continuent à élever des barrières de protection: l'Union européenne a signé des accords de libre-échange avec les pays de la Méditerranée du Sud, mais ces accords ne concernent pas les produits agricoles, dont l'entrée demeure contingentée. L'Union européenne, le Japon et les États-Unis protègent doublement leur agriculture, en restreignant l'accès de leur marché aux produits agricoles du Sud et en subventionnant fortement leurs propres agriculteurs. Dans ce domaine des ouvertures se font jour aussi bien du côté de l'Europe que des États-Unis et du Japon. De même, les pays industrialisés s'appêtent à renoncer dans le cadre de l'OMC à leurs protections par rapport aux importations textiles en provenance du Sud, alors que selon l'accord «Multifibres» signé en 1974, ces barrières devraient avoir disparu depuis vingt ans.

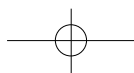
La protection de la propriété intellectuelle est un autre des objectifs majeurs de l'OMC. Des reproches sont adressés aux nouveaux industriels asiatiques ou latino-américains de ne pas protéger ou de mal respecter la propriété intellectuelle. Ils ne tiennent pas compte du caractère très tardif de cette protection en Europe, qui n'est intervenue en Suisse qu'en 1907, en Hollande qu'en 1912. Le Japon, avant d'exceller dans les technologies avancées, a, pendant longtemps, été qualifié de simple imitateur. Corée, Taïwan, Thaïlande, Chine procèdent de même. L'Égypte de Mohammed Ali et le Paraguay s'étaient engagés dans la même voie.

Tous les pays industriels ont procédé au départ par imitation et par tâtonnements successifs. Ce constat devrait favoriser l'ouverture des détenteurs de technologie à la négociation avec le Sud, en particulier lorsqu'il s'agit de la santé et de tous les besoins de base de la vie. Les pays développés, sous couvert de libre jeu des forces du marché, devraient décidément prendre

DÉVELOPPEMENT ET MONDIALISATION

garde à « ne pas tirer hypocritement l'échelle⁴⁰ » que gravissent avec beaucoup d'énergie et de difficultés les pays qui entreprennent de se développer. Car selon la formule de l'économiste Kaldor, « tous les pays qui décident de s'industrialiser et de se développer, doivent recourir à la protection ». On pourrait ajouter « doivent recourir à l'imitation et à l'emprunt ». Tous ceux qui disent autre chose sont malhonnêtes.

40. Selon l'expression de Ha Joon Chang, "Kicking away the ladder development strategy in historical perspectives", Anthem Press, Londres, juin 2002.



4. Le pire n'est pas toujours sûr

Le pessimisme des « experts »

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, le plan Marshall fut un succès, même si Staline s'opposa brutalement, en 1947, à la participation de la Tchécoslovaquie qui avait pourtant donné son accord. Le Plan marquait un heureux départ pour la reconstruction européenne qui va se poursuivre durant les « Trente Glorieuses ». Il augurait bien de la réussite des politiques d'assistance technique, d'aide et de coopération qui se mettaient en place en faveur des jeunes nations indépendantes.

L'euphorie sera d'assez courte durée. Plusieurs titres d'ouvrages sont révélateurs de cette évolution, en particulier *L'Afrique noire est mal partie*, de René Dumont ou *Le méchant Américain* de Tibor Mende, où s'expriment les premières déceptions. Des événements dramatiques jalonnent les années 1960, puis 1970 : déchirements de l'ancien Congo belge avec l'assassinat de Patrice Lumumba (1960), guerre du Biafra, province tentant de se séparer du Nigeria, sécession du Pakistan oriental devenu Bangladesh (1971), jusqu'au coup d'État au Chili contre Allende (1973).

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE !

1972 est l'année de parution de l'ouvrage du Club de Rome intitulé *Halte à la croissance*⁴¹. Il met systématiquement en question la croissance et le progrès. Cet ouvrage prend en compte cinq variables essentielles du système mondial (population, utilisation des ressources naturelles, capital industriel, production alimentaire, pollution) et montre que ces variables ne peuvent demeurer longtemps exponentielles sans se heurter aux limites d'un monde fini. Il annonce un effondrement inexorable et brutal du système mondial si des dispositions ne sont pas prises immédiatement pour ralentir, voire stopper cette croissance.

Il est vrai que quatre années après le choc créé par la publication de son rapport – vendu à 4 millions d'exemplaires – le Club de Rome revient sur ses pas en déclarant qu'il est en faveur de la croissance et qu'il a comme seul but « de tirer les gens de l'idée rassurante selon laquelle les tendances de la croissance actuelle pourraient continuer indéfiniment ». Cette correction de tir passe inaperçue car le rapport, en avivant la crainte de la dégradation des grands équilibres de la planète sous l'effet d'une croissance folle, a favorisé le retour d'un pessimisme très malthusien, nourri de croyances et de peurs pas toujours raisonnées, au risque de travestir la réalité des choses.

Déjà, dès les premières indépendances, des préjugés, souvent défavorables, s'étaient exprimés. On peut ainsi lire dans des revues américaines parues à la fin de la guerre de Corée, dans les années 1950, qu'il n'y a rien à attendre des Coréens qui ne sont même pas capables d'entretenir correctement les véhicules qu'on leur a donnés. Quant aux économistes américains, que le gouvernement coréen a interrogés en 1959 sur les possibilités de développement du pays, ils répondent qu'étant donné l'absence de ressources naturelles, la seule chose que la Corée peut envisager, c'est de produire en quantité limitée, des biens de consommation pour le marché intérieur et d'exporter un peu de riz. En Tunisie, au moment de l'accès du pays à l'autonomie interne en

41. Fayard, Paris, 1972.

LE PIRE N'EST PAS TOUJOURS SÛR

1955, le dernier responsable économique de la colonisation française conclut un ouvrage « testament » sur l'économie tunisienne par cette phrase : « La Tunisie, avec 30 000 ouvriers, est un pays surindustrialisé ; il est temps qu'il revienne à sa vocation qui est agricole⁴². » À propos du Japon, la myopie devient rétrospectivement cécité. Le Japon est en effet classé, en 1959, dans la catégorie des pays sous-développés « où les rations de protides sont insuffisantes, les consommations d'énergie et d'acier très faibles. Le Japon qui souffre de surpopulation, offre un cas d'évolution vers le sous-développement, [...] l'impasse dans laquelle ce pays est placé est particulièrement grave. L'exiguïté des ressources ne permet pas de faire face à l'accroissement de la population [...]. Le Japon peut être considéré comme un exemple rare de surpeuplement réel ou surpeuplement absolu⁴³ ».

De toute façon, selon certains « il n'y a pas de place dans l'économie mondiale pour de nouveaux Japon, ni même pour une nouvelle « bande des quatre », tellement est grande la vulnérabilité à laquelle s'exposent des pays fortement dépendants de l'accès aux marchés des pays industrialisés [...]. Il est irresponsable de projeter la performance passée des nouveaux pays industriels et des pays de l'Asean dans l'avenir et, plus encore, de les présenter comme un modèle à suivre par d'autres pays en développement⁴⁴ ». Étranges tentatives pour colmater les brèches, comme s'il s'agissait de se protéger contre une vague de fond menaçant d'emporter un précieux édifice de certitudes et de pessimisme, alors qu'aucune des catastrophes majeures annoncées depuis quarante ans (famine, pénurie d'énergie, explosion démographique) ne s'est produite.

42. Jean Vibert, *Tableau de l'économie tunisienne*, Éditions du Best, Tunis, 1955.

43. Yves Lacoste, *Les Pays sous-développés*, PUF, Coll. Que Sais-je ?, p. 89-90.

44. Ignacy Sachs, in *Les Politiques de développement et la crise des années 1980*, OCDE, sous la direction de L. Emmerij, p. 114.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE !

Ni famine généralisée...

C'était pourtant la première catastrophe prédite dans les années 1960. L'économiste américain, Lester Brown écrivait par exemple en 1965 : «Le problème de la nourriture qui émerge dans les pays en voie de développement est probablement le problème le plus insoluble que l'homme ait rencontré au cours des dernières décennies⁴⁵.» Un peu plus tard, en 1968, le biologiste Paul Erhlich déclarait de manière péremptoire : «La bataille pour nourrir l'humanité est perdue ; des centaines de millions de personnes vont mourir de faim⁴⁶.» Selon ces auteurs, on pouvait déjà rayer de la carte un certain nombre de pays, dont l'Inde et le Pakistan... Or, à la fin des années 1990, alors que depuis 1960, la population du monde avait doublé, chaque habitant de la planète disposait en moyenne d'une ration alimentaire de base supérieure de 23 % à ce qu'elle était 40 ans auparavant : la production agricole avait augmenté plus vite que la population.

À l'occasion du sommet de Rome de juin 2002, la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) publie un état statistique de la malnutrition dans le monde. Alors qu'en 1960, 50 % de la population des pays en voie de développement souffrait de malnutrition, ce pourcentage tombait à 20 % en l'an 2000, ce qui correspond tout de même à environ 750 millions de personnes. Au seuil du XXI^e siècle, le nombre des malnutris baisse vigoureusement en Asie du Sud Est et de l'Est (de 504 à 219 millions), mais augmente un peu en Asie du Sud (de 267 à 294 millions) ; il progresse fortement en Afrique, au Sud du Sahara (de 89 à 186 millions). Les baisses les plus fortes correspondent aux régions où sont réalisées des réformes agraires (Japon, Corée, Taïwan, Chine), où a été mise en œuvre la Révolution verte (les pays précédents auxquels il

45. Lester Brown, "Population growth, Food Needs and Production Problems", in *World Population and Food Supplies 1980*, ASA special publication, 1965. En 2004, Lester Brown, malgré la fausseté de ses prévisions, continue pourtant à sévir. Cf. *Alternatives économiques*, janvier 2004.

46. Paul. R. Erhlich, *The Population Bomb*, Ballantine Books, New York, 1968.

LE PIRE N'EST PAS TOUJOURS SÛR

faut ajouter l'Inde et l'Indonésie), où l'irrigation est pratiquée sur une grande échelle. En l'absence de semblables politiques, 4% des terres d'Afrique subsaharienne sont irriguées (1% en Afrique de l'Ouest) au lieu de 36% en Asie⁴⁷.

Le sommet de Rome souligne que la réduction globale du nombre de malnutris s'enraye. Il s'agit moins de « conséquence inexorable de la surpopulation », comme il y a quarante ans, que « de raisons politiques ». Sont incriminés: la faiblesse ou l'absence de politiques nationales, un libéralisme à sens unique qui laisse sans protection les marchés et les producteurs des pays en voie de développement, tout en subventionnant – et surprotégeant – les agricultures des États-Unis, de l'Union européenne et du Japon.

Il apparaît également que la faim et la famine sont moins un problème de production que de répartition du pouvoir d'achat. L'Inde, ce pays qui, selon Lester Brown, devait disparaître, croule sous les stocks de céréales. Ceux-ci s'élevaient en effet, en 2002 à plusieurs dizaines millions de tonnes, soit beaucoup plus que les quantités nécessaires pour répondre à une situation d'urgence nationale. Ces stocks accumulés restent hors de la portée des millions d'Indiens qui souffrent de la faim, faute de pouvoir d'achat. Ironie suprême, la gestion de ces stocks constitue un « fardeau économique » qui coûterait à l'économie nationale deux milliards d'US dollars par an⁴⁸.

Les discussions indiennes autour des stocks, des prix et de la libéralisation du marché sont à la fois rassurantes quant à la possibilité de produire et inquiétantes quant à la difficulté de répartir et de distribuer. Par ailleurs, meilleure nutrition et démocratisation vont de pair. Les exemples probants sont multiples. En Corée, le contraste est fort entre la famine nord-coréenne et l'abondance sud-coréenne. En République du Cap Vert, les famines se succèdent jusqu'à l'indépendance et à la gestion intelligente des nouveaux gouvernants. Et les principaux

47. Informations de la FAO, à l'occasion du sommet de Rome de juin 2002.

48. "The Problem of Plenty", *Far Eastern Economic Review*, 6 décembre 2001.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE !

pays où l'on souffre de la faim sont des pays en guerre ou secoués par la violence : Somalie, Burundi, Congo, Afghanistan, Érythrée, Haïti, Mozambique, etc. Ce sont moins les potentiels de la terre qui sont en jeu que les organisations que se donnent les populations... ou qui leur sont imposées.

... Ni pénurie d'énergie ni pénurie de matières premières...

En 1865, déjà, un économiste anglais, Jevons, prédit l'arrêt de toute l'industrie en Grande-Bretagne, bien avant la fin du siècle, par suite de l'épuisement des mines de charbon. Heureusement, la découverte de nouvelles réserves de charbon au Canada, en Afrique du Sud, en Asie, en Australie est plus rapide que la consommation qui tend à stagner et même à diminuer. De nouveau, cent ans plus tard, à la fin des années 1960, on annonce un proche épuisement du pétrole. Le même phénomène se répète : en 1999, les réserves prouvées de pétrole s'élèvent à 60 ans de consommation (et même 90 ans, selon certaines estimations) au lieu de 47 ans en 1973. Les réserves ont donc crû plus vite que la consommation⁴⁹... Le phénomène est identique pour les réserves de gaz naturel, sans compter les réserves encore inexploitées de schistes bitumineux.

Enfin, il n'est pas déraisonnable de penser que les énergies renouvelables (solaire, éolien, à base d'hydrogène), auront largement pris la place des combustibles fossiles bien avant leur épuisement, toujours reculé.

Quant aux autres matières premières : fer, cuivre, aluminium, etc., il est tout à fait improbable que leur rareté physique devienne un problème significatif au cours de ce siècle⁵⁰ ; ni

49. Un professeur de l'université de Princeton plaisantait à ce propos : « Depuis que je suis enfant, nous avons toujours été sur le point de manquer de pétrole », cité par l'Agence internationale de l'Énergie, OCDE, Paris.

50. Cf. Peace and Turner, *Economics of Natural Resources and the Environment*, Baltimore, John Hopkins University Press.

LE PIRE N'EST PAS TOUJOURS SÛR

pour le cuivre ni pour le fer ni, à plus forte raison, pour la silice dont est faite pour une grande part la croûte terrestre. D'ailleurs, depuis un siècle, les prix des vingt-quatre matières premières les plus vendues ont baissé d'un tiers, même si depuis 2003, ils augmentent sous l'effet de l'énorme demande de la Chine. Le prix du minerai de fer a fortement augmenté depuis 1999. Il avait gagné plus de 50% au début de 2005. Quant au prix du pétrole, il a atteint des sommets (55 US \$/baril) au printemps 2004. Il a oscillé autour de 40 US \$ à la fin de 2004. Il s'est à nouveau envolé à la fin de l'hiver 2004-2005, jusqu'à 57 US \$/baril ce qui, mesuré en prix constant, le situerait encore au-dessous du niveau atteint aussi bien en 1990 qu'en 1980. De toute façon, il y a des réserves de minerai de fer et de charbon pour plus de 200 ans; quant à la limitation des ressources en hydrocarbures, « elle ne constitue pas, d'après les spécialistes, une menace ». L'auteur de cette assertion, J.-M. Chevallier, affirme en effet, à l'appui de celle-ci, qu'il y avait en 1973 des réserves prouvées pour 30 ans et pour 47 ans en 2004⁵¹.

... Ni explosion démographique incontrôlable

La grande peur de la catastrophe démographique s'est apaisée. On utilise d'ailleurs de plus en plus rarement l'expression de « démographie galopante ». Les proclamations natalistes de Mao et de Boumediene appartiennent au passé, tandis que, les déclarations du commandant Cousteau⁵² en faveur d'une limitation optima de la population terrestre à 700 millions d'habitants semblent aujourd'hui d'un autre âge, absurdes même jusqu'à la monstruosité.

51. J.-M. Chevallier, *Les grandes batailles de l'énergie*, Folio Actuel, 2004-2005, p. 208.

52. Cité par Hervé Lebras dans *Les limites de la planète*, Flammarion, Paris, 1994, p. 16.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

En fait, sur la quasi-totalité de la planète, l'indice synthétique de fécondité, qui mesure le nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer, baisse. Si, en France, il a fallu 180 ans pour que ce taux soit divisé par trois en passant de 6 à 2, il a suffi de 15 ans en Chine pour obtenir le même résultat. Ce mouvement se développe également en Corée du Sud, à Taïwan, au Japon, en Thaïlande et en Indonésie, ainsi que, plus récemment au Maghreb, la Tunisie ayant franchi en 2000 le seuil de simple renouvellement de la population (2,1 enfants par femme)⁵³. On constate que le phénomène affecte indistinctement des populations de cultures et de religions différentes, chrétiennes, bouddhistes, musulmanes.

En Afrique subsaharienne même, le mouvement à la baisse est enclenché. Au Kenya, au Ghana, en Guinée, au Sénégal, au Cameroun, en dix ans, la fécondité a diminué d'un enfant par femme, parfois de deux, au point qu'on annonce la fin de l'exception africaine dans ce domaine. Un peu partout, au contraire, du Japon et de la Chine à l'Amérique latine, c'est le vieillissement de la population qui pose déjà, ou va poser problème, à plus ou moins long terme.

Les pessimistes ont fait une double erreur. Lorsque, dans un premier temps, la croissance rapide de la population est assurée par la réduction de la mortalité, on oublie qu'il s'agit d'une victoire sur la mort qui permet à des populations entières de prendre confiance et de se tourner vers l'avenir. Dans un deuxième temps, la réduction du taux de fécondité (et, en conséquence, du taux de croissance démographique), liée à la scolarisation des femmes et à l'amélioration de leur statut, allège les contraintes qui pèsent sur les coûts d'éducation et de mise au travail, tandis que l'allongement général de l'espérance de vie procure aux hommes et aux femmes un meilleur épanouissement.

53. Cf. J. Vallin « Fécondité, la Tunisie rejoint l'Europe » in *Jeune Afrique*, 20-27 mars 2000.

LE PIRE N'EST PAS TOUJOURS SÛR

D'après le Fonds des Nations unies pour la population, l'espérance de vie moyenne aurait progressé entre 1970 et 1997 au Nigeria, au Niger, au Cameroun, au Maroc, en Libye et en Tunisie, pour atteindre 70 ans. Elle aurait en revanche reculé dans plusieurs pays de l'Afrique au sud du Sahara: de 4 à 6 ans au Burundi, au Rwanda, en Ouganda, au Zimbabwe. Ces derniers pays ont en commun d'être touchés à la fois par la malnutrition et par le sida⁵⁴, dont la progression fulgurante est en train de menacer l'avenir de sociétés entières en Afrique centrale et en Afrique australe.

Le tiers-monde n'est pas dans l'impasse

L'affirmation selon laquelle le tiers-monde est dans l'impasse⁵⁵ se base sur deux croyances. La première est que la vague démographique noie littéralement tout progrès. La seconde que le fossé technologique, en s'élargissant entre le Nord et le Sud, interdit tout rattrapage. Or, la peur de la vague démographique a perdu aujourd'hui sa raison d'être et des exemples multiples mettent en lumière la réalité du rattrapage technologique en cours.

En Égypte, beaucoup pensaient qu'après la nationalisation du canal de Suez, en 1956, les Égyptiens seraient incapables de le faire fonctionner. Or, tout a fonctionné correctement, services, remorqueurs et entretien des infrastructures. La Tunisie était déclarée surindustrialisée avec 30 000 ouvriers en 1955, en 2000, avec 400 000 personnes dans l'industrie manufacturière; le pays est le plus industrialisé d'Afrique par rapport à sa population. L'Arabie Saoudite accomplit la prouesse d'exporter du blé, même si les ressources en eau utilisées sont problématiques (eau

54. L'espérance de vie a augmenté, on le sait, dans tous les pays industrialisés, ainsi que dans tous les pays en voie d'industrialisation: Corée, Taïwan, Thaïlande, Chili, Chine.

55. C'est le titre d'un ouvrage de Paul Bairoch, Gallimard, Paris, 1992.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE !

fossile ou bien eau de mer dessalée). En République de Corée, l'exportation de perruques cède la place à l'exportation d'aciers de qualité, de bateaux sophistiqués, d'automobiles et de composants électroniques. Le Brésil, ancien grand exportateur de café, vend en Europe et aux États-Unis des avions équipant les lignes régionales.

« D'ores et déjà, si l'on tient compte des motivations, des attitudes et de la formation, la compétence professionnelle de la main-d'œuvre de l'Asie de l'Est (de la Chine) semble très supérieure à celle d'une large fraction de la main-d'œuvre européenne; mais qui ose l'écrire⁵⁶? » Ces lignes, écrites en 1988, deviennent en ce début de siècle d'une actualité brûlante.

Vers un développement durable

Au-delà des barrières nutritionnelles, démographiques et technologiques, de nombreuses craintes continuent à s'exprimer aujourd'hui sur les graves menaces que ferait peser la croissance sur les grands équilibres de la planète. Après le Club de Rome en 1972, la préoccupation de développement durable⁵⁷ (*sustainable development* en anglais) est popularisée par le sommet de la Terre de Rio (1992) puis récemment (août 2002) par le sommet de Johannesburg.

Afin de faciliter les prises de conscience, des recherches sont en cours afin de calculer les prélèvements effectués par les activités productrices et consommatrices de nos sociétés ainsi que les déficits écologiques que ces activités induisent à l'échelle mondiale. On travaille ainsi à établir, au-delà du simple PIB et de l'indicateur de développement humain, des indicateurs

56. J. Lesourne, *Éducation et société. Les Défis de l'an 2000*, Éditions La Découverte-Le Monde de l'Éducation, Paris, 1988, p. 144.

57. Le développement durable correspond à un modèle de développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins (définition de la Commission mondiale pour l'environnement, 1987).

LE PIRE N'EST PAS TOUJOURS SÛR

« d'empreinte écologique » ainsi que des indicateurs de « progrès véritable » (IPV)⁵⁸.

La bonne santé de la planète serait en effet menacée par les conséquences néfastes d'une croissance trop mimétique par rapport à celles de l'Occident et du Japon. Pénurie d'eau, disparition des espèces vivantes, pollution, élargissement du trou de l'ozone, multiplication des déchets, effet de serre et transformation du climat interdiraient de compter sur le caractère durable de la croissance et du développement. Les tenants d'une écologie radicale, qui affirment la nécessité d'une croissance zéro vont jusqu'à prôner une décroissance qui seule permettrait de retrouver un mode de vie soutenable⁵⁹.

Dans un contexte où les controverses prennent parfois l'allure de guerres de religion, il est utile de revenir sur quelques questions particulièrement sensibles.

La question de l'eau

On redoute à travers le monde une pénurie d'eau. Plus d'un milliard d'hommes et de femmes n'ont pas d'accès direct à l'eau potable, tandis que 4 % seulement des terres agricoles africaines sont irriguées au lieu de près de 40 % en Asie. Alors que la construction de grands barrages est sévèrement contestée en Chine et en Inde en particulier, on peut s'interroger sur les conséquences d'un renoncement total aux grands ouvrages. Il est clair en tout cas que la lutte contre les gaspillages appelle une gestion plus rigoureuse tandis que des accords internationaux s'imposent pour une meilleure répartition des ressources communes à plusieurs États.

58. Jean Gadrey, Florence Jany-Catrice, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Éditions La Découverte, Paris, 2005.

59. Cf. l'ouvrage *Objectif décroissance*, sous la coordination de Michel Bernard, Vincent Cheynet, Bruno Clémentin, Éditions Silence, Lyon, 2003.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

La question de la faim

Même si la production de l'agriculture a globalement dépassé la croissance démographique, elle reste très inégalement répartie. Cela explique en partie le caractère encore massif de la faim et de la malnutrition, en particulier en Afrique. La faim est d'abord un problème politique et social. La faim pose également la question de rendement des cultures de base. Depuis une trentaine d'années, la Révolution verte, en introduisant de nouvelles variétés et de nouvelles méthodes, notamment dans la riziculture asiatique, a apporté une réponse. Elle a contribué à sauver de la famine une grande partie de l'Asie : en Inde, Chine, Pakistan, Indonésie, Vietnam, Corée, Taïwan, etc., ce qui représente quelques 50 % de la population de la planète.

La question des OGM

Comme la Révolution verte, les organismes génétiquement modifiés (semences OGM), en offrant une meilleure résistance aux ennemis et aux maladies des cultures (maïs, soja, riz) sont suspectés, en particulier en Europe et en France, de nuire à la santé humaine. Il est donc urgent de parvenir à des conclusions scientifiques sur leur caractère nocif ou non. En France, les académies des sciences et de médecine sont favorables à une introduction « prudente et raisonnée » des plantes transgéniques, car « les avantages escomptés l'emportent sur les risques éventuels : réduction de l'usage des pesticides et des insecticides, amélioration de la qualité des aliments, etc. ». En Europe, la levée du moratoire sur les OGM semble proche et les Verts allemands se rallient à un projet autorisant les OGM tandis que le président brésilien a provisoirement légalisé la production de soja génétiquement modifié (janvier 2004). De toute façon, la progression de l'utilisation d'OGM est rapide : de 10 à 15 % par an au lieu de 3 à 4 % pour les semences traditionnelles. Les OGM intéressent déjà plus de 60 millions d'hectares dans le monde en 2003,

LE PIRE N'EST PAS TOUJOURS SÛR

année au cours de laquelle la Chine a procédé aux premières récoltes de riz à partir de semences OGM.

La question de la biodiversité

Des chiffres circulent, plus ou moins étayés, sur le nombre d'espèces végétales ou animales qui disparaissent chaque année. On notera à ce propos que des disparitions d'espèces se sont produites de façon constante au cours des temps et que certaines époques ont été le théâtre d'extinctions massives d'êtres vivants. Celle des dinosaures a été spectaculaire d'autant plus que 50% des espèces vivant à cette époque ont également disparu, pour des raisons encore inconnues. Au cours des derniers siècles, l'humanité active est devenue une des causes de ces disparitions. La survie de certaines espèces essentielles pour l'homme est aujourd'hui à coup sûr, menacée. C'est le cas de la ressource halieutique.

Les prises en mer plafonnent depuis plusieurs années malgré des techniques de plus en plus perfectionnées. Certaines espèces pêchées en excès (comme les morues) risquent de disparaître si des mesures drastiques de réglementation ne sont pas prises. Les accords sont d'autant moins facilement négociables que, pour être efficaces, ces mesures devront être mondiales, d'une rive à l'autre de l'Atlantique, de la Méditerranée à l'océan Pacifique.

Les hommes considèrent qu'ils peuvent raisonnablement utiliser les bienfaits de la nature : encore faut-il qu'ils apprennent à connaître et à respecter ses lois pour qu'elle continue à leur prodiguer ses richesses.

Un développement durable

Depuis une quinzaine d'années se manifeste une prise de conscience croissante des atteintes subies par notre environnement : pluies acides, trou de l'ozone, effet de serre, réchauffement climatique, fonte des glaciers et montée du niveau des mers. Des hypothèses inquiétantes sont avancées, issues de modèles complexes et délicats à manier. Les médias retiennent

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

souvent les hypothèses les plus pessimistes, sans avoir de certitudes sur l'enchaînement des phénomènes, sur les causes d'El Niño par exemple.

Avec le thème du réchauffement de la planète provoqué par les activités humaines, n'est-ce pas la grande anxiété millénariste qui resurgit ? En réalité, la planète a connu un « petit âge glaciaire » entre 1550 et 1850, alors qu'en l'an 1000 le Groenland était une terre verte (Greenland) dépourvue de glace sur ses côtes et colonisée par les Vikings, tandis qu'un léger refroidissement relevé entre 1955 et 1975 faisait craindre un retour des glaces⁶⁰.

Environnement : quelques dates

- 1972 Première conférence des Nations unies sur l'environnement.
- 1987 Rapport Brundland: utilise pour la première fois l'expression « développement durable ».
- 1992 Sommet de Rio sur l'environnement et le développement. Agenda 21.
- 1997 Conférence de Kyoto.
- 2000 Sommet du Millenium.
- 2002 Sommet sur le développement durable, Johannesburg.

Il arrive en effet, que spécialistes et médias induisent l'opinion en erreur : à la fin des années 1970 et au début des années 1980, on a dénoncé les pluies acides qui, sous l'effet du dioxyde de soufre dégagé par les usines, tuaient les forêts. On a pris des mesures contre la pollution soufrée. Cinq ans plus tard, la thèse dominante change ; après les pluies acides, on incrimine l'action nécosante de l'ozone produite par la réaction entre rayonnement solaire et pollution automobile. D'où la décision européenne d'imposer le pot catalytique. À peine cette décision

60. M. Godet, *Le Choc de 2006*, Éditions Odile Jacob, Paris, 2003.

LE PIRE N'EST PAS TOUJOURS SÛR

prise, les experts reconnaissent l'impensable : les forêts allaient soudain beaucoup mieux, beaucoup mieux que dans les décennies précédentes. Deux erreurs collectives ?

De toute façon, l'opinion publique prend conscience de l'importance de l'environnement. Elle est favorable à la prise de mesures destinées à sauvegarder les grands équilibres de la planète.

Dès 1986, la convention de Montréal a interdit la production des CFC (produits réfrigérants chlorofluorés) considérés comme responsables du trou de l'ozone stratosphérique. Le sommet de Rio en 1992, puis la conférence de Kyoto en 1997, ont pris des décisions concernant la réduction des émissions de gaz carbonique (CO₂) responsables de l'effet de serre et du réchauffement de la planète.

La conférence de Kyoto a montré que les objectifs définis à Rio étaient loin d'être atteints, alors que les engagements pris n'avaient pas encore été ratifiés par plusieurs pays dont les États-Unis, le plus important émetteur de CO₂ pollueur... Par ailleurs, un rapport de l'Agence internationale de l'énergie de septembre 2002 évoquant les perspectives de consommation à l'horizon 2030, n'incite pas à l'optimisme. Il table en effet sur une croissance de la production mondiale d'électricité de 70% en moyenne d'ici 2030 (dont 133% pour les pays en développement), le pétrole, le gaz et le charbon assurant 90% de la demande nouvelle. La part des énergies renouvelables passerait de 1,6 à 4,4% et celle du nucléaire de 17 à 9%... L'inertie des systèmes en place est en effet très pesante. Toutefois, des signes de changement des mentalités et des perspectives sont aujourd'hui perceptibles :

– Depuis plusieurs années dans de nombreux pays, la quantité d'énergie nécessaire pour produire une unité de richesse supplémentaire est en baisse régulière ; tandis que le taux de consommation spécifique de l'acier baisse régulièrement de 2% par an, la constatation est la même dans l'utilisation d'autres matières premières. On construit des moteurs moins gourmands

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

en carburant et plus propres, des appareils électroménagers économes en énergie électrique. On pratique le tri sélectif et le recyclage des déchets industriels et ménagers. On se soucie du gaspillage des richesses et de la protection de l'environnement.

– Les grandes sociétés pétrolières elles-mêmes se situent aujourd'hui dans une perspective de transition vers l'après pétrole. British Petroleum devient aujourd'hui Beyond Petroleum. Cela fait partie d'une stratégie habile de marketing, mais c'est aussi probablement le signe d'une évolution plus profonde des mentalités et des comportements y compris dans le monde de l'entreprise : entre 1990 et 2000, la société cimentière Lafarge, comme la société sidérurgique Arcelor, etc., ont réduit de manière drastique leurs émissions de CO₂. La construction d'un développement plus propre est en cours. Cela doit être souligné car en Europe, ou ailleurs, le spectre des catastrophes ne sert à rien alors qu'une croissance annuelle de 1 % est déjà considérée comme difficilement supportable. Plutôt que de faire peur en évoquant une croissance zéro, il est préférable d'ouvrir de nouvelles voies et de donner envie de les suivre. La Chine, un des pays les plus concernés avec d'autres pays du Sud, entend fournir rapidement de l'énergie à sa population. Une Africaine, auteur d'un petit livre provocateur, s'interroge précisément à ce propos : « Si le développement durable doit être un puissant concept pour le changement en Afrique, alors il doit incorporer au moins deux éléments, l'histoire réelle des Africains aussi bien que leurs aspirations à des conditions de vie moins précaires, c'est-à-dire avant tout la suppression de la faim et de la pauvreté⁶¹. »

Mais l'immense Chine elle-même est en train de prendre conscience de la nécessité d'agir pour sauvegarder l'environnement. Pour la première fois en 1998, le gouvernement chinois a dépensé 1 % du produit intérieur brut pour la sauvegarde de

61. Axelle Kabou, *Et si l'Afrique refusait le développement*, Éditions L'Harmattan, Paris, 1991.

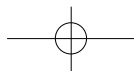
LE PIRE N'EST PAS TOUJOURS SÛR

l'environnement; il a également accepté l'aide d'organisations étrangères (WWF) à cet effet et il prend des mesures intéressantes pour les forêts, les lacs, le traitement des déchets et effluents industriels: de modestes commencements mais qui touchent un immense pays, c'est-à-dire 20% de la population de la planète.

L'évolution des pays les plus avancés fait apparaître, de manière plus générale, un déplacement de la demande des biens industriels vers les produits de la santé, de la formation, de l'éducation et de la culture, «vers un modèle "anthropogénérique" fondé sur la mobilisation des ressources et des savoirs, autour de la production de l'homme pour l'homme [...]». «Après le "modèle japonais" des années 1980, la "nouvelle économie" et son mythe mobilisateur (la Silicon Valley) des années 1990, s'achemine-t-on vers une ouverture au monde des biotechnologies et des applications des sciences de l'homme dans les années 2000⁶²?»

Il ne s'agit pas seulement d'un slogan, la construction d'un développement durable est en cours sur la planète. Mais au fait, existe-t-il un développement qui ne soit pas durable?

62. Cf. Robert Boyer, *La Croissance, début de siècle*, Éditions Albin Michel, Paris, 2002.



5. Droits, démocratie et développement

Un des thèmes inscrits au programme du Forum social mondial de Porto Alegre de février 2002 – « Repenser l'économie du développement » – posait la question de savoir comment satisfaire les besoins de base de centaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants en nourriture, soins... Comment satisfaire également les besoins immatériels d'éducation, de culture, de liberté d'expression, de participation à l'organisation de sociétés démocratiques ? Cela conduit à s'interroger sur les relations qui s'établissent entre libertés formelles et droits réels, d'une part, entre démocratie et développement, d'autre part.

Libertés formelles et droits réels

L'Occident a cheminé lentement depuis l'octroi de libertés formelles (la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, puis les communes en France, la *Magna Carta* en Angleterre), jusqu'à la reconnaissance de droits réels : salaire, conditions de travail, logement, éducation, participation de tous à la chose publique.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE !

On se soucierait sans doute moins de ceux qui ont faim à travers le monde si les peuples colonisés n'avaient pas imposé la reconnaissance de leurs indépendances, parfois qualifiées de formelles, souvent arrachées de haute lutte. La famine qui a sévi aux îles du Cap-Vert en 1946, passe inaperçue, malgré les 10 000 morts : le Cap-Vert était encore à cette date une colonie. Ce serait intolérable aujourd'hui, le Cap-Vert étant devenu une république indépendante reconnue par les pays du monde entier. La Tunisie et le Maroc, grâce à leur statut de protectorats, ont réussi à sauvegarder leur structure d'État national et la maîtrise de leur langue nationale, l'arabe, alors que l'Algérie, colonisée et départementalisée, se débat encore avec cette langue, enseignée pendant cent trente ans comme une langue étrangère. La reconnaissance des libertés formelles constitue ainsi une étape nécessaire vers la jouissance de droits réels.

Il a fallu deux siècles pour passer de la Déclaration des droits de l'Homme de 1789 à des sociétés où les vies humaines ont un prix non négligeable. Il faut se rappeler également que le premier modèle historique de société démocratique est celui de l'Athènes du ^{ve} siècle avant Jésus-Christ : une société d'hommes libres certes, mais vivant de l'exploitation d'une masse d'esclaves. Plus de vingt siècles se sont écoulés avant que l'humanité abolisse l'esclavage. De ce point de vue, la proclamation de 1789 a tardé à se traduire dans les faits : 1848 en France, les années 1860 aux États-Unis, les années 1880 au Brésil. Et pourtant l'esclavage, ou un quasi-esclavage, demeure un problème d'actualité dans un certain nombre de sociétés africaines ou asiatiques. Ici et là, la vente d'enfants dans des milieux de très grande pauvreté alimente un véritable marché du travail d'esclaves.

Démocratie et développement

C'est dans ce contexte plein de contradictions que se pose la question des relations entre démocratie et développement.

Selon le rapport du Pnud sur le développement humain, depuis 1980, 81 pays ont franchi des étapes significatives vers la démocratie, 33 régimes militaires ayant été remplacés par des gouvernements civils. Certaines démocraties ont disparu; d'autres sont semi-autoritaires; plus de 60% de la population mondiale disposerait d'une presse « totalement ou partiellement libre ». Peut-être pourra-t-on estimer que cet optimisme est problématique. Il n'empêche que l'évolution générale est positive.

De toute façon, à la question des priorités à définir entre développement, d'une part, et démocratie, d'autre part, la réponse n'est pas assurée. À ce propos, on énoncera d'abord plusieurs remarques.

– Il n'y a ni développement ni démocratie possibles sous des régimes répressifs et sanguinaires tels que la Guinée de Sékou Touré ou la Corée du Nord de la famille Kim.

– Des risques graves pèsent tant sur la démocratie que sur le développement dans des États dégradés et déliquescents tels que la Somalie, la Sierra Leone, la République démocratique du Congo, etc.

– Une démocratie parlementaire n'est pas forcément le gage de la croissance ni de l'épanouissement social: c'est le cas des Philippines où la démocratie, plombée par l'absence de réforme agraire, est aux prises avec l'immense misère paysanne et ses conséquences de révolte et de sécession.

– En revanche, on a assisté en Europe, en Grèce, en Espagne, au Portugal à la transformation de régimes dictatoriaux et répressifs en régimes démocratiques sous une poussée populaire, soutenue par un essor économique réel.

– Suivant les pays et les continents, on repère des chemine-
ments divers entre les deux termes de la question.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

Singapour, avec ses quatre millions d'habitants, est une ville-État prospère, jouissant d'un niveau de vie européen dans le cadre d'une « démocratie musclée » où aisance économique va de pair avec liberté politique limitée et très progressivement élargie.

La République de Corée (Corée du Sud) qui compte 45 millions d'habitants, est en train de sortir d'un régime dictatorial et répressif, mais économiquement « développeur ». La dictature militaire coréenne a en effet mis en œuvre depuis 1961 un grand dessein national de :

- développement de l'industrie;
- promotion de l'agriculture sur la base d'une réforme agraire exemplaire;
- protection du marché interne en même temps que développement des exportations;
- généralisation de l'enseignement primaire avant de passer (rapidement) au secondaire, au supérieur et à la recherche;
- ouverture très limitée (quoi qu'on ait raconté à ce sujet) aux investissements directs étrangers;
- utilisation massive et très contrôlée de l'emprunt extérieur et répression sévère de toute fuite de capital à l'étranger;
- projection permanente dans le long terme et ajustement sur le court terme avec la volonté de relever les défis (en particulier du voisin japonais détesté autant qu'admiré).

C'est un régime où la contrainte n'a pas exclu la mobilisation des ressources naturelles et humaines. Cela a permis la constitution d'une classe moyenne éduquée qui a fini par se rallier à l'opposition étudiante pour exiger le desserrement du carcan politique. En 1987, le régime a dû transiger et annoncer des élections libres qui se sont déroulées en 1988. À partir de quoi, les choses ont avancé peu à peu. Qu'il s'agisse de liberté d'expression (presse, télévision), de liberté de circulation et de sortie du territoire, de promotion des femmes (lois sur la famille), avant

DROITS, DÉMOCRATIE ET DÉVELOPPEMENT

de s'attaquer au démantèlement des grands groupes devenus de nouveaux féodaux. Pour autant, la société coréenne n'a rien perdu de sa cohérence ni de son dynamisme : en témoigne son étonnant rebondissement après la crise financière de 1997-1998. Le même processus de transition est en cours à Taïwan depuis le milieu des années 1980, dans un contexte alourdi par la pression de la Chine...

La Chine, précisément, compte 1 300 millions d'habitants, c'est-à-dire 20 fois la population française. Les presque trente années de réformes économiques qui se sont écoulées depuis 1978 se révèlent un succès même si leurs effets s'étendent inégalement sur l'ensemble du territoire et de la population. Des espaces économiques ont été concédés (faut-il parler d'espaces de liberté ?) à travers le déclin des entreprises d'État et la disparition des communes populaires au profit d'entreprises collectives et individuelles : les chefs d'entreprises – des capitalistes – font désormais partie des « forces vives de la nation ».

On assiste par ailleurs à une timide émergence du droit, en particulier du droit des affaires ; à l'évolution positive de la condition féminine, tandis que des élections locales se déroulent, même si le contrôle des cadres locaux du Parti n'a pas disparu. La réforme politique, attendue, espérée, est devenue le sujet central des débats. Un premier mouvement de contestation, essentiellement étudiant, s'est brisé sur les chars de la place Tien An Men.

On a fondé récemment des espoirs sur la nouvelle équipe de dirigeants de Hu Jin Tao. La gestion de l'épidémie de SRAS a semblé donner un signe positif en ce sens. Il faut, en outre, tenir compte de l'ouverture universitaire à des disciplines longtemps suspectées ou interdites – sociologie, psychologie ainsi que psychanalyse – mais également de la tenue de séminaires publics sur le confucianisme, sur l'influence des jésuites à la cour impériale au XVII^e jusqu'à un colloque Teilhard de Chardin autorisé à Beijing en octobre 2003.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

Cette accumulation d'événements est significative d'une évolution des idées et des mentalités susceptible de donner consistance à une aspiration qui grandit en faveur d'une pratique plus aérée et plus libre de la vie sociale et politique. Cela dépasse désormais largement le cadre d'une opposition étudiante aussi mordante soit-elle.

L'Inde, quant à elle, compte plus d'un milliard d'habitants. C'est la démocratie la plus peuplée au monde. Des élections libres y sont organisées depuis 55 ans. On y pratique l'alternance : après le Congrès, le Janata a conquis le pouvoir fédéral. Une femme, Indira Ghandi, a été Premier ministre; une autre femme – qui plus est, une étrangère naturalisée – est à la tête du parti du Congrès qui vient de gagner les élections de 2004; une femme de la caste des intouchables a été Premier ministre du plus grand État indien, l'Uttar Pradesh.

L'Inde a connu une croissance économique deux fois moins rapide que la Chine; la pauvreté y est largement répandue. Mais ce pays, promis dans les années 1960 (Worldwatch Institute, Ehrlich) à disparaître pour cause de famine généralisée, a réussi à redresser son agriculture au point que ses stocks de céréales sont devenus un lourd fardeau financier, ce qui d'ailleurs n'empêche pas des millions d'Indiens de vivre dans le dénuement. Car les contradictions foisonnent : la liberté d'opinion et de presse coexiste avec les inégalités sociales; la mise en œuvre du droit avec les intolérances sociales et religieuses. L'Inde pose ainsi une question : une croissance économique plus lente que la croissance chinoise est-elle le prix à payer d'un système démocratique ou bien au contraire est-elle la rançon de libertés démocratiques encore trop parcellaires?... Mais le rythme de croissance de l'Inde est en train de s'accélérer. On n'oubliera pas toutefois que la population de l'Inde est plus nombreuse que celle de toute l'Afrique réunie et deux fois plus nombreuse que celle de la population de l'Amérique latine, du Mexique au Chili.

Les évolutions du Maghreb

La Tunisie est le pays du Maghreb qui dispose de la classe moyenne la plus étoffée; c'est également le pays le plus industrialisé d'Afrique. Sous l'autorité de Bourguiba, la Tunisie a bénéficié dès 1956 d'un statut de la femme avancé: c'est le seul pays arabe où la polygamie et la répudiation sont interdites et où la baisse de la fécondité – environ deux enfants par femme en âge de procréer – est passé au-dessous du taux de reproduction simple de la population.

L'indépendance tunisienne a été acquise sous la poussée conjointe du mouvement des forces politiques (néo-Destour) et syndicales (UGTT). L'UGTT a joué un rôle décisif afin de donner consistance à un processus de planification pour la transformation économique et sociale. Le premier projet national de développement à long terme de la nation pour la période 1961-1971 a été diffusé en arabe et en français à des milliers d'exemplaires dans toutes les villes et tous les villages du pays. J'ai pu constater à l'époque jusqu'au grand Sud que l'on savait partout ce qu'était le plan (le Tazmin) et ce qu'il représentait pour l'avenir de la vie quotidienne de chacun. C'était l'époque des tabliers bleus et roses des nouveaux petits écoliers se répandant à travers les campagnes, ainsi que celle de l'éradication du trachome grâce à une pommade mise en vente pour une somme dérisoire dans toutes les épiceries du pays.

Il n'y a jamais eu pareil foisonnement et mobilisation populaire au Maghreb, pas même en Algérie, au moment de la nationalisation du pétrole (1971). Tout cela rend frustrant et amer le déficit démocratique qui s'est creusé au fil des ans au regard des avancées économiques qui se sont poursuivies: accès à l'éducation, aux soins, à l'eau potable, au logement, aux instruments de communication, etc. C'est un ancien ministre de Bourguiba, M. Sayah qui regrette: «Nos générations ont réussi quelques réformes, mais elles ont calé sur celles qui auraient permis une

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

avancée réelle dans le sens de la démocratie⁶³. » Plus généralement, au Maghreb, on constate que l'ouverture à la démocratie se heurte à la montée du fondamentalisme islamique. Ce fut spectaculaire en Algérie au moment de la percée électorale du FIS et de l'annulation des élections qui suivit au début des années 1990.

Les choses évoluent au Maroc où le statut de la femme (la « Moudawana ») vient d'être partiellement transformé grâce à la décision du roi, approuvée à l'unanimité par le Parlement. Les choses évoluent également en Algérie, où la modification du code de la famille de 1984 est à l'ordre du jour. Il n'est question malheureusement ni de supprimer la polygamie ni de donner aux femmes l'égalité des droits à l'héritage. Le pouvoir doit tenir compte du poids des partis islamiques et de l'opinion qu'ils représentent. En Tunisie même, où un statut très libéral de la femme a été mis en œuvre dès 1956, le fondamentalisme demeure un risque: c'est en tout cas la raison avancée pour brider l'expression démocratique.

En Afrique, au sud du Sahara

Le temps n'est pas loin où Mobutu, l'ancien chef de l'État zaïrois affirmait: « La démocratie n'est pas faite pour l'Afrique. » Depuis le début des années 1980, le panorama africain a bien changé.

L'Afrique du Sud s'est débarrassée du régime de l'apartheid; en Éthiopie, le dictateur sanguinaire Mengistu a dû fuir. Au Bénin, le dictateur Kérékou a dû céder la place pour revenir d'ailleurs au bout de quelques années avec un mandat présidentiel démocratique. Plus récemment, le Sénégal et le Mali ont réussi une alternance démocratique pacifique caractérisée, semble-t-il, par une participation populaire active à l'amélioration de la production agricole vivrière ainsi qu'à la défense du

63. *Jeune Afrique/L'Intelligent* du 15 au 21 février 2004.

coton africain dans la négociation internationale engagée dans le cadre de l'OMC.

La diversité de ces expériences nationales suggère plusieurs réflexions. La première concerne les relations entre démocratie et dictature. Selon le professeur Duverger⁶⁴, « il faut réviser des notions trop sommaires issues d'une vue trop juridique des problèmes; une dictature peut constituer le prélude de la démocratie et le chemin qui conduit progressivement à la liberté. Si Atatürk n'avait pas conquis le pouvoir par la force militaire en 1923 et maintenu pendant 25 ans un régime de parti unique (non totalitaire), la Turquie d'aujourd'hui ne serait pas le seul État du Moyen-Orient où la démocratie eût une consistance réelle ».

La deuxième réflexion porte sur l'intérêt et les limites des processus locaux de démocratie et de développement... On constate en effet en Afrique subsaharienne de nombreuses initiatives d'organisations paysannes (productions maraîchères de pommes de terre en Guinée, de tomates au Sénégal, etc.). Malheureusement, de telles entreprises se heurtent souvent au délabrement des infrastructures, à l'absence de protection aux frontières, à la défaillance de l'organisation des marchés, à la corruption, c'est-à-dire à la faiblesse quand ce n'est pas à la déliquescence de l'État national.

Enfin, la « démocratie locale » contient en germe certains risques de régression – vers le fondamentalisme par exemple – qu'est susceptible d'entraîner l'extension du pouvoir au sein d'un « microterritoire ». La pression locale de la tradition peut en effet conduire en pays musulman à l'adoption de la *Charia*, impliquant la lapidation des adultères (en fait uniquement celui des femmes), comme cela se passe dans plusieurs États du Nord de la Fédération du Nigeria, en contradiction avec la législation

⁶⁴ *Le Monde* du 6 août 1952.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

laïque de l'État central. On peut se demander si en Tunisie cela ne risquerait pas de donner le même résultat, à en juger par la pratique qui s'est imposée, sous la pression sociale, dans le cas du mariage des femmes tunisiennes musulmanes avec des non-Musulmans. Ce mariage est, selon la loi, parfaitement licite ; or, il est de fait pratiquement impossible sans adhésion officielle de l'homme à la foi musulmane. Il faut en effet se méfier : une mécanique démocratique greffée sur une culture populaire archaïque risque de conduire à l'obscurantisme politique. Tout récemment, le Parlement jordanien, peuplé de députés fondamentalistes, a rejeté un projet de loi proposé par le pouvoir royal permettant la demande du divorce par les femmes et instaurant la répression des « crimes d'honneur ».

Promouvoir la démocratie locale va ainsi de pair avec le développement, à condition d'intégrer une capacité centrale (nationale) de diffusion des systèmes de santé et d'éducation, de construction des infrastructures, d'encadrement et de protection des marchés ; à condition que cela ne constitue pas la porte ouverte aux remontées les plus rétrogrades de la tradition ; à condition enfin que le droit réel à exister et à participer aux affaires soit reconnu aussi bien aux femmes qu'aux hommes.

Le rôle des femmes

Cela ne va pas sans contradictions. En Algérie, par exemple, la liberté de la presse traduit une avancée démocratique. Mais, rémanence de la société archaïque, les femmes sont maintenues sous le joug du statut de la famille de 1984, qui consacre polygamie et répudiation. En Tunisie, le statut de la femme de 1956, qui interdit ces deux pratiques, est le seul statut réellement moderne de la femme dans le monde arabe : les femmes aux commandes des Boeing de Tunis Air ont succédé aux tisseuses de tapis de Kairouan, même si la liberté de presse et la liberté d'expression restent problématiques. La Tunisie est-elle pour autant moins démocratique que l'Algérie ? Rien n'est moins sûr. Comment les femmes d'Alger auraient-elles pu supporter, pen-

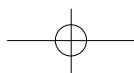
DROITS, DÉMOCRATIE ET DÉVELOPPEMENT

dant 25 ans, de n'avoir de l'eau au robinet que toutes les trois ou quatre nuits, si elles avaient le droit effectif d'être reconnues et entendues, comme cela est la règle dans un pays démocratique ? De nombreux exemples illustrent le rôle important joué par les femmes dans le processus de développement.

Au Japon, dans les premières années de l'ère du Meiji, ce sont de jeunes femmes, filles d'anciens samourais, qui ont permis aux nouvelles fabriques de soie d'entrer en production. Dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, ce sont les femmes qui assurent la production vivrière⁶⁵, alors que les hommes ne s'occupent que des seules cultures de rente. Au Sénégal et dans les pays du golfe de Guinée, les femmes tiennent les marchés et les circuits de distribution. Elles peuplent également les zones franches de Maurice et de Madagascar. En Corée du Sud, les femmes ont donné 100 tonnes de bijoux en or, afin de contribuer à résoudre la crise financière de 1997-1998.

Lorsque leur statut bride les femmes et les réduit à la soumission, c'est la société tout entière qui se prive d'initiatives fructueuses dans tous les domaines et stérilise de ce fait un grand potentiel de développement. La situation de la femme dans une société fournit donc une bonne indication de son avancée vers la démocratie et le développement.

65. Le manioc, au Congo, dont la culture et la transformation exigent d'une femme jusqu'à 2000 heures de travail par an.



6. Le développement : un nécessaire ajustement

Depuis plus de vingt ans, il est question d'ajustement et précisement d'ajustement structurel. Il s'agit de mesures d'austérité imposées aux pays les plus endettés de la planète par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale en contrepartie de leur soutien financier.

Aujourd'hui, c'est à un ajustement beaucoup plus systématique auquel on aspire au Sud comme au Nord, à la recherche de relations plus justes et moins inégales qui s'enracinent dans la lutte contre la faim, la maladie et la pauvreté; dans la conception d'organisations internationales et nationales plus représentatives et plus démocratiques; dans la construction d'échanges et d'équilibres économiques plus harmonieux. Ces aspirations tentent de trouver des expressions collectives à travers les forums de Porto Alegre, Saint-Denis, Mumbai. Elles fondent, depuis quelques années, les initiatives prises dans plusieurs domaines: les actions « d'ingérence humanitaire » (l'expression a été vulgarisée par Bernard Kouchner) menées pour faire face, par delà les frontières nationales, aux urgences nées de la

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

famine, d'épidémies ou d'effondrements sociopolitiques⁶⁶; l'exigence de justice qui se fait jour après les drames du Rwanda et de Yougoslavie débouche sur la création d'un tribunal pénal international; enfin, les Nations unies ont été autorisées à mobiliser massivement et à entretenir des forces de rétablissement et de maintien de la paix en Sierra Leone, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, etc.

Il apparaît de plus en plus clairement que les peuples du Sud ne sont plus seulement des pauvres à secourir, mais qu'ils sont des acteurs devenus majeurs qui prétendent faire leur place au soleil et avoir, eux aussi, leur mot à dire dans les affaires du monde.

La réforme du système des Nations unies

Évoquée depuis le début des années 1970, cette réforme est devenue urgente. Lors de la création de l'ONU en 1945, les pays dits « en développement » n'étaient représentés que par 21 pays latino-américains et par quelques rares pays africains (Éthiopie) et asiatiques (Thaïlande et Chine). En 2004, les choses ont bien changé, l'ONU compte près de 200 membres, ce qui modifie complètement l'équilibre correspondant à une situation dépassée. La contestation porte d'abord sur le cœur du système: le Conseil de sécurité et le droit de veto de ses cinq membres permanents, qui écartent du pouvoir de décision les représentants de l'Inde, du Brésil, de l'Indonésie comme de l'Allemagne et du Japon. Les critiques les plus acerbes visent le groupe de la Banque mondiale, qui comprend la Banque elle-même et le Fonds monétaire international. Elles se sont faites plus vives depuis la crise de la dette de 1982, avec la mise en œuvre des

66. Dans ce contexte, le Fonds d'aide d'urgence de l'Union européenne est passé de 114 millions d'euros en 1990 à 820 millions en 1999.

LE DÉVELOPPEMENT : UN NÉCESSAIRE AJUSTEMENT

plans d'ajustement structurel puis de la crise financière asiatique de 1997-1998.

La Banque mondiale, plus souple, a nuancé ses analyses de l'architecture économique internationale et des dynamismes nationaux, en faisant place au marché, mais aussi à un rôle actif des États. Le Fonds monétaire international demeure en première ligne, en butte aux critiques virulentes de sa gestion des crises, notamment mexicaine, asiatique et argentine. « Le FMI fait plus de mal que de bien », affirmait Henry Kissinger⁶⁷, tandis que l'ancien numéro deux de la Banque, Joseph Stiglitz publie un véritable pamphlet intitulé *La Grande Désillusion*. Alors que selon les pères fondateurs, dont Keynes, le FMI a vocation à assurer l'expansion économique, en garantissant la fourniture de liquidités suffisantes, il est devenu à la suite des plans d'ajustement structurel et des accords passés avec les pays insolubles, synonyme d'austérité et d'appauvrissement: « Aujourd'hui, la mondialisation, ça ne marche pas. Ça ne marche pas pour les pauvres du monde. Ça ne marche pas pour l'environnement. Ça ne marche pas pour la stabilisation de l'économie mondiale. Le problème, ce n'est pas la mondialisation, c'est la façon dont elle est gérée, en particulier par les organisations internationales, FMI, Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce⁶⁸. »

Stiglitz reproche au FMI de témoigner, de l'Argentine à la Russie, d'un véritable fanatisme du marché. L'ancien numéro deux de la Banque mondiale admet toutefois que les pays concernés sont souvent complices dans la mesure où, notamment en période de crise, les chefs de gouvernement aiment sentir que quelqu'un prend les choses en main. C'est le rôle que le FMI a joué jusqu'à maintenant: aujourd'hui, le problème est précisément de mettre le pays sur le siège du conducteur.

Au sein du FMI et de la Banque mondiale, majorité, pouvoir de blocage et de décision appartiennent aux cinq pays dont la

67. Dans *Le Monde* du 15 octobre 2002.

68. Joseph E. Stiglitz, *La Grande Désillusion*, Fayard, Paris, 2002.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

contribution financière au capital est la plus importante. Aucune décision importante ne peut s'y prendre sans l'aval des États-Unis.

Si le FMI et la Banque mondiale ont plus de cinquante ans d'âge, l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de création récente, a succédé à l'*Accord général sur le commerce et les tarifs* (Gatt). Alors que ce dernier, qui était chargé de promouvoir les échanges internationaux, s'était enfermé dans l'abaissement généralisé des droits de douane – c'est-à-dire dans la disparition de la protection des économies faibles –, l'OMC a l'avantage de disposer d'une structure nouvelle où chaque pays participant, grand ou petit, dispose d'une voix. Encore faut-il que chacune de ces voix, y compris celles des petits pays, prenne assez de force pour se faire entendre et pour peser sur les décisions. L'OMC a été renforcée par l'adhésion de la Chine, mais elle a buté sur un échec à Cancun à propos de l'agriculture car l'obstacle des subventions américaines, japonaises, européennes versées à leurs agriculteurs n'a pu être levé. Cette question reviendra bientôt sur la table ainsi que plusieurs autres, tout aussi épineuses, comme la propriété intellectuelle ou la circulation des services. Un résultat a pu être enfin obtenu sur la disparition des quotas textiles de l'Accord multifibre de 1974 (MFA), ce qui d'ailleurs ne réjouit pas nombre de pays asiatiques ou latino-américains menacés par l'entrée en force de la Chine dans ce domaine. Par ailleurs, les accords multilatéraux recherchés difficilement sous l'égide de l'OMC risquent d'être court-circuités par un grand nombre d'accords bilatéraux, déjà conclus ou en cours de négociation entre les États-Unis et plusieurs pays d'Amérique latine (Brésil, Chili), entre les États-Unis et la Thaïlande ou le Maroc, d'une part; entre le Japon et Singapour, le Mexique, la Corée du Sud, la Thaïlande, d'autre part. Et la liste ne cesse de s'allonger. Mais l'OMC n'est pas la seule institution qui pose de sérieuses questions: la plupart des agences des Nations unies appellent également des réformes urgentes.

LE DÉVELOPPEMENT : UN NÉCESSAIRE AJUSTEMENT

Ainsi, pêle-mêle, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) manque de moyens pour faire face aux ravages du sida en Afrique d'abord ainsi qu'en Asie et en Amérique latine. La lutte contre la pauvreté suppose un sursaut de l'Organisation mondiale de l'agriculture (FAO) qui n'a réussi à se manifester sur aucune des questions majeures de la Révolution verte ou des OGM. La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), quant à elle, qui avait suscité beaucoup d'espoir lors de sa création en 1964, a échoué dans ses tentatives de faire adopter des « codes de conduite » aussi bien sur le transfert de technologie que sur les régulations des grandes sociétés multinationales. En 2004, la Cnuced tentait de revenir activement dans le débat sur le développement. L'Unesco, qui a beaucoup perdu de son lustre, a réduit ses activités ainsi que ses ambitions, mais il est vrai que les États-Unis s'en sont purement et simplement retirés pendant plusieurs années en privant cette institution de leur contribution financière. Enfin, l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi) qui a souffert du retrait des États-Unis, a dû licencier une partie importante de ses effectifs. Or, avec le Bureau international du travail (BIT), cette institution aurait dû jouer un rôle central dans la réflexion sur la répartition des activités industrielles à travers le monde ainsi que sur l'amélioration des conditions de travail : faute d'action conjointe de ces deux organismes, aucune réflexion prospective n'a pu être menée sur le redéploiement et l'harmonisation industrielle.

États nationaux et mondialisation

Dans le contexte de la restructuration du système mondial, les États nationaux ne sont plus les seuls acteurs en lice, même s'ils demeurent des acteurs importants. Certes, ils sont contestés, grignotés, sommés de céder une part de leurs prérogatives. On voit apparaître, en Inde, en Algérie des ministères des privatisations ;

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

on prône le règne du « tout marché » ; on annonce la revanche de la société civile en proclamant que les citoyens pourraient se passer des États!...

La réalité est bien différente: jamais en effet, depuis dix ans, la demande d'État n'a été aussi forte. En matière de sécurité, tout le monde court vers l'État, et non pas vers Greenpeace ou le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD)! Même si parfois les États sont amenés à céder une part de leurs prérogatives, ils doivent assumer des rôles nouveaux ou renouvelés: « Tous les gouvernements, au Nord comme au Sud, conservent le pouvoir de prendre des décisions. L'impuissance des États face à la globalisation n'est qu'une fable cynique⁶⁹. » Il est vrai, néanmoins, que si les États sont de moins en moins entrepreneurs, leur rôle dans la vie économique des sociétés n'a cessé de croître et cela, dans toutes les régions du monde, en particulier depuis la fin de la bipolarité. États et collectivités locales sont sollicités, de la Corée aux régions françaises, pour soutenir l'essor d'entreprises de haute technologie: construction de fonderies de silicium ou d'usines électroniques avancées⁷⁰. L'Italie ne peut se désintéresser de Fiat, le gouvernement français soutient le groupe Alstom tandis qu'un journal titre: « L'industrie allemande sous perfusion étatique⁷¹ ». Après les avoir condamnés, on revient à la définition et à la mise en œuvre de politiques industrielles, en France ou en Pologne. Les raisons de la capacité concurrentielle des chantiers navals japonais, malgré des salaires élevés, sont à rechercher du côté des l'appui de l'État, de l'existence d'une stratégie nationale et d'une préférence systématique au profit des chantiers nationaux. Les stratégies à long terme s'avèrent plus décisives que le niveau des salaires. Même dans le cas d'États réputés libéraux tels Singapour ou l'île Maurice, c'est sur la vigueur de politiques industrielles étatiques

69. Pierre Noël Giraud, *Le Commerce des promesses*, Le Seuil, Paris, 2001, p. 364.

70. Une entreprise de microélectronique vient de bénéficier dans la région de Grenoble d'une subvention publique de 230 000 euros par emploi créé.

71. *Le Figaro*, 19 janvier 2004.

LE DÉVELOPPEMENT : UN NÉCESSAIRE AJUSTEMENT

que l'on fonde la cohérence et la capacité de rebondissement des économies. Aux États-Unis, où la loi oblige à faire bénéficier les PME d'au moins 23 % de la valeur de tout contrat passé par le gouvernement, la Small and Business Administration chargée de la promotion des petites et moyennes entreprises compte 50 000 employés !

En outre, dans plusieurs pays, les anciens ministères du Plan sont réorientés vers des tâches de prospective avec un rôle d'éclairage des nouvelles tendances et de déchiffrement des ouvertures à moyen et à long terme. Dans ce domaine également, les États-Unis ont développé d'importants services d'intelligence économique où « réservoirs de matière grise » voisinent avec services d'espionnage économique. Au total, 100 000 personnes travaillent dans les différentes agences d'intelligence (et d'espionnage) américaines, dotées de 30 milliards de dollars de crédits, 40 % de l'activité de ces agences ainsi que de leurs personnels étant affectés à la guerre économique.

L'État joue enfin un rôle irremplaçable dans l'organisation de la solidarité nationale, en développant les services d'éducation, de formation initiale et continue, de santé, d'expression culturelle et politique. Des services publics efficaces sont à la base de l'épanouissement des personnes. Ils sont aussi le substrat de la compétitivité de tout espace économique contemporain. La solidarité n'est pas seulement un problème de partage du gâteau et de répartition des richesses, car elle a une influence directe sur les performances de la production. À l'ère de la mondialisation, infrastructures, éducation, organisation sociale, stabilité politique deviennent des facteurs essentiels de compétitivité : « La mondialisation met ainsi en compétition des systèmes sociaux nationaux⁷². » Alors que 1945 avait marqué les années de reconstruction des infrastructures économiques, les années 2000 ouvrent le temps du redéploiement des efforts collectifs. Encore récemment s'imposait à la production le mot d'ordre de « zéro

72. Anton Brender, *La France face à la mondialisation*, Éditions La Découverte, coll. Repères, Paris, 1998, p. 16.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE !

défait qualité » ; il cède la place aujourd'hui à un nouveau mot d'ordre : « zéro défaut social ». Dans ce domaine, l'action des États s'avère nécessaire, même si elle doit être relayée par d'autres acteurs, collectivités régionales et locales et ONG.

Gouverner le marché

Les pépinières sont une parure de l'Asie rizicole ; abondamment fumées, elles assurent un bon départ au plan de paddy qui sera repiqué dans la rizière. L'attitude de l'État vis-à-vis de l'industrie naissante en Asie de l'Est n'est pas sans analogie avec celle du riziculteur. Il a été présent à chacune des premières étapes de l'industrialisation pour aider les entreprises à les franchir.

Les pays de l'Asie de l'Est ont pu mener ces politiques car ils disposaient d'un État « fort », c'est-à-dire d'un État mettant en œuvre ses décisions alors que celles proposées par un État « mou » ne résistent pas aux compromis négociés sous la pression des lobbies. Il a été un État « prescripteur » incitant les entreprises à progresser et non « proscripteur » exerçant un contrôle tatillon.

L'expérience montre que les mécanismes du marché ne fonctionnent effectivement que dans un cadre construit et sans cesse renouvelé par un opérateur actif, vigilant et fort. En Espagne ou en Turquie, en Corée, à Taïwan et à Singapour, une croissance économique forte va de pair avec des États forts. D'après List, seul un État fort dispose des moyens pour mener à bien « l'éducation et, en particulier, l'éducation industrielle de la nation en vue de son indépendance ».

Il s'agit en effet, non pas de prôner « le libre jeu des forces du marché », mais plutôt de constater la nécessité de « gouverner le marché ».

Jean-Raphaël Chaponnière et Pierre Judet,
Journées ASSE, Clermont-Ferrand, 14-15 mai 1992

Enfin, pour le meilleur ou pour le pire, le système de la politique internationale repose sur les États et les gouvernements : c'est par exemple à cause du retard ou du refus de certains

LE DÉVELOPPEMENT : UN NÉCESSAIRE AJUSTEMENT

d'entre eux – et non des moindres – de ratifier le protocole de Kyoto que certaines normes importantes de lutte contre la pollution ne peuvent être mises en œuvre. D'autre part, l'échec de Cancun a été provoqué davantage par les divergences entre États que par suite de la pression des ONG.

Nouveaux acteurs : société civile et ONG

L'entrée de la société civile, des associations, des ONG représente une évolution positive. Ces dernières connaissent un développement rapide; on en compte plusieurs dizaines de milliers dont 2 000 accréditées auprès du Conseil économique et social des Nations unies. Elles constituent un monde hétérogène par la taille, les buts poursuivis, le degré d'indépendance par rapport aux gouvernements⁷³ dont elles sont parfois devenues des sous-traitants pour la mise en œuvre d'actions humanitaires et de coopération. Elles jouent un rôle de stimulants, d'aiguillons mais ne peuvent se substituer aux États; elles tendent au contraire à être intégrées dans les dispositifs nationaux de politique étrangère...

La société civile, à travers ONG et associations, fait partie d'une évolution générale des composantes de la gouvernance mondiale. Un mouvement s'ébauche vers de nouveaux partenariats, dans le cadre des Nations unies, entre gouvernements, ONG, communautés locales, mais aussi entreprises dans tel ou tel domaine prioritaire correspondant aux objectifs fixés par la Déclaration du Millenium en 2000. D'autre part, les ONG s'organisent de plus en plus en plates-formes et en collectifs pour intervenir dans le débat public, pour faire connaître leurs positions sur des thèmes cruciaux (santé, prix agricoles, commerce international, etc.) et peser, non sans succès sur les négociations internationales. C'est ce que Henri Rouillé d'Orfeuil, président

73. Souvent simples relais des régimes autoritaires dans le tiers-monde.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE !

de Coordination Sud, la plate-forme française des ONG, appelle la « diplomatie non gouvernementale ».

En attendant un hypothétique et lointain « gouvernement mondial », le monde est en quête de formules pragmatiques de gouvernance pour trouver des solutions efficaces aux questions soulevées par les multiples facettes du développement

Ajustement mutuel et délocalisation

À propos d'ajustement, des voix africaines s'élèvent pour proclamer la nécessité, au-delà des Programmes d'ajustement structurel, d'un véritable « ajustement culturel » : « Il faut absolument que nous appliquions nous-mêmes les réformes nécessaires avant qu'un organisme multilatéral ne nous impose un programme d'ajustement structurel et nous force à réaliser les réformes indispensables pour la survie de nos peuples [...]. Au lieu de nous plaindre, il faut que nous nous adaptions, que nous inventions de nouveaux produits, que nous nous insérions dans de nouveaux créneaux, en intériorisant le changement qui est une donnée permanente de la vie⁷⁴. » Les organisations comme la Banque mondiale rénovée ont un rôle à jouer dans cette perspective. En renforçant les capacités institutionnelles des pays en développement (aussi bien en termes de compétences individuelles que de capacités administratives globales), elles peuvent leur permettre d'identifier leurs marges de manœuvre et d'intervenir efficacement sur le marché.

À l'ajustement au Nord des pays du Sud doit correspondre un ajustement au Sud des pays développés du Nord. Cela implique une attitude positive par rapport au développement industriel des nouveaux venus et une large diffusion des techniques, y compris celles du secteur industriel ou des domaines vitaux de la

⁷⁴. Daniel Etounga Manguelle, *L'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement culturel?*, Éditions Nouvelles du Sud, 1991, p. 47.

LE DÉVELOPPEMENT : UN NÉCESSAIRE AJUSTEMENT

santé et de la pharmacie, pour le traitement du sida et des grandes épidémies en particulier.

Les craintes actuelles suscitées en Europe et aux États-Unis par ce que l'on appelle la « délocalisation » traduisent la difficulté d'accepter une franche ouverture pour la construction d'un avenir commun avec le Sud. La crainte des délocalisations était déjà perceptible en Grande-Bretagne à la fin du XIX^e siècle, au moment de la montée en puissance des États-Unis et de l'Allemagne. En France, cette crainte a grandi au fil de la montée du chômage après 1975 ; elle s'est amplifiée au cours des années 1990, elle correspondait à la baisse effective des emplois industriels manufacturés : de 5 300 000 en 1970 à 3 700 000 en 1999, même si la production manufacturée n'a pas cessé d'augmenter, passant de l'indice 20 en 1950 à 65 en 1970 et à 105 en 1999. Cette crainte a gagné plus récemment les États-Unis où elle a pris l'allure d'une vague de panique lorsque le mouvement a touché, au-delà de l'industrie manufacturière, des emplois de services dans l'informatique (centres d'appels et logiciels), la santé et l'enseignement universitaire vers l'Inde, la Thaïlande, la Tunisie, Maurice, le Sénégal.

En réalité, ces évolutions se situent dans un mouvement séculaire plus ou moins rapide. Vers 1870, la Grande-Bretagne produisait à elle seule 70 à 75 % de l'acier et de la construction navale mondiale. En 2000, elle n'en produit plus que 1 à 2 %. Entre-temps, la Chine est devenue le premier producteur d'acier mondial et, avec le Japon et la Corée, elle produit 75 % de la construction navale mondiale. Il est vrai que la recherche de salaires de plus en plus bas est le moteur de nombreuses délocalisations dans le textile/habillement, les chaussures, le jouet, certains services informatiques, suivant la ligne de pente des forces du marché.

La quête de bas salaires n'est pas la seule explication. On doit tenir compte en effet de la recherche d'implantations sur de nouveaux marchés ainsi que de défaillances et d'effondrements intérieurs : c'est le cas des industries françaises de la machine-

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

outil ou de la machine textile qui ont presque entièrement disparu au profit de la Suisse, de l'Italie et de l'Allemagne, non de l'Asie de l'Est; tandis qu'on constate la résistance d'autres industries, qu'il s'agisse du renouveau de l'horlogerie suisse, ou de la bonne santé d'industries italiennes très localisées.

Le processus de délocalisation se prolonge par les effets « domino » : la Corée avait acquis une position dominante dans la confection; elle est en train de la perdre à son tour au profit de la Chine. Les *maquilladoras* mexicaines étaient le produit de délocalisations depuis le voisin américain: elles sont à leur tour en train de migrer en Chine. On prévoit également que la suppression des quotas textiles en 2005 favorisera la Chine et le Pakistan au détriment d'autres pays: Bangladesh, Cambodge, Vietnam, République dominicaine...

D'autres mouvements de délocalisation/relocalisation sont à l'œuvre: à Prato, grand centre textile italien, plus de 1 000 des 6 000 entreprises textiles sont chinoises, employant en majorité des travailleurs chinois. Ce sont ces entreprises qui ont développé le secteur de la confection dans une ville spécialisée dans la filature et le tissage. En même temps, de grandes entreprises chinoises alliées ou non à des entreprises occidentales (TCL avec Thomson-Thales) s'implantent en Asie, Europe, Afrique et Amérique latine, la conquête de nouveaux marchés pour leurs téléviseurs, par exemple.

Car on ne saurait sous-estimer ni l'intensité ni l'efficacité de la volonté d'industrialisation et de développement d'un nombre croissant de pays du Sud qui manifestent leur intention de grimper aux barreaux de l'échelle des technologies en s'appuyant sur des politiques éducatives, des politiques industrielles et des politiques de recherche-développement (R & D). La Chine, qui s'est hissée au troisième rang mondial de la R & D, lui consacre 60 milliards de dollars⁷⁵: elle forme 450 000 ingénieurs par an, autant que les États-Unis. Timisoara, en Roumanie, qui

75. Selon l'OCDE, *Tableau de bord de la science, de la technologie et de l'industrie*, Édition 2003.

LE DÉVELOPPEMENT : UN NÉCESSAIRE AJUSTEMENT

accueil de nombreuses délocalisations, pratique de très bas salaires, mais forme également de nombreux informaticiens et ingénieurs. L'Inde consacre 19 milliards de dollars par an à la R & D. Le Mexique, qui perd des emplois au profit de la Chine où les salaires sont beaucoup moins élevés, accuse en revanche un grand retard dans la production de diplômés et d'ingénieurs.

À Hong Kong, le secteur de la confection affiche une belle résistance grâce à une profonde transformation interne :

- la manufacture proprement dite passant de 70 à 20 % de l'activité du secteur ;
- la conception et le design de 20 à 50 % ;
- le développement des marques de 10 à 30 %.

Ce qui témoigne d'un niveau élevé d'éducation et de formation.

Certes, la délocalisation est « ravageuse » lorsqu'elle correspond à un simple déménagement, mais elle peut être positive si elle permet de construire des partenariats. Dans cette perspective, on constate les premières imbrications Nord/Sud, ou Est/Ouest. Le phénomène est positif, à condition qu'il se traduise par des réalisations moins précaires que certains investissements du groupe Daewoo en France. L'Asie de l'Est et du Sud-Est, au contraire, est en train de devenir rapidement un espace intégré grâce à l'imbrication croissante des échanges, des investissements et des activités entre Chine, Japon, Corée, Taïwan, Hong Kong, Singapour, Asean.

Les Européens et les Américains ont intérêt à raison garder avant de céder à la panique, car le chômage et le retard dans la création d'emplois découlent du progrès des techniques et de la productivité davantage que des délocalisations. Il leur faut apprendre à vivre avec une transformation irréversible des sociétés du Sud entrant progressivement et maîtrisant successivement techniques industrielles, services simples et plus élaborés, niveaux avancés d'éducation et de recherche. Il est urgent de dépasser des attitudes caractérisées par un humanisme misérabiliste.

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE !

Il s'agit de déchiffrer, d'éclairer, de baliser les voies à ouvrir vers des partenariats, de lancer une vaste entreprise d'intelligence économique à l'échelle de la planète. Dans une telle perspective, plusieurs agences des Nations unies, une fois rénovées et étoffées, ont un rôle à jouer. Cnuced, BIT, Onudi et OMC devront intégrer, dans des perspectives de structuration et restructuration à long terme, les problèmes du travail et des salaires, les problèmes des techniques, de l'innovation et de la recherche, les problèmes des échanges et de la propriété industrielle. Ce véritable ajustement culturel implique une transformation profonde des attitudes: celles des personnels directement impliqués, celles des médias, des entreprises et de l'ensemble des citoyens.

Conclusion

Un défi à relever

On n'a jamais autant parlé de la Chine. La Chine fascine. La Chine inquiète. La montée de ce nouveau géant industriel bouscule les équilibres mondiaux et les idées reçues. Jamais la croissance d'un pays n'avait été aussi élevée pendant une aussi longue période. De petits pays comme Hong Kong et Singapour, des pays moyens comme Taïwan et la Corée du Sud pouvaient encore être considérés comme des exceptions qui confirment la règle (le sous-développement). Cela n'est plus possible lorsque ce sont des pays continents qui surgissent et dessinent un tout autre visage de l'émergence et de la puissance. Car derrière la Chine se profilent l'Inde et son excellence dans les technologies nouvelles; le Brésil et ses énormes potentiels agroalimentaires; l'Indonésie qui a entamé sa progression – ces quatre pays regroupant à eux seuls près de la moitié de la population de la planète – et alors que s'annoncent ici et là d'autres émergences.

On a longtemps pensé que l'industrialisation du tiers-monde était une affaire de multinationales et de salaires de misère. C'est pourquoi on découvre avec étonnement que la Chine est devenue l'une des premières puissances scientifiques du monde, consacrant à la recherche un budget égal au double de celui de la France et recrutant ses meilleurs chercheurs au même niveau

LE TIERS-MONDE N'EST PAS DANS L'IMPASSE!

de rémunération qu'aux États-Unis. On sait également que l'Inde forme des milliers de scientifiques ainsi que des dizaines de milliers d'informaticiens de haut niveau. On apprend enfin qu'en Corée du Sud, le jour de l'inauguration d'un grand institut de recherche, des banderoles proclamaient « Deux prix Nobel coréens avant 2010! » Les anciennes sociétés industrielles ne sont décidément plus les seules sur les chemins les plus avancés du développement.

À la fin de 2004, un rapport de la Banque mondiale est de nature à étayer une vision optimiste des choses. Selon cette institution en effet, 2004 a été la meilleure année de l'économie mondiale depuis 30 ans⁷⁶. Les échanges mondiaux ont progressé de 10 %, la croissance moyenne de 4 %, les pays en voie de développement ayant progressé de 10 % (la Chine, 8,8 %; l'Inde, 6 %). La croissance forte a bénéficié plus largement à l'Asie et à l'Europe orientale, tandis que certains pays d'Amérique latine, du Moyen-Orient et d'Afrique subsaharienne connaissaient une nette amélioration. Toujours la même année, la pauvreté a reculé aussi bien en valeur absolue que relative, de sorte que sur cette base, les Objectifs du Millénaire de réduction de la pauvreté d'ici 2015 deviennent réalistes en Asie (sans compter la Chine) et même partiellement en Afrique subsaharienne.

Le même rapport fait par ailleurs état de l'évolution des théories et des pratiques. En réalité, il s'agit d'une révolution dans la mesure où l'on abandonne le « consensus de Washington ». On reconnaît ainsi la faillite de la politique d'ajustement structurel, du primat du libre jeu des forces du marché; on souligne l'importance du rôle des femmes, des circuits informels, du microcrédit et de la complémentarité entre État et marché. Le mot d'ordre est à l'attaque directe de la pauvreté grâce à des politiques multidimensionnelles combinant les comportements du marché avec des objectifs sociaux.

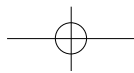
⁷⁶. *Le Monde*, 12-13 décembre 2004.

CONCLUSION : UN DÉFI À RELEVER

L'année 2005 devrait être encore une assez bonne année, en dehors de l'Europe et de l'Afrique subsaharienne. Même si le prix du pétrole a repris son ascension au début de 2005, les spécialistes affirment que la limitation des ressources en hydrocarbures ne constitue pas une menace. Et les bonnes nouvelles se succèdent également du côté de la démographie: une baisse rapide du taux de fécondité, ainsi que l'allongement de la durée de vie se confirment à travers le monde. Décidément, le pire n'est jamais sûr!

Il est vrai qu'une catastrophe majeure a frappé l'Asie du Sud et du Sud-Est à la fin de 2004. Elle a emporté des dizaines de milliers de vies humaines et causé d'énormes destructions. Elle n'aura toutefois qu'un effet limité sur les économies de la région. En revanche, cette catastrophe a manifesté l'imbrication de l'Asie, de l'Europe et de l'Australie, directement touchées à travers leurs nationaux sur les plages de leurs vacances. L'événement a suscité à travers le monde un mouvement de solidarité exceptionnel. Il s'agit maintenant de le prolonger par la construction de partenariats avec les régions sinistrées qui appartiennent précisément à ces pays émergents, qui lancent aux vieux pays industriels les grands défis de l'avenir.

Entrer dans ces processus d'ajustement et de partenariat est aussi important que d'atteindre un montant annuel d'aide publique égal à 0,7% du PIB. C'est en tout cas une condition nécessaire pour rendre intelligible et effective une participation au développement de la planète. C'est le défi à relever en ce début de XXI^e siècle.



ÉDITIONS **Charles Léopold Mayer**

La collection des « Dossiers pour un débat »

déjà parus :

DD 3. **Inventions, innovations, transferts** : des chercheurs mènent l'enquête, coordonné par Monique Peyrière, 1989.

DD 5. **Coopérants, volontaires et avatars du modèle missionnaire**, coordonné par François Greslou, 1991.

DD 6. **Les chemins de la paix** : dix défis pour passer de la guerre à la paix et à la démocratie en Éthiopie. L'apport de l'expérience d'autres pays, 1991.

DD 12. **Le paysan, l'expert et la nature**, Pierre de Zutter, 1992.

DD 15. **La réhabilitation des quartiers dégradés** : leçons de l'expérience internationale, 1992.

DD 17. **Le capital au risque de la solidarité** : une épargne collective pour la création d'entreprises employant des jeunes et des chômeurs de longue durée, coordonné par Michel Borel, Pascal Percq, Bertrand Verfaillie et Régis Verley, 1993.

DD 20. **Stratégies énergétiques pour un développement durable**, Benjamin Dessus, 1993.

DD 21. **La conversion des industries d'armement**, ou comment réaliser la prophétie de l'épée et de la charrue, Richard Pétris, 1993.

DD 22. **L'argent, la puissance et l'amour** : réflexions sur quelques valeurs occidentales, François Fourquet, 1993.

DD 25. **Des paysans qui ont osé** : histoire des mutations de l'agriculture dans une France en modernisation – la révolution silencieuse des années 1950, 1993.

DD 28. **L'agriculture paysanne** : des pratiques aux enjeux de société, 1994.

DD 30. **Biodiversité, le fruit convoité** ; l'accès aux ressources génétiques végétales : un enjeu de développement, 1994.

DD 31. **La chance des quartiers**, récits et témoignages d'acteurs du changement social en milieu urbain, présentés par Yves Pedrazzini, Pierre Rossel et Michel Bassand, 1994.

DD 34. **Cultures entre elles : dynamique ou dynamite?** Vivre en paix dans un monde de diversité, sous la direction de Édith Sizoo et Thierry Verhelst, 1994 (2^e édition 2002).

DD 35. **Des histoires, des savoirs, des hommes : l'expérience est un capital** ; réflexion sur la capitalisation d'expérience, Pierre de Zutter, 1994.

DD 38. **Citadelles de sucre** ; l'utilisation industrielle de la canne à sucre au Brésil et en Inde ; réflexion sur les difficultés des politiques publiques de valorisation de la biomasse, Pierre Audinet, 1994.

DD 42. **L'État inachevé** ; les racines de la violence : le cas de la Colombie, Fernán Gonzalez et Fabio Zambrano, traduit et adapté par Pierre-Yves Guihéneuf, 1995.

DD 43. **Savoirs populaires et développement rural**; quand des communautés d'agriculteurs et des monastères bouddhistes proposent une alternative aux modèles productivistes: l'expérience de Third en Thaïlande, sous la direction de Seri Phongphit, 1995.

DD 44. **La conquête de l'eau**; du recueil à l'usage: comment les sociétés s'approprient l'eau et la partagent, synthèse réalisée par Jean-Paul Gandin, 1995.

DD 45. **Démocratie, passions et frontières**: réinventer l'échelle du politique, Patrick Viveret, 1995

DD 46. **Regarde comment tu me regardes** (techniques d'animation sociale en vidéo), Yves Langlois, 1995.

DD 48. **Cigales**: des clubs locaux d'épargnants solidaires pour investir autrement, Pascale Dominique Russo et Régis Verley, 1995.

DD 49. **Former pour transformer** (méthodologie d'une démarche de développement multidisciplinaire en Équateur), Anne-Marie Masse-Raimbault et Pierre-Yves Guihéneuf, 1996.

DD 51. **De la santé animale au développement de l'homme**: leçons de l'expérience de Vétérinaires sans frontières, Jo Dasnière et Michel Bouy, 1996.

DD 52. **Cultiver l'Europe**: éléments de réflexion sur l'avenir de la politique agricole en Europe, Groupe de Bruges, coordonné par Pierre-Yves Guihéneuf, 1996.

DD 53. **Entre le marché et les besoins des hommes**; agriculture et sécurité alimentaire mondiale: quelques éléments sur les débats actuels, Pierre-Yves Guihéneuf et Edgard Pisani, 1996.

DD 54. **Quand l'argent relie les hommes**: l'expérience de la NEF (Nouvelle économie fraternelle) Sophie Pillods, 1996.

DD 56. **Multimédia et communication à usage humain**; vers une maîtrise sociale des autoroutes de l'information (matériaux pour un débat), coordonné par Alain Ihis, 1996.

DD 57. **Des machines pour les autres**; entre le Nord et le Sud: le mouvement des technologies appropriées, Michèle Odey-Finzi, Thierry Bérot-Inard, 1996.

DD 59. **Non-violence: éthique et politique** (MAN, Mouvement pour une alternative non violente), 1996.

DD 62. **Habitat créatif: éloge des faiseurs de ville**; habitants et architectes d'Amérique latine et d'Europe, textes présentés par Y. Pedrazzini, J.-C. Bolay et M. Bassand, 1996.

DD 63. **Algérie: tisser la paix**: huit défis pour demain; Mémoire de la rencontre «Algérie demain» à Montpellier, 1996.

DD 67. **Quand l'Afrique posera ses conditions**; négocier la coopération internationale: le cas de la Vallée du fleuve Sénégal, mémoires des journées d'étude de mars 1994 organisées par la Cimade, 1996.

DD 68. **À la recherche du citoyen perdu**: un combat politique contre la pauvreté et pour la dignité des relations Nord-Sud, Dix ans de campagne de l'association Survie, 1997.

DD 69. **Le bonheur est dans le pré...**: plaidoyer pour une agriculture solidaire, économe et productive, Jean-Alain Rhessy, 1996.

DD 70. **Une pédagogie de l'eau**: quand des jeunes des deux rives de la Méditerranée se rencontrent pour apprendre autrement, Marie-Joséphine Grojean, 1997.

DD 72. **Le défi alimentaire mondial**: des enjeux marchands à la gestion du bien public, Jean-Marie Brun, 1996.

DD 73. **L'usufruit de la terre**: courants spirituels et culturels face aux défis de la sauvegarde de la planète, coordonné par Jean-Pierre Ribaut et Marie-José Del Rey, 1997.

DD 74. **Organisations paysannes et indigènes en Amérique latine**: mutations et recompositions vers le troisième millénaire, Ethel del Pozo, 1997.

DD 76. **Les médias face à la drogue**: un débat organisé par l'Observatoire géopolitique des drogues, 1997.

DD 77. **L'honneur des pauvres**: valeurs et stratégies des populations dominées à l'heure de la mondialisation, Noël Cannat, 1997.

DD 79. **Paroles d'urgence**; de l'intervention-catastrophe à la prévention et au développement: l'expérience d'Action d'urgence internationale, Tom Roberts, 1997.

DD 80. **Le temps choisi**: un nouvel art de vivre pour partager le travail autrement, François Plassard, 1997.

DD 81. **La faim cachée**: une réflexion critique sur l'aide alimentaire en France, Christophe Rymarsky, Marie-Cécile Thirion, 1997.

DD 82. **Quand les habitants gèrent vraiment leur ville**; le budget participatif: l'expérience de Porto Alegre au Brésil, Tarso Genro, Ubiratan de Souza, 1998.

DD 84. **Vers une écologie industrielle**: comment mettre en pratique le développement durable dans une société hyperindustrielle, Suren Erkman, 1998.

DD 85. **La plume partagée**; des ateliers d'écriture pour adultes: expériences vécues, François Fairon, 1998.

DD 86. **Désenclaver l'école**; initiatives éducatives pour un monde responsable et solidaire, sous la direction de Christophe Derenne, Anne-Françoise Gailly, Jacques Liesenborghs, 1998.

DD 88. **Campagnes en mouvement: un siècle d'organisations paysannes en France**, coordonné par Médard Lebot et Denis Pesche, 1998.

DD 89. **Préserver les sols, source de vie**; proposition d'une «Convention sur l'utilisation durable des sols», projet Tutzing «Écologie du temps», 1998.

DD 90. **Après les feux de paille**; politiques de sécurité alimentaire dans les pays du Sud et mondialisation, Joseph Rocher, 1998

DD 91. **Le piège transgénique**; les mécanismes de décision concernant les organismes génétiquement modifiés sont-ils adaptés et démocratiques?, Arnaud Trollé, 1998.

DD 92. **Des sols et des hommes**; récits authentiques de gestion de la ressource sol, Rabah Lahmar, 1998.

DD 93. **Des goûts et des valeurs**; ce qui préoccupe les habitants de la planète, enquête sur l'unité et la diversité culturelle, Georges Levesque, 1999.

DD 94. **Les défis de la petite entreprise en Afrique**; pour une politique globale d'appui à l'initiative économique: des professionnels africains proposent, Catherine Chaze et Félicité Traoré, 2000.

DD 95. **Pratiques de médiation**; écoles, quartiers, familles, justice: une voie pour gérer les conflits, Non-Violence Actualité, 2000.

DD 96. **Pour un commerce équitable**; expériences et propositions pour un renouvellement des pratiques commerciales entre les pays du Nord et ceux du Sud, Ritimo, Solagral, 1998.

DD 97. **L'eau et la vie**; enjeux, perspectives et visions interculturelles, Marie-France Cais, Marie-José Del Rey et Jean-Pierre Ribaut, 1999.

DD 98. **Banquiers du futur**; les nouveaux instruments financiers de l'économie sociale en Europe, Benoît Granger/Inaise, 1998.

DD 99. **Insertion et droit à l'identité**; l'expérience d'accompagnement des chômeurs par l'association ALICE, Pascale Dominique Russo, 2000.

DD 100. **Une ville par tous**; nouveaux savoirs et nouveaux métiers urbains; l'expérience de Fortaleza au Brésil, Robert Cabanes, 2000.

DD 101. **Chine et Occident: une relation à réinventer**; parcours historique et leçons de quelques rencontres récentes dans le cadre de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire, Yu Shuo, avec la collaboration de Sabine Jourdain, Christoph Eberhard et Sylvie Gracia (photographies de Alain Kernévez), 2000.

DD 102. **Solidarités nouvelles face au chômage**; tisser des liens pour trouver un emploi: récit d'une expérience citoyenne, Sophie Pillods, 1999.

DD 104. **Ce que les mots ne disent pas**; quelques pistes pour réduire les malentendus interculturels: la singulière expérience des traductions de la Plate-forme de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire, Édith Sizoo, 2000.

DD 105. **Savoirs du Sud: connaissances scientifiques et pratiques sociales: ce que nous devons aux pays du Sud**, coordonné par le Réseau Réciprocité des Relations Nord-Sud, 1999.

DD 106. **Oser créer: créer des entreprises pour créer des emplois**, Benoît Granger/Synergies, 2000.

DD 107. **Se former à l'interculturel**; expériences et propositions, Odile Albert/CDTM, 2000.

DD 108. **Sciences et démocratie: le couple impossible?**; le rôle de la recherche dans les sociétés capitalistes depuis la Seconde Guerre mondiale: réflexion sur la maîtrise des savoirs, Jacques Mirenowicz, 2000.

DD 109. **Conquérir le travail, libérer le temps**; dépasser les frontières pour réussir les 35 heures, Bernard Husson/CIEDEL, 2000.

DD 110. **Banques et cohésion sociale**; pour un financement de l'économie à l'échelle humaine: la faillite des banques, les réponses des citoyens, Inaise, 2000.

DD 111. **L'arbre et la forêt: du symbolisme culturel... à l'agonie programmée?**, Élisabeth Bourguinat et Jean-Pierre Ribaut, 2000.

DD 112. **Le dialogue des savoirs**; les réseaux associatifs, outils de croisements entre la science et la vie, Georges Thill, avec la collaboration de Alfred Brochard, 2001.

DD 113. **Financer l'agriculture**; quels systèmes bancaires pour quelles agricultures?, André Neveu, 2001.

DD 114. **Agricultures d'Europe: la voie suisse**, REDD avec la collaboration de Bertrand Verfaillie, 2001.

DD 115. **Le droit autrement**; nouvelles pratiques juridiques et pistes pour adapter le droit aux réalités locales contemporaines, Pascale Vincent, Olivier Longin/Ciedel, 2001.

DD 116. **Sols et sociétés**; regards pluriculturels, Rabah Lahmar et Jean-Pierre Ribaut, 2001

DD 117. **Réseaux humains, réseaux électroniques**; de nouveaux espaces pour l'action collective, dossier coordonné par Valérie Peugeot, Vecam, 2001.

DD 118. **Gouverner les villes avec leurs habitants**; de Caracas à Dakar: dix ans d'expériences pour favoriser le dialogue démocratique dans la cité, Catherine Foret, 2001.

DD 119. **Quelle paix pour le nouveau siècle?**, Maison des citoyens du monde/Bernard Vignon et Agnès Chek, 2001

DD 120. **De la galère à l'entreprise**; pour de nouvelles formes de financement solidaire: l'expérience de France Active, Claude AlphanDéry, 2002.

DD 121. **Finances solidaires**; guide à l'usage des collectivités territoriales, Finansol/Éficea, dossier coordonné par E. Antonioli, P. Grosso, J. Fournial et C. Rollinde, 2002.

DD 122. **Quand l'entreprise apprend à vivre**; une expérience inspirée du compagnonnage dans un réseau d'entreprises alternatives et solidaires, Béatrice Barras, Marc Bourgeois, Élisabeth Bourguinat et Michel Lulek, avec la collaboration de Christophe Beau et Étienne Frommelt, 2002.

DD 123. **Commerce international et développement durable**; voix africaines et plurielles, CITS, dossier coordonné par Ricardo Meléndez et Christophe Bellmann, 2002.

DD 124. **Les citoyens peuvent-ils changer l'économie?**, collectif « Engagements citoyens dans l'économie »; actes du colloque tenu à Paris le 24 mars 2002, 2003.

DD 125. **Voyager autrement**; vers un tourisme responsable et solidaire, coordonné par Boris Martin, 2003.

DD essai 126. **Mission possible**; penser l'avenir de la planète, Pierre Calame, réédition 2003.

DD 127. **Apprivoiser le temps**; approche plurielle sur le temps et le développement durable, Fondation pour les générations futures, Joël Van Cauter et Nicolas de Rauglaudre, 2003.

DD essai 128. **La Licorne et le Dragon**; les malentendus dans la recherche de l'universel, sous la direction de Yue Daiyun et Alain Le Pichon, avec les contributions d'Umberto Eco, Tang Yijie, Alain Rey, Jacques Le Goff, Wang Meng..., 2003.

DD 129. **Lettre ouverte à ceux qui veulent rendre leur argent intelligent et solidaire**, Jean-Paul Vigier, 2003.

DD 130 essai. **Par-delà le féminisme**, Édith Sizoo, 2003.

DD 131 essai. **Dans les courées de Calcutta; un développement à l'indienne**, Gaston Dayanand, préface de Noël Cannat, 2003.

DD 132. **Des animaux pour quoi faire?** Approches interculturelles, interreligieuses, interdisciplinaires, Élisabeth Bourguinat et Jean-Pierre Ribaut, 2003.

DD 133 essai. **Politiques de santé et attentes des patients**; vers un dialogue constructif, Bruno Dujardin, 2003.

DD 134. **Approches spirituelles de l'écologie**, coordonné par Frédéric Piguet, 2004.

DD 135 essai. **L'aide publique au développement, un outil à réinventer**, Guillaume Olivier, avec la contribution de Saïdou Sidibé, 2004.

DD 136. **Itinéraires vers le 21^e siècle**; récits de témoins engagés lors de l'Assemblée mondiale de citoyens, Lille 2001, textes de F. Fairon, photos de F. Noy, 2003.

DD 137 essai. **Vers une écologie industrielle**; comment mettre en pratique le développement durable dans une société hyper-industrialisée, Suren Erkman, 2004.

DD 138 essai. **La maison-monde: Libres leçons de Braudel**, François-Xavier Verschave, 2005.

DD 139 collectif. **Les ONG dans la tempête mondiale**; nouveaux débats, nouveaux chantiers pour un monde solidaire, sous la direction de Coordination SUD, 2004.

DD 140 collectif. **L'idiote du village mondial**; Les citoyens de la planète face à l'explosion des outils de communication: subir ou maîtriser, sous la direction de Michel Sauquet, coédition Luc Pire (Belgique), 2004.

DD 141. **Pratiques d'éducation non violente**; nouveaux apprentissages pour mettre la violence hors-jeu, sous la direction de Bernadette Bayada et Guy Boubault, 2004.

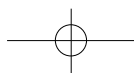
DD 142 collectif. **La santé mondiale, entre racket et bien public**, Association Biens publics à l'échelle mondiale, coordonné par François-Xavier Verschave, 2004.

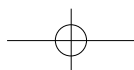
DD 143 collectif. **La consommation assassine**; comment le mode de vie des uns ruine celui des autres, pistes pour une consommation responsable, *State of the World 2004* du Worldwatch Institute, traduit de l'anglais (États-Unis) et adapté par Mohamed Larbi Bouguerra, 2005.

La Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (www.fph.ch) est une fondation indépendante de droit suisse créée en 1982. Les revenus annuels du patrimoine légué par son fondateur Charles Léopold Mayer sont mobilisés pour contribuer à l'émergence d'une communauté mondiale et au développement de nouvelles pratiques citoyennes susceptibles de répondre aux grands défis de ce début de siècle. Trois de ces défis sont plus particulièrement au cœur des actions qu'elle mène et soutient avec des partenaires du monde entier : celui de *systèmes de gouvernance* à repenser et à réformer, du niveau local au niveau mondial ; celui d'une *éthique* toujours à construire, qui concerne non seulement les droits mais aussi les responsabilités des êtres humains et s'applique à tous les milieux (scientifiques, économiques, académiques, médiatiques...); enfin celui d'une *nouvelle vision de l'économie*, visant au renouvellement des modes de production, de consommation et d'échange. Les modes d'action de la Fondation sont diversifiés : *promouvoir des idées et des propositions* (par l'édition, la mise en débat d'une charte des Responsabilités humaines, l'alimentation de sites ressources Internet, l'organisation de rencontres internationales, etc.); appuyer l'émergence d'*alliances citoyennes internationales* (alliances d'habitants, d'organisations rurales, d'ONG, de juristes, de chercheurs...); enfin promouvoir des *méthodes d'échange, de réflexion collective* et de structuration de l'information.

Les Éditions Charles Léopold Mayer (www.eclm.fr) sont constituées depuis 1995 sous la forme d'une association à but non lucratif (loi 1901). Elles éditent des livres de témoignages, d'analyse et de propositions sur les nouvelles démarches et les nouvelles actions citoyennes qui se développent aujourd'hui tant au niveau local qu'à celui d'une société mondialisée en quête d'alternatives et d'idées. Le soutien de la Fondation Charles Léopold Mayer leur permet de tenter de jouer un rôle pionnier dans des domaines encore peu connus mais susceptibles de le devenir, comme ce fut le cas, il y a une dizaine d'années, lorsque les Éditions ont entrepris de publier sur le commerce équitable, la gestion municipale participative, l'économie solidaire, les réseaux paysans au Sud, etc. Environ 500 ouvrages ont été publiés depuis la création des éditions, essais, «dossiers pour un débat», «cahiers de proposi-

tions», etc., dont la moitié sont encore au catalogue aujourd'hui. Ils sont distribués en librairie, en vente par correspondance ou sur place rue Saint-Sabin. En outre, ils ont pour vocation d'être téléchargeables. Certains livres, enfin, sont coédités avec des éditeurs francophones des pays du Sud, dans le cadre de *l'Alliance des éditeurs indépendants pour une autre mondialisation* (www.alliance-editeurs.fr) dont les Éditions Charles Léopold Mayer sont membre.





Vous pouvez vous procurer les ouvrages des Éditions Charles Léopold Mayer,
ainsi que les autres publications ou copublications de la
Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH)
en librairie ou à défaut aux :

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38 rue Saint-Sabin
75011 PARIS (France)
Tél./Fax : 01 48 06 48 86
Mél : diffusion@fph.fr
Site Internet : www.eclm.fr

Accueil : du mardi au vendredi : 9h30-12h30 – 14h30-17h30

Le catalogue propose environ 300 titres sur les thèmes suivants :

<i>Économie, Solidarité, Emploi</i>	<i>Construction de la paix</i>
<i>Gouvernance</i>	<i>Écologie, environnement</i>
<i>Relations sciences et société</i>	<i>Prospective, valeurs, mondialisation</i>
<i>Agricultures et organisations paysannes</i>	<i>Histoires de vie</i>
<i>Dialogue interculturel</i>	<i>Méthodologies pour l'action</i>
<i>Communication citoyenne</i>	

Pour obtenir le catalogue des éditions et coproductions Charles Léopold Mayer,
envoyez vos coordonnées à :

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38 rue Saint-Sabin
75011 PARIS (France)



Veuillez me faire parvenir le catalogue des éditions et coproductions
Charles Léopold Mayer.

Nom	Prénom
Société	
Adresse	
.....	
Code postal	Ville
Pays	

